Agreste Panorama - n° 5 - décembre 2018

Agreste Panorama

Numéro 5 - décembre 2018

Bilan conjoncturel 2018

En 2018, des récoltes pénalisées par la météo, à l'exception de la viticulture

- Climatologie
- Céréales
- Oléoprotéagineux - Pomme de terre - Sucre
- Fruits
- Légumes
- Vins
- Productions animales
- Intrants
- IAA
- Commerce extérieur agroalimentaire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Éditorial

En 2018, à l'exception des vendanges, les récoltes ont été fortement pénalisées par une météo chaotique tandis que la légère hausse des productions animales efface le repli de l'année 2017. Les cours à la production évoluent positivement pour la plupart des productions végétales, mais se replient pour les produits animaux, dans un contexte où les coûts de production s'accroissent sous l'effet du prix de l'énergie.

L'année 2018 se caractérise par des contrastes météorologiques importants. L'hiver 2017-2018 est au 3e rang des hivers les plus pluvieux, marqué par une vague de froid en février et mars. Le printemps, pluvieux et très doux, a été suivi par un été sec, le plus chaud depuis 1900.

Les rendements des grandes cultures, particulièrement pour les cultures d'automne (betterave, maïs, pomme de terre), reculent en 2018 sous l'effet de la sécheresse. Avec des surfaces en baisse pour les céréales et les protéagineux, en hausse pour les autres cultures, les récoltes se replient en 2018. Pour les céréales, à l'exception de 2016, il s'agit même de la récolte la plus faible depuis 2007. La qualité est néanmoins au rendez-vous et devrait permettre de satisfaire aux cahiers des charges internationaux. Sur les neuf premiers mois de 2018, les prix des céréales françaises augmentent sur un an : au 1er semestre 2018, la récolte 2017, plutôt moyenne en volume mais de bonne qualité et compétitive à l'international avec la dépréciation de l'euro face au dollar, se commercialise à des prix supérieurs à ceux de 2017, dans un environnement mondial pourtant baissier. En seconde partie d'année, les perspectives de baisse quasi générale des disponibilités mondiales pour la campagne 2018-2019 suite aux mauvaises récoltes 2018 face à une demande ferme, accélèrent la progression des cours. Le marché des oléoprotéagineux est plutôt déprimé malgré un redressement des cours en début de nouvelle campagne.

Fortement pénalisées par les intempéries et parfois par la poursuite du recul des surfaces, les récoltes de fruits et légumes, plus tardives qu'en 2017, se contractent, favorisant la hausse des cours à la production (sauf tomates). Pour autant, le chiffre d'affaires ne parvient pas toujours à dépasser celui de 2017 (abricot, cerise, tomate, courgette, salade, chou-fleur). La demande n'est pas toujours au rendez-vous pour des produits météo-sensibles et dont la qualité est parfois médiocre en raison de la météo.

En 2018, la récolte viticole française se redresse après celle historiquement basse de 2017. Malgré le repli des exportations sur les neuf premiers mois de 2018 en raison des disponibilités limitées en seconde partie de campagne 2017-2018, les marchés extérieurs demeurent le segment dynamique de la demande. Les prix des vins sont tirés à la hausse sur un an, surtout ceux des vins sans appellation. Malgré des volumes qui s'annoncent plus importants, propices à une certaine détente des marchés, les cours à la production pourraient se maintenir élevés avec des stocks de début de campagne limités.

En 2018, la production des principales filières animales rebondit (hormis les filières ovines et d'œufs de consommation). La filière porcine repart à la hausse après le creux de 2017, bénéficiant d'une demande européenne et mondiale ferme tandis que la filière canards gras se redresse après deux années d'épizootie aviaire. La décapitalisation du cheptel laitier et allaitant se poursuit, malgré une amélioration des prix du lait, les difficultés d'affouragements ayant conduit certains éleveurs à envoyer leurs vaches à l'abattoir. En revanche, les abattages de veaux de boucherie poursuivent leur recul tandis que les exportations de broutards sont moins soutenues faute d'animaux dans les exploitations, malgré le soutien de nos principaux marchés (demande italienne et algérienne). La filière ovine stabilise ses abattages destinés au marché intérieur mais exporte moins d'ovins vivants dans un contexte de réduction du cheptel reproducteur. La production de lait de vache devrait se rapprocher de celle de 2017, à l'image des autres principaux exportateurs mondiaux qui voient leur production également freinée par la sécheresse responsable d'un manque de fourrages.

Outre les problèmes d'affouragement qui pourraient se prolonger au-delà de 2018 et entraîner des réductions de cheptels, les facteurs de fragilité des principales filières animales demeurent : croissance des importations (sauf ovins) et baisse tendancielle de la consommation des ménages à domicile, malgré un rebond de la demande globale de porc, de bovins et de volaille qui pourrait s'expliquer par le dynamisme de la consommation hors domicile. Enfin, après une embellie sur les marchés français des bovins, porcins et du lait depuis le second semestre 2016 à la faveur de marchés mondiaux mieux orientés, les cours de la plupart des productions animales fléchissent en 2018 sur les neuf premiers mois, à l'exception des œufs et du lait. En repli depuis

août 2017, et au plus bas en France en début d'année, dans un contexte d'offre mondiale soutenue et de pression exercée sur les cours européens, les prix des porcins sont particulièrement bas. Les prix des œufs baissent pour retrouver les niveaux d'avant la crise du Fipronil tout en restant supérieurs aux cours moyens dans un contexte de contraction de la production, après le rebond de 2017. Les prix des produits laitiers bénéficient d'une demande mondiale dynamique avec un marché du beurre toujours tendu, malgré la hausse des fabrications, tandis que celui de la poudre de lait écrémé demeure déprimé, en lien avec l'abondance des stocks que la demande internationale ne parvient pas à résorber.

Par ailleurs, pour des volumes quasiment constants, le coût des aliments se stabilise en 2018 mais ne permet pas de compenser globalement le repli des cours à la production. Du fait de la sécheresse, ce coût devrait s'accroître sur la fin d'année et dégrader un peu plus les marges des éleveurs.

Plus généralement, les prix de l'ensemble des moyens de production achetés par les exploitants agricoles (Ipampa) sont en hausse sur un an (+ 2,9 %) pour la deuxième année consécutive, principalement sous l'effet de l'accroissement sensible des prix de l'énergie et, à un moindre degré, des engrais. Les livraisons d'engrais repartent à la hausse, avec pour l'azote, une augmentation des prix d'achat pour la première fois depuis 2014-2015.

Après une première partie d'année 2018 relativement stable, les prix de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, s'infléchissent à la hausse à la mi-2018 pour se rapprocher des niveaux élevés de 2013. Sur les neuf premiers mois de 2018, avec des productions dans l'ensemble limitées ou en progression modérée, les cours se hissent légèrement au-dessus de ceux de 2017 (+ 1 % après + 4,5 % en 2017) avec des évolutions contrastées entre le rebond des prix des fruits et légumes ou des vins et le repli conséquent pour les porcins.

En 2018, la branche des industries agroalimentaires (hors tabac) pâtit de prix peu dynamiques et d'une production globalement en léger repli. Le dynamisme de la production de boissons ne compense qu'en partie le recul des fabrications de produits alimentaires. La première bénéficie d'exportations dynamiques et d'une consommation nationale accrue par les pics de chaleur en France alors que les secondes souffrent de la morosité de la demande intérieure.

La bonne valorisation des boissons à l'exportation contribue à la hausse de l'excédent de produits transformés mais sa progression est toutefois freinée par l'accroissement des importations de produits laitiers et de viandes. C'est surtout le solde de la balance commerciale des produits agricoles bruts, qui, en redevenant positif, consolide l'excédent de l'ensemble des produits agroalimentaires. Outre la diminution des importations de légumes, de colza et de céréales, les ventes de céréales ont en effet repris. L'excédent avec les pays tiers s'accroît tandis que le déficit avec l'UE se réduit.

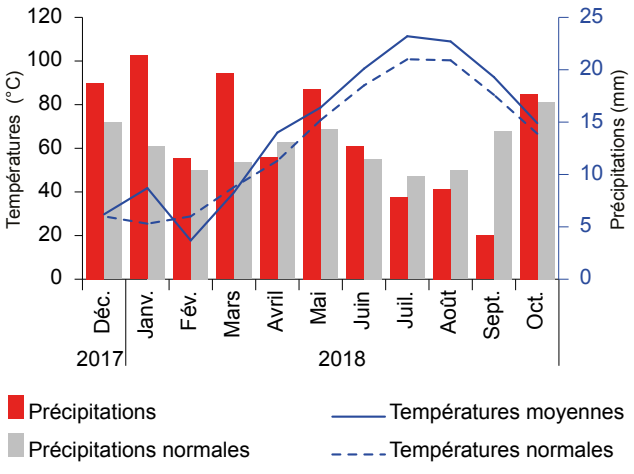
Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

CLIMATOLOGIE

L'année 2018 pourrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis 1900. À l'exception des mois de février et mars, froids en moyenne, les températures moyennes mensuelles ont été supérieures aux normales le reste de l'année, avec un été caniculaire. La pluviométrie a été contrastée : très excédentaire en hiver et au printemps, elle devient déficitaire à partir du mois de juillet sur l'ensemble du territoire. L'été 2018 enregistre des records de chaleur, qui, combinés à une pluviométrie déficitaire dans plusieurs régions, contribuent à la sécheresse des sols.

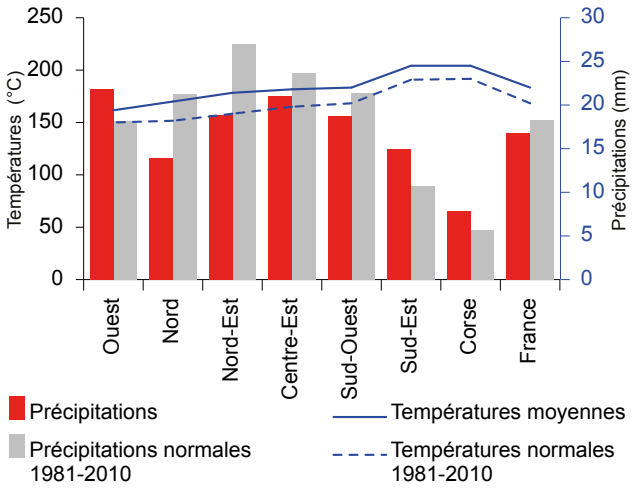
Principaux indicateurs

Graphique 1
Températures - Pluviométrie au niveau national



Source : Météo France

Graphique 2
Températures et pluviométrie par bassin à l'été 2018



Source : Météo France

Un hiver 2017-2018 marqué par des intempéries et très arrosé

L'hiver 2017-2018 se caractérise par des températures légèrement au-dessus des normales mais contrastées d'un mois à l'autre : records de douceur en janvier puis vague de froid en février (*graphique 1*). La pluviométrie est excédentaire de plus de 40 %, particulièrement en janvier, sur l'ensemble du territoire. En moyenne sur la France, cet hiver 2017-2018 se classe au troisième rang des hivers les plus pluvieux (*annexe Climatologie*).

Un printemps chaud et pluvieux

Le printemps commence par des températures plutôt fraîches en mars, suivi d'un mois d'avril très chaud (le 3e le plus chaud depuis 1900), surtout dans la moitié Nord. Le mois de mai est plus contrasté. Les pluies sont abondantes durant toute la saison, particulièrement en mars, l'un des mois de mars les plus arrosés sur la période 1959-2018, notamment dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (trois fois la quantité normale de pluies). En moyenne, au printemps et sur la France, l'excédent pluviométrique a dépassé 20 %. Au 1er juin, l'indice d'humidité des sols est excédentaire sur la quasi-totalité de la France, sauf dans le Finistère, légèrement déficitaire. La pousse de l'herbe, déficitaire en mars, démarre réellement en avril (+ 14 % par rapport à la pousse de référence). Dès le début de la campagne, elle est contrastée sur le territoire : largement excédentaire dans le Grand Est, plus modérée dans les régions montagneuses, clairement déficitaire en Paca. En mai, la production des prairies devient excédentaire au niveau national (+ 11 % par rapport à la référence).

Été 2018 : 2e été le plus chaud depuis 1900

L'été débute par le 5e mois de juin le plus chaud depuis 1900. Cette chaleur persiste toute au long de l'été. La température moyenne estivale (21,2°C) sur la France est supérieure de 2°C à la normale. L'été 2018 se classe ainsi au 2e rang des étés les plus chauds après 2003. En moyenne, sur la France, la pluviométrie est déficitaire de 10 %. Elle est contrastée géographiquement (*graphique 2*). Au 1er septembre, l'indice d'humidité des sols est déficitaire sur le quart Nord-Est du pays, et légèrement excédentaire sur les autres régions.

En juin et juillet, la pousse de l'herbe, toujours dans la norme (+ 5 % par rapport à la référence), varie selon la région (excédentaire à l'Ouest, déficitaire dans le Nord et à l'Est du territoire). À partir d'août, la pousse de l'herbe ralentit (- 7 % par rapport à la pousse de référence) sous l'effet de températures élevées et de faibles précipitations, et devient déficitaire dans un tiers des régions fourragères. La pousse estivale est au final très faible (32 % par rapport à la pousse estivale de référence).

Un début d'automne 2018 particulièrement sec

Le début de l'automne 2018 est marqué par la poursuite de la chaleur et de la sécheresse. En septembre, la production des prairies devient déficitaire au niveau national (- 15 % par rapport à la référence). En octobre, malgré quelques épisodes méditerranéens qui arrosent le Sud-Est et la Corse (*annexe*), la sécheresse persiste et empêche la reprise automnale de pousse de l'herbe. La campagne fourragère se termine avec un fort déficit de production des prairies (- 23 % par rapport à la pousse de référence). Elle est particulièrement difficile dans le Grand-Est et en Bourgogne-Franche-Comté (déficit proche d'un tiers), en Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Hauts-de-France (déficit proche d'un quart).

Annexe - Climatologie

Températures et précipitations en 2018

	Température moyenne en °C	Température Moy annuelle 1981-2010	Précipitations en mm	Précipitations Moy annuelle 1981-2010
Janvier	8,7	5,3	102,5	60,9
Février	3,7	6,0	55,5	50,1
Mars	8,3	8,8	94,2	53,2
Avril	14,0	11,3	55,7	62,6
Mai	16,4	15,2	87,2	68,4
Juin	20,1	18,5	60,8	54,9
Juillet	23,2	21,0	37,4	47,2
Août	22,7	20,9	41,4	49,9
Septembre	19,3	17,6	20,0	67,8
Octobre	14,9	13,9	84,9	81,2

Source : Météo France

Températures par bassin 2018 (écarts aux normales 1981 - 2010, en °C)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	2,5	3,4	4,8	4,4	2,9	3,3	2,8
Février	-2,4	-2,9	-2,5	-2,6	-2,8	-1,9	-1,3
Mars	-0,7	-0,6	-1,3	0,0	-0,4	-0,4	0,2
Avril	2,0	3,0	3,9	3,3	2,6	2,0	2,5
Mai	0,9	1,8	2,2	1,5	0,6	0,8	0,6
Juin	1,7	1,9	2,1	1,7	1,5	1,2	1,0
Juillet	2,1	3,3	2,6	2,1	2,0	1,8	1,4
Août	0,6	1,4	2,5	2,3	1,9	1,8	2,1
Septembre	0,4	0,8	2,0	2,4	2,2	2,1	1,9
Octobre	0,3	1,5	1,2	0,9	0,6	1,2	1,2

Source : Météo France

Précipitations par bassin 2018 (écarts aux normales 1981 - 2010, en mm)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	13	55	87	54	66	37	-21
Février	-14	-8	-19	-10	-3	5	86
Mars	37	16	12	56	35	68	61
Avril	7	0	-29	-35	0	28	-20
Mai	-26	8	60	2	7	25	55
Juin	36	-5	-32	-5	13	8	26
Juillet	-4	-36	-44	10	1	7	-1
Août	-2	-19	8	-26	-36	22	-6
Septembre	-47	-33	-37	-65	-47	-65	-41
Octobre	-2	-37	-59	-15	-25	130	33

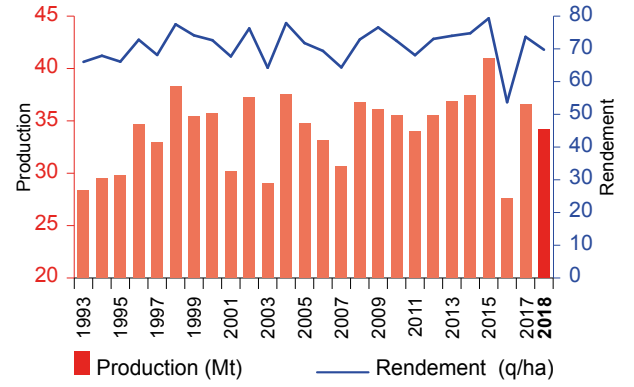
Source : Météo France

CÉRÉALES

En 2018, la production française de céréales atteindrait 62,5 Mt, en diminution de 8,8 % sur un an. À l'exception de l'année 2016, les récoltes n'ont jamais été aussi basses depuis 2007. Les conditions climatiques, en particulier la sécheresse estivale, ont pénalisé le développement des cultures et provoqué des baisses de rendement significatives. Avec des disponibilités en recul au niveau mondial, à l'exception du maïs, et des consommations en augmentation, les prix des céréales sont globalement plus élevés qu'en 2017 sauf pour le blé dur.

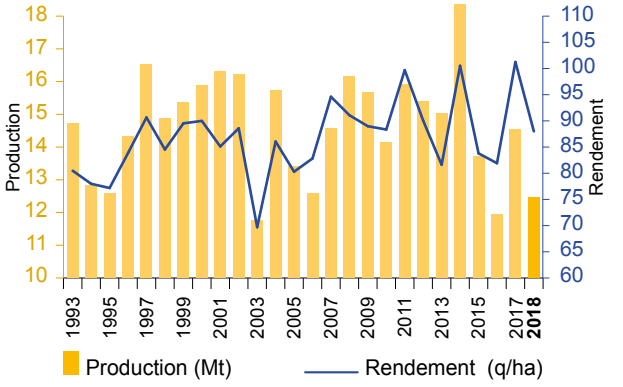
Principaux indicateurs

Graphique 1
Blé tendre



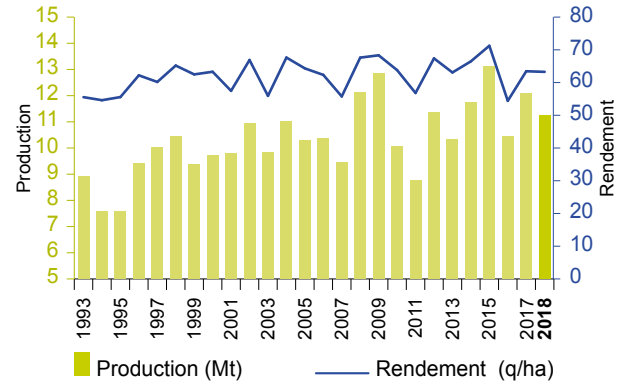
Source : Agreste

Graphique 2
Maïs



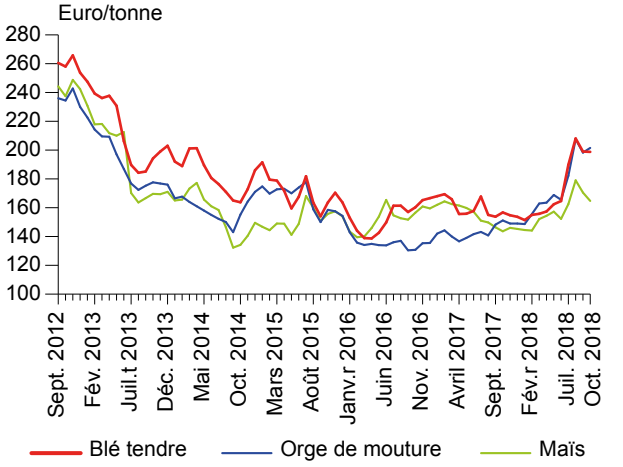
Source : Agreste

Graphique 3
Orge



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : Douanes - CPF 2015

En 2018, des conditions climatiques globalement défavorables aux cultures

Le contexte climatique a été défavorable aux cultures au printemps et à l'été 2018 en France et en Europe du Nord (Allemagne notamment). Dès le début 2018, les températures très élevées et les précipitations abondantes en janvier, suivies d'un mois de février très froid et d'un mois de mars extrêmement pluvieux, ont perturbé le développement des plantes en France. Le deuxième trimestre a été le second le plus chaud de la métropole depuis le début du 21e siècle, après 2003, avec de fortes précipitations en mai et un mois de juin plus contrasté avec des différences régionales notables. Les mois d'été ont été très chauds avec une intensité particulière sur la période fin juillet-début août qui a nettement pesé sur la fin de cycle des cultures de printemps et d'été.

En 2018, la production française de céréales atteindrait 62,5 Mt, en repli de 8,8 % sur un an

À l'exception de l'année 2016, les récoltes n'ont jamais été aussi basses depuis 2007. La baisse s'explique essentiellement par des rendements plus faibles sous l'effet d'une météo défavorable (*encadré*). Les superficies se contractent également pour les blés et les orges (*annexe Céréales*).

Blé tendre : une production en recul mais d'excellente qualité

En 2018, la production nationale de blé tendre s'établirait à 34,1 millions de tonnes (Mt), en recul de 6,6 % par rapport à 2017 (*graphique 1*). Les surfaces se contractent de 66 000 hectares sur un an tandis que le rendement moyen fléchit de 5,4 % à 69,7 q/ha. Les baisses de rendement les plus importantes sont recensées dans l'Ouest de la France. Les hausses constatées dans le Nord-Est ne sont qu'un rattrapage partiel après une année 2017 très difficile. Si la récolte a souffert de la météo, la qualité du blé tendre est en revanche élevée en 2018. Selon l'enquête qualité réalisée par FranceAgriMer/Arvalis, le taux de protéine s'établit à 12 % (11,6 % en moyenne sur la période 2013-2017) et le poids spécifique (PS) à 77,8 kg/hl en moyenne (contre 76,7 kg/hl sur la période 2013-2017).

Blé dur : une récolte très en retrait dans le Sud de la France

En 2018, la production de blé dur se replierait à 1,8 Mt (- 16,9 % sur un an) conjuguant une baisse des surfaces (- 4,3 %) à celle des rendements moyens (- 13,1 %). À 49,8 q/ha, le rendement est inférieur de 7,3 % à la moyenne olympique 2013-2017. Les rendements des départements du Centre de la France s'accroissent globalement par rapport à l'année 2017, alors que ceux du Sud sont durement touchés, avec - 37 % en Haute-Garonne. La qualité est également inégale : le poids spécifique est très faible dans le Sud (inférieur à 74 kg/hl dans le quart Sud-Ouest) alors qu'il dépasse les 78 kg/hl dans le Centre-Val de Loire. Le taux moyen de protéines reste toutefois élevé (14,5 % contre 13,6 % en moyenne sur la période 2013-2017).

Orges : recul des surfaces et de la production

En 2018, la récolte d'orges tomberait à 11,2 Mt, en baisse de 7 % à par rapport à 2017 (*graphique 3*). Le rendement est attendu quasiment stable (- 0,2 q/ha). La baisse de production s'explique par des surfaces en retrait de 6,8 % sur un an. À l'image du blé, la qualité de la récolte 2018 d'orges est au rendez-vous.

Maïs : baisse sensible des rendements

En 2018, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 12,5 Mt, en repli de 14,3 % par rapport à une récolte 2017 relativement abondante (*graphique 2*). Les surfaces se maintiennent quasiment. En revanche, les rendements sont nettement orientés à la baisse (88 q/ha, après 101,2 q/ha en 2017). Une incertitude quant à l'utilisation de la récolte entre alimentation humaine et alimentation animale demeure cependant, compte tenu des possibles transferts en maïs fourrage destinés à pallier le déficit de la production d'herbe.

Une production mondiale de céréales en recul

En 2018-2019, la récolte mondiale de céréales fléchirait à 2 081 Mt, selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales) à fin octobre. Elle reculerait pour la seconde année consécutive (- 1,1 % sur un an) depuis le pic de 2016-2017. La récolte de maïs est attendue en hausse (+ 26 Mt par rapport à l'an dernier) alors que celle de blé fléchit (- 38 Mt). En Russie, la production de céréales serait en net recul, à 105,1 Mt (- 22,4 Mt), de même que les exportations (- 25 %), à 40,4 Mt. La production en Ukraine devrait en revanche croître de 3,2 Mt à 64,5 Mt, ce qui permettrait au pays de dépasser la Russie à l'exportation (43,8 Mt, + 8,1 % sur un an). La Russie demeurerait cependant le premier exportateur mondial de blé. Les États-Unis resteraient le premier producteur mondial de céréales (441,1 Mt, + 2,1 % sur un an) et le premier exportateur mondial (96,8 Mt, + 4,8 % sur un an).

Dans l'UE, la production de céréales se replierait de 7,5 %, particulièrement en Allemagne, pénalisée par des rendements très faibles à la suite d'une intense sécheresse. Avec une consommation en augmentation, les stocks mondiaux de céréales de fin de campagne se contracteraient fortement, à 560 Mt contre 617 Mt lors de la précédente campagne.

Reprise des cours du blé tendre en 2018

Après plusieurs années de baisse, les cours du blé tendre ont atteint leur plus bas niveau début 2018. La campagne 2017 a été caractérisée par des récoltes importantes (Russie et Ukraine en particulier) et de qualité qui ont pesé sur les cours mondiaux. La récolte 2018 étant confirmée de mois en mois comme la plus faible depuis 2013-2014, les prix ont commencé à se redresser au premier trimestre sur les marchés mondiaux. Ils entraînent les prix du blé tendre français qui, compte tenu de sa qualité, satisfait aux cahiers des charges à l'exportation. En octobre 2018, le prix du blé tendre rendu Rouen atteint 198 €/t en moyenne, contre 157 €/t en octobre 2017. Un tel niveau de prix n'avait plus été atteint depuis le deuxième trimestre 2013 (*graphique 4*).

Les cours du blé dur en baisse

En raison de la mauvaise qualité de la récolte dans le Sud de la France, les cours du blé dur baissent sur un an : 209 €/t pour le blé dur rendu La Nouvelle en octobre 2018 contre 221 €/t un an plus tôt. De façon générale, la récolte est attendue en nette baisse dans l'Union européenne, et en croissance au Canada, premier producteur mondial. StatCan (service statistique canadien) estime la récolte nationale à 5,71 Mt contre 4,96 Mt en 2017, ce qui contribue à alimenter la pression à la baisse sur les prix du blé dur, déjà entretenue par une demande mondiale atone.

Les prix des orges portés par la demande mondiale et la faiblesse de l'offre

Le dynamisme de la demande mondiale en orges soutient les prix. La Chine est pour la deuxième année consécutive le premier importateur mondial devant l'Arabie saoudite. En 2018-2019, l'Union européenne

dépasserait l'Australie comme premier exportateur mondial. Avec une production mondiale au plus bas depuis six ans (- 25 % en Russie), les stocks de fin de campagne sont attendus en recul de 18 %. À l'image du blé tendre, la situation du marché mondial de l'orge se tend en 2018-2019. Les prix de l'orge de mouture rendu Rouen s'élèvent ainsi à 186 € en moyenne au troisième trimestre 2018 contre 133 € pour la même période de 2017.

Les cours du maïs en augmentation

D'après le dernier rapport du ministère américain de l'agriculture de novembre 2018, la récolte mondiale de maïs est estimée en hausse de 35 Mt sur un an, en particulier grâce à des rendements record aux États-Unis (11,2 t/ha) et à une progression importante de la récolte en Ukraine. Les exportations mondiales augmenteraient ainsi que la consommation, ce qui contribuerait à réduire les stocks de fin de campagne. La forte baisse des stocks mondiaux, estimée à environ 20 %, s'explique essentiellement par la réduction des stocks détenus par la Chine (37 % des stocks mondiaux). Par ailleurs, la demande en biocarburants aux États-Unis est soutenue. Dans ce contexte, les prix sont orientés à la hausse avec 165 €/t en moyenne en octobre 2018 pour le maïs rendu Bordeaux contre 144 €/t au même mois de l'an dernier (+ 14,7 % sur un an).

Annexe - Céréales

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2017 ET 2018

	RECOLTE 2017 (1)			RECOLTE 2018 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	18/17 (%)	18/MOY(c*) (%)
CEREALES (a)	**9 339**	**73,4**	**68 522**	**9 072**	**68,9**	**62 513**	**– 8,8**	**– 6,8**
Blé tendre	4 962	73,7	36 559	4 896	69,7	34 145	– 6,6	– 4,8
hiver	4 948	73,7	36 469	4 880	69,8	34 044	– 6,6	– 4,8
printemps	14	65,3	91	16	64,8	101	+ 11,8	– 15,6
Blé dur	370	57,3	2 119	354	49,8	1 760	– 16,9	– 0,8
hiver	361	57,3	2 069	347	49,6	1 724	– 16,7	– 0,1
printemps	9	57,0	49	6	55,9	36	– 26,8	– 25,1
Orge, escourgeon	1 905	63,5	12 087	1 777	63,3	11 240	– 7,0	– 2,5
hiver	1 398	65,0	9 084	1 292	63,4	8 199	– 9,7	– 5,4
printemps	507	59,2	3 003	484	62,8	3 041	+ 1,3	+ 6,2
Avoine	113	47,4	537	100	47,7	476	– 11,4	+ 10,4
hiver	71	48,8	347	64	46,9	300	– 13,5	+ 18,9
printemps	42	45,1	191	36	49,1	176	– 7,7	– 1,5
Seigle	24	45,4	110	24	45,5	111	+ 1,1	– 8,0
Triticale	305	51,8	1 579	285	48,3	1 377	– 12,8	– 22,8
Autres (pures et mélanges)	153	38,0	581	148	36,6	542	– 6,7	+ 30,5
Riz	15	58,7	90	13	58,5	75	– 16,4	– 9,5
Céréales à paille	**7 847**	**68,4**	**53 662**	**7 596**	**65,5**	**49 727**	**– 7,3**	**– 4,4**
Maïs (b)	1 436	101,2	14 534	1 416	88,0	12 456	– 14,3	– 15,3
grain (b)	1 376	103,9	14 297	1 357	90,2	12 246	– 14,3	– 15,2
semences	60	39,8	238	59	35,9	211	– 11,4	– 22,3
Maïs fourrage (d)	1 406	135,8	19 089	1 401	122,9	17 227	– 9,8	– 5,6
Sorgho grain	56	57,9	326	60	55,0	330	+ 1,3	+ 8,3

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation Mensuelle au 1er novembre 2018 - Agreste

(a) y compris semence

(b) y c. maïs grain humide

(c) moyenne 2013-2017

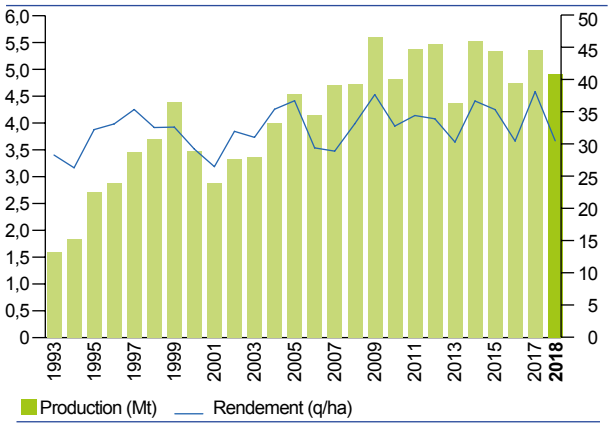
(d) production matière sèche

OLÉOPROTÉAGINEUX – POMME DE TERRE – SUCRE

En 2018, la production française d'oléagineux s'établit à 6,61 Mt, en repli de 11 % sur un an en raison d'une météo défavorable. Dans un contexte de tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine et de déséquilibre entre une offre européenne réduite et une demande soutenue, les prix du colza se raffermissent depuis juillet 2018. En revanche, les cours du tournesol sont toujours orientés à la baisse, sous l'effet d'une récolte abondante en Ukraine. Avec le recul de la production de pommes de terre en 2018, les prix se redressent sur un an en ce début de campagne après une première partie d'année en baisse. La production de sucre devrait se contracter également et favorise un rebond des cours à l'ouverture de la campagne 2018-2019.

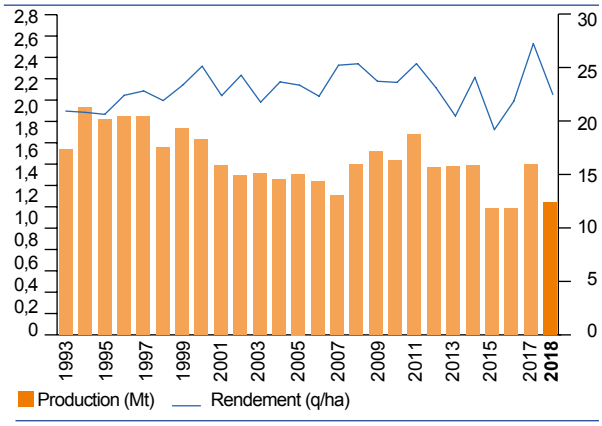
Principaux indicateurs

Graphique 1
Colza



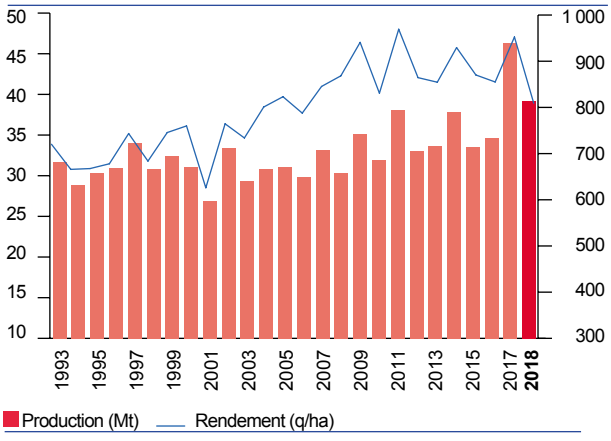
Source : Agreste

Graphique 2
Tournesol



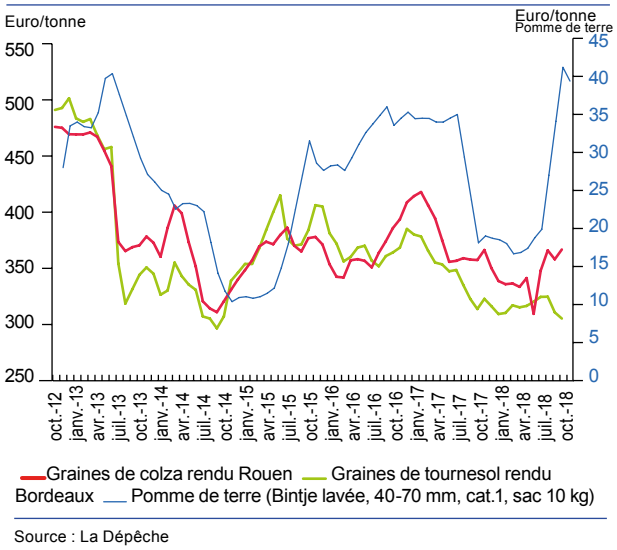
Source : Agreste

Graphique 3
Betterave



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : La Dépêche

Des récoltes françaises en repli en 2018

En 2018, malgré une hausse sensible des surfaces, la récolte française de colza diminuerait de 8,5%, à 4,9 millions de tonnes (Mt) *(graphique 1)*. Les rendements, affectés par les aléas climatiques, baissent fortement par rapport à 2017 (- 20 %). La contraction du rendement touche toutes les régions productrices en raison de la sécheresse estivale mais elle est particulièrement marquée dans le Centre-Ouest (annexe). La récolte de tournesol tomberait à 1,3 Mt, en baisse de près d'un quart par rapport à 2017, année au rendement exceptionnel. Surfaces et rendements

se contractent respectivement de -5 % et - 16,6 % sur un an *(graphique 2)*.

La production de protéagineux diminuerait de 21,1 % sur un an, malgré des rendements à la hausse tant pour les féveroles (+ 2,6 %) que pour les pois (+ 0,7 %). Seules les surfaces baissent en 2018 par rapport à 2017 (- 22,3 %).

Une production mondiale d'oléagineux gonflée par le soja

En 2018-2019, la production mondiale d'oléagineux s'élèverait à 604 Mt selon l'USDA, soit 29 Mt de plus que pour la campagne 2017-2018. Les stocks de fin de campagne d'oléagineux grimperaient à 124 Mt, en hausse de 12 Mt.

Le soja, première production oléagineuse mondiale, explique entièrement la croissance globale des récoltes d'oléagineux. En 2018-2019, la récolte mondiale de soja atteindrait en outre un pic : 369 Mt selon les estimations du Conseil international des céréales (CIC) fin octobre 2018, en hausse de 29 Mt sur un an. Les États-Unis resteraient les premiers producteurs mondiaux devant le Brésil (128 Mt contre 121 Mt). La consommation, quant à elle, ne progresserait que de 1 %, d'où une hausse des stocks mondiaux. La Chine, grande importatrice de soja (60 % des échanges mondiaux), ne couvre que 15 % de ses besoins par sa production propre. Le pays cherche à diversifier ses achats en important du soja brésilien et russe, tout en cherchant des substituts aux huiles alimentaires et aux tourteaux pour l'alimentation animale. Tout ceci s'inscrit sur fond de tensions commerciales avec les États-Unis. Parallèlement, dans l'UE, les importations de soja en provenance des États-Unis augmentent de 10 % sur un an.

La production mondiale de colza serait en légère baisse (- 3 Mt) contrairement aux récoltes de tournesol, en progression de 5 % par rapport à l'année dernière d'après l'USDA (ministère de l'agriculture des États-Unis). La production de tourteaux de soja augmenterait de 12 Mt pour atteindre 242 Mt en 2018-2019 tandis qu'à l'image des graines, celles de tourteaux de colza et de tournesol resteraient quasiment stables en 2018-2019. La production d'huile de soja s'accroîtrait de 4,7 % et celle des graines de soja de 9,5 %.

La récolte canadienne freine les cours du colza

La consommation de colza est soutenue par la trituration. Selon FranceAgriMer, le stock mondial final est prévu à 6,3 Mt, en diminution de 6 %. Dans l'UE, la production pâtit de conditions de cultures très difficiles, passant sous les 19,5 Mt. Le Canada devient ainsi le premier producteur mondial avec environ 22 Mt. Avec 90 % de sa production qui est exportée, le Canada pèse sur les prix des échanges internationaux des graines, des huiles et des tourteaux de colza. En France, les prix moyens du colza rendu Rouen sur les quatre premiers mois de la campagne 2018-2019 sont en très légère hausse (+ 0,5 %) par rapport à 2017 *(graphique 4)*.

Tournesol : la progression des récoltes mondiales pèse sur les cours

Selon l'USDA, la production mondiale de tournesol grimperait à 50 Mt en 2018-2019 après 47,3 Mt en 2017-2018 (+ 5,5 %), principalement grâce à une récolte abondante en Ukraine. Ce pays participe pour 30 % à la récolte mondiale. Sur les quatre premiers mois de campagne 2018-2019, les prix moyens de la graine de tournesol rendu Bordeaux reculent de 4,2 % par rapport à la même période de la campagne précédente. Les prix sont plutôt stables depuis septembre 2018, tiraillés entre la baisse des prix du tournesol en qualité standard et la hausse de la qualité oléique favorisée par la demande.

Pomme de terre : le recul de la production 2018 tire les prix à la hausse

D'après les estimations du SSP, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison (qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre) s'élèverait à un peu moins de 6,1 Mt en 2018. Elle diminuerait de 6 % par rapport à 2017 mais resterait supérieure de 7 % à la moyenne 2013-2017. Ce recul s'explique par la baisse des rendements (- 10 % par rapport à 2017 et - 8 % par rapport à la moyenne quinquennale), les surfaces ayant augmenté (+ 4 % sur un an). En effet, la relative bonne tenue des prix en 2017-2018 (malgré une récolte 2017 abondante) et la demande croissante en provenance de l'industrie ont été des facteurs incitant à l'augmentation des surfaces. Les prix diminuent certes sur un an lors de la campagne 2017-2018 mais sans atteindre les niveaux bas observés lors de la campagne 2014-2015. La récolte de pommes de terre de féculerie fléchirait, quant à elle, de 3 % sur un an, sur fond de baisse des rendements également.

La récolte française s'inscrit dans un contexte de production européenne également en baisse, selon l'estimation provisoire du Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) rassemblant les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique). Les récoltes seraient en dessous des 24 millions de tonnes, en baisse de 18 % par rapport à 2017 et de 8 % par rapport à la moyenne 2013-2017, sous l'effet du recul des rendements et malgré la hausse continue des surfaces depuis cinq ans. L'incertitude est plus grande concernant la Grande-Bretagne pour laquelle les chiffres de rendements ne sont pas encore disponibles.

Les épisodes météorologiques très marqués depuis le début de la campagne 2018-2019 (abondance de pluie au printemps, canicule de plusieurs semaines en été, pluviométrie largement déficitaire par la suite) ont perturbé les cultures de pommes de terre. Dans la zone NEPG mais aussi en Pologne, ces dernières ont souffert du manque d'eau. Les conditions trop sèches aux champs ont aussi retardé les premiers arrachages. De ce fait, l'inquiétude demeure quant à la qualité de la récolte 2018. Le principal problème de qualité signalé jusqu'à présent

est le phénomène de repousses (il résulte d'alternance de périodes de croissance et de non-croissance au cours du cycle végétatif). Les conséquences peuvent être diverses : germination, déformations des tubercules mais aussi teneurs en matière sèche trop faibles (ce qui impliquera des rendements moindres en transformation ; à produit fini équivalent, il faudra plus de volumes de pommes de terre que pour une année moyenne), voire dans les cas les plus graves des tubercules vitreux ou noircis.

Les niveaux de prix affichés en forte hausse depuis septembre anticipent la baisse de l'offre attendue pour la nouvelle campagne *(graphique 4)*. Selon le NEPG, de nombreux producteurs ne pourront bénéficier de l'augmentation des prix puisqu'une grande partie de la production est contractualisée (70 % des pommes de terre de consommation, sur les pays continentaux du NEPG pour la filière de la pomme de terre transformée). En outre, des interrogations se font jour sur la capacité à fournir les volumes contractualisés dans un contexte de prix élevés sur le marché libre.

Sucre : En 2018-2019, rebond des cours et incertitudes sur les excédents sucriers au niveau mondial

En France, les semis 2018 ont été marqués par les conditions météorologiques difficiles (pluies importantes au mois de mars) qui ont retardé de trois semaines la date moyenne d'ensemencement. Pour autant, les surfaces se sont maintenues à un niveau élevé (484 000 ha) proche de celui enregistré en 2017, année de la fin des quotas sucriers, la forte baisse des prix du sucre depuis le début 2018 n'ayant pas découragé les planteurs de betteraves. Lors de leur développement, les cultures ont dû faire face à un été particulièrement sec, générant un important stress hydrique sur les parcelles non irriguées. La météo automnale, particulièrement chaude et sèche, a aussi limité la croissance des rendements (l'automne étant généralement une période propice à la progression de ces derniers) et favorisé l'apparition de problèmes sanitaires (maladies, présence de teignes). Dans ces conditions, les rendements, estimés à 80,9 t/ha, diminueraient de 15 % par rapport à la récolte 2017 (95,3 t/ha) et de 10 % par rapport à la moyenne 2013-2017. La récolte betteravière se contracterait ainsi à 39,2 Mt en 2018 (- 15 % par rapport à la production 2017) tout en dépassant la moyenne 2013-2017 (+ 5 %) *(graphique 3)*.

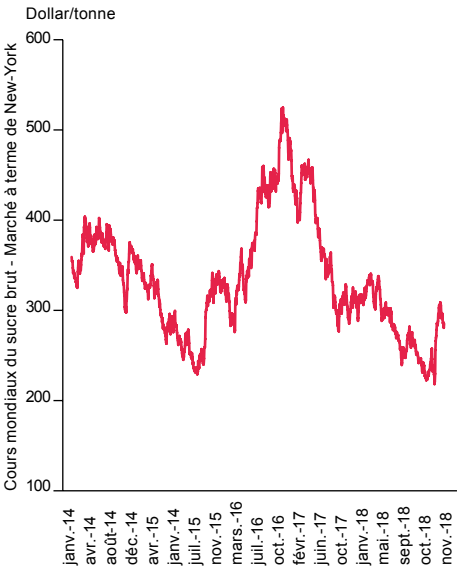
En conséquence, la production française de sucre en 2018 ne pourra que fortement reculer par rapport à 2017 : elle devrait être comprise entre 5 et 5,5 Mt pour le sucre de betterave contre 6,1 Mt en 2017, auxquelles il faut ajouter 0,24 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

Si les prix du sucre étaient encore au plus bas en septembre, l'ouverture de la campagne 2018-2019 est caractérisée par un net rebond des cours dans un contexte de révision à la baisse des excédents sucriers mondiaux et de hausse des prix du pétrole (graphique 5). En Inde, la hausse de la production serait limitée sous l'influence de la faiblesse de la mousson et de problèmes liés à l'infestation de vers blancs. Au Brésil, l'arbitrage massif en faveur de la fabrication d'éthanol se fait au détriment de la production de sucre. Dans l'UE, avec la révision à la baisse des rendements betteraviers, la production de sucre (y compris les sirops destinés à la fabrication d'éthanol) serait inférieure à 19 Mt, soit un recul de plus de 2 Mt. Les productions seraient aussi moindres que prévues en Thaïlande et aux États-Unis ainsi qu'en Russie. L'analyste de marché FO Licht, projetterait même un retour à un bilan mondial déficitaire dès la campagne 2019-2020 parallèlement à une hypothèse de progression de la consommation de 1,5 % par an.

Cette hausse du prix du sucre ne devrait toutefois pas influencer, au moins dans un premier temps, le prix de la betterave payé aux producteurs puisque la production est contractualisée bien en amont de la période d'arrachage des betteraves et du début de la campagne. Les prix contractuels sont fixés au printemps et ont donc été négociés lorsque les cours du sucre étaient encore très bas.

Graphique 5

Rebond des prix du sucre en début de campagne 2018-2019



Source : FranceAgriMer

Annexe – Oléoprotéagineux – Pomme de terre – Sucre

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2017 ET 2018

	RECOLTE 2017 (1)			RECOLTE 2018 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	18/17 (%)	18/MOY(d*) (%)
OLEAGINEUX (a)	**2 169**	**34,3**	**7 442**	**2 345**	**28,2**	**6 606**	**– 11,2**	**– 3,3**
Colza	1 401	38,2	5 354	1 602	30,6	4 900	– 8,5	– 3,2
hiver	1 399	38,2	5 346	1 600	30,6	4 894	– 8,4	– 3,2
printemps	2	35,4	7	2	28,4	5	– 29,9	– 39,3
Tournesol	586	27,3	1 599	554	22,5	1 246	– 22,1	– 12,6
Soja	142	29,3	415	154	25,6	395	– 4,8	+ 38,1
Autres oléagineux	39	18,9	75	35	18,3	65	– 12,7	+ 21,6
PROTEAGINEUX (a)	**299**	**32,8**	**980**	**232**	**33,3**	**773**	**– 21,1**	**– 8,9**
Féveroles (et fèves)	77	25,7	199	58	26,4	153	– 23,3	– 34,9
Pois protéagineux	216	35,6	769	171	35,9	614	– 20,2	+ 2,3
Lupin doux	5	23,3	13	3	23,3	7	– 46,3	– 51,3
BETTERAVES (b)	**486**	**951,6**	**46 258**	**483**	**850,7**	**41 119**	**– 11,1**	**+ 10,6**
POMMES DE TERRE (c)	**185**	**448,0**	**8 281**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
Plants	21	344,4	718	...	...	...	...	...
Féculerie	23	479,6	1 118	25	420,2	1 065	– 4,8	+ 4,5
Conservation et demi-saison	141	458,1	6 444	147	413,2	6 080	– 5,7	+ 7,4

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation Mensuelle au 1er novembre 2018 - Agreste

(a) y compris semences

(b) non compris semences, données à 16 % de richesse en sucre

(c) dessus de plants inclus dans la production, non compris dans les surfaces et rendements

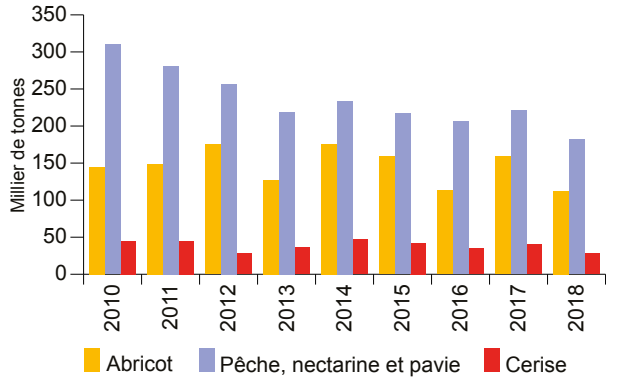
(d) moyenne 2013-2017

FRUITS

En 2018, pénalisées par les intempéries, les récoltes de fruits reculent, particulièrement pour les fruits d'été, favorisant ainsi la hausse des cours à la production. La pêche française bénéficie notamment de cours particulièrement fermes, conséquence d'une production réduite mais aussi d'une consommation soutenue à la faveur de températures estivales élevées. Pour la cerise et l'abricot, la campagne 2018 pâtit d'une forte diminution de la production, contrairement à la fraise. Les productions de pommes et de poires sont les plus faibles depuis cinq ans. Le chiffre d'affaires national s'accroît pour la pêche-nectarine, mais demeure à un niveau bas pour l'abricot tandis qu'il chute pour la cerise. En début de campagne, le chiffre d'affaires national progresse pour la pomme et la poire, grâce à des prix élevés.

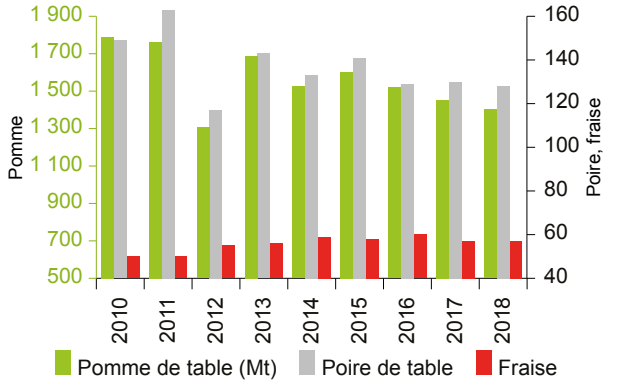
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production



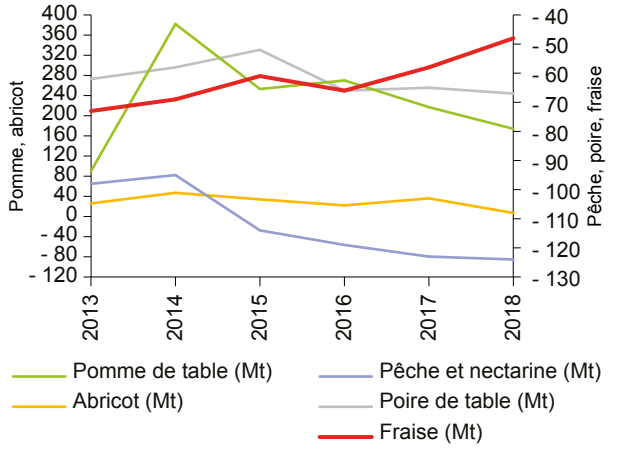
Source : Agreste

Graphique 2
Production



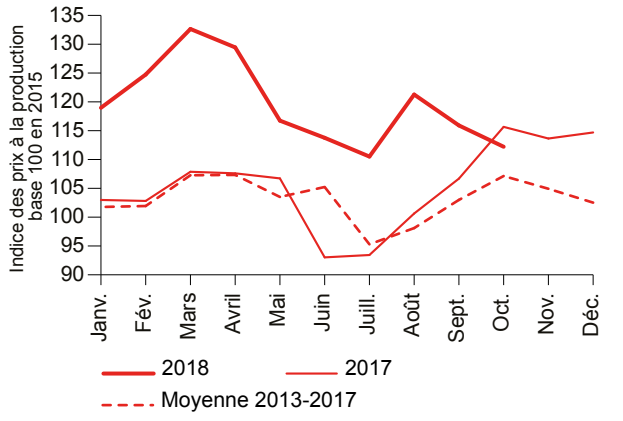
Source : Agreste

Graphique 3
Solde des échanges (9 mois*)



** Sur les 9 mois de chaque année.*
Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des fruits frais



Sources : Insee, Agreste

Des productions françaises et européennes de fruits pour la plupart en net recul, pénalisées par la météo

En 2018, les productions françaises de fruits à noyaux (abricot, pêche et cerise) chutent sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphiques 1 et 2 - annexe*). Tardives, les récoltes ont souffert d'une succession d'intempéries (gelées au printemps puis orages répétés, grêle et canicule) tout au long de la campagne.

La production d'**abricots** se contracte de 30 % par rapport à 2017 ; c'est en Vallée du Rhône que la baisse est la plus forte (- 43 % sur un an et - 38 % par rapport au niveau moyen), après la récolte abondante de 2017. Dans ce bassin, la production enregistre des variations importantes d'une année sur l'autre (alternance d'une forte production une année, et d'une faible production l'année suivante). La production de **pêches** est également en net recul (- 20 %).

Avec un repli de 32 %, la récolte française de **cerises** figure parmi les plus faibles des dix dernières années,

dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an et de léger recul par rapport à la moyenne 2013-2017 (- 2 %). Malgré une charge initiale des arbres importante suite à une bonne floraison, la récolte méridionale a été amputée par un excès d'humidité. À cela s'ajoutent les dégâts provoqués par la mouche drosophile, essentiellement en Vallée de la Garonne et en Provence. La fragilité des fruits a conduit à un arrêt des récoltes par les producteurs et ainsi à la diminution de la production. En région Paca, la récolte est de nouveau en berne (- 39 % en dessous de la moyenne 2013-2017).

En 2018, selon MEDFEL (salon international des fruits et légumes de l'EuroMéditérannée), les récoltes de fruits à noyau se contractent sur un an dans l'Union européenne. La production d'abricots recule de près d'un cinquième par rapport à celle de 2017, historiquement élevée. La récolte européenne de pêches et nectarines fléchit également (- 12 % par rapport à 2017 et - 5 % comparée à la moyenne 2012-2016). La succession de vagues de froid, de gelées et de précipitations en Europe au moment de la floraison, a affecté les volumes de production. Les deux plus importantes récoltes de l'UE (Espagne et Italie) se replient nettement sur un an, respectivement de - 14 et - 16 %.

La production française de fruits à pépin (**pommes et poires**) est également estimée en baisse sur un an. Il s'agirait des récoltes les plus faibles des cinq dernières années. En Provence, la production de pommes serait la plus basse depuis 2000, conséquence de la canicule estivale. Dans les autres régions, les intempéries au printemps ont perturbé la floraison et entraîné de la coulure et des chutes de fruits. Pour la poire, les intempéries ont affecté la floraison, notamment en Provence. Dans l'UE, la production de pommes et de poires rebondirait sur un an après la chute observée l'année précédente : la Pologne notamment enregistrerait une récolte de pommes record. En raison de la sécheresse en Europe, la production de pommes pourrait cependant être moins importante qu'initialement prévue en août.

En dépit des aléas climatiques, la production de fraises progresse en 2018 sur un an

En 2018, la production de **fraises** est légèrement supérieure à celle de 2017 pour des surfaces en progression mais ne dépasse pas la moyenne des cinq dernières campagnes. Prometteuse en début de campagne, la récolte a pâti des épisodes de gelées de février et mars qui ont abîmé les fleurs et engendré des pertes. Les intempéries de mai ont fragilisé les fruits et le manque d'ensoleillement a retardé les récoltes. En Paca, la production de fraises, relativement épargnée par les intempéries, est en augmentation plus marquée qu'au niveau national. La récolte dans le bassin Sud-Ouest se maintient en dépit des épisodes de grêle et de chaleur excessive du mois de juin tandis que celles des bassins du Centre-Ouest et du Sud-Est augmentent légèrement.

Des cours plus élevés que les années précédentes mais des exportations en repli

En 2018, les cours à la production des fruits, mesurés par l'indice des prix agricoles à la production (Ippap), sont fermes par rapport à ceux de 2017 et à la moyenne 2013-2017 (*graphique 4 - annexe*).

Sur la campagne 2018 (juin à août), les prix à la production de l'**abricot** sont supérieurs de 43 % à ceux de 2017 et de 5 % à la moyenne 2013-2017. En début de campagne, la commercialisation de l'abricot est difficile en raison d'un climat pluvieux peu propice à la demande et à la qualité des fruits. En juin, les cours dépassent nettement ceux de 2017 (+ 47 %) en raison d'une offre réduite, mais atteignent tout juste le niveau des cours moyens 2013-2017. En deuxième partie de campagne, avec l'arrivée des variétés tardives et d'un climat plus sec, la qualité des abricots s'améliore. Sur la campagne, les importations, provenant essentiellement d'Espagne, s'accroissent de 23 % sur un an, notamment en juillet où elles doublent par rapport à la moyenne 2013-2017. Les exportations reculent d'un tiers par rapport à 2016, année comparable en termes de production. En 2018, sur l'ensemble de la campagne, l'excédent des échanges a été divisé par quatre en volume, comparé à 2017 et à la moyenne 2013-2017, passant de 40 000 à 10 000 tonnes (*graphique 3 - annexe*).

Les cours de la **pêche-nectarine** sont très soutenus (+ 27 % par rapport à 2017 et à la moyenne 2013-2017 sur la période de juin à septembre). Sur la majeure partie de la campagne, ils bénéficient d'une offre bien inférieure à la demande stimulée par un été caniculaire, le deuxième le plus chaud depuis 1900. La consommation des ménages, mesurée par le panel Kantar Worldpanel de juillet à septembre, est cependant en baisse de 2 % sur un an, à rapprocher du fort recul de la production (- 18 %). En diminution sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans, les importations françaises en provenance d'Espagne sont limitées par la faiblesse de la production dans ce pays. Parallèlement, de mai à août 2018, les exportations françaises reculent par rapport à 2017 (- 41 %) et à la moyenne 2013-2017 (- 42 %). Le déficit des échanges qui se creuse au fil des ans, se maintient sur un an mais s'accroît de 16 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*graphique 3 - annexe*).

Sur l'ensemble de la campagne 2018 (mai à juillet), les prix à la production de la **cerise** augmentent légèrement par rapport à ceux de la campagne précédente et à la moyenne 2013-2017 (+ 2 %). Les vagues orageuses ininterrompues de juin ont fragilisé la tenue des fruits, entraînant de nombreux tris et de la mévente. Ce n'est qu'en toute fin de campagne que la demande s'est installée, à la faveur d'une amélioration de la qualité du fruit avec les variétés les plus tardives, mais sur des volumes minoritaires au regard de l'ensemble de la campagne.

En début de campagne 2018-2019, jusqu'à octobre 2018, les prix de la

pomme et de la poire sont supérieurs à ceux des années précédentes, même s'ils amorcent une baisse fin octobre. La faiblesse de la production de **poires** d'été (en variété Guyot) facilite la commercialisation. En octobre, le marché se tend pour les poires d'automne, avec une proportion de fruits de calibre plus réduit en Conférence. Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre 2018), les volumes de poires exportés sont deux fois moins importants qu'en 2017, conséquence de la faible récolte en poires d'été et d'un marché européen moins porteur.

Sur les trois premiers mois de campagne 2018-2019 (août à octobre 2018), les prix moyens de la **pomme** s'élèvent au-dessus des cours moyens 2013-2017, en raison du recul de la production et de stocks historiquement bas en début de campagne. Toutefois, les cours du mois d'octobre sont plutôt orientés à la baisse. Depuis le début de la campagne de commercialisation, à la mi-août, la concurrence est vive entre les régions productrices. Les températures élevées ont freiné la consommation nationale, tournée vers les fruits d'été. En octobre 2018, seules les activités promotionnelles, de mise en avant ou de conditionnement de pommes en sachets soutiennent les ventes en France. À l'export, des difficultés d'écoulement, notamment en Gala, apparaissent en lien avec la concurrence des productions de l'Allemagne, de la Pologne, des Pays-Bas et de l'Italie. Sur la période de juillet à septembre 2018, les volumes à l'exportation vers l'Union européenne chuteraient de 43 % sur un an tout en se situant 38 % au-dessous de la moyenne 2013-2017. Les exportations françaises de pommes poursuivraient leur baisse vers les pays tiers (- 21 % sur un an et - 40 % par rapport à la moyenne 2013-2017).

Légèrement supérieurs à ceux de 2017 en moyenne sur la campagne, les prix de la **fraise** sont plus fermes comparés aux cours moyens 2013-2017. Soutenus en début de campagne, les cours se tassent avec la montée saisonnière de la production. Peu présente en début de campagne en raison des conditions climatiques, la demande se manifeste fin avril pour ce fruit très météo-sensible, avec la hausse des températures, contribuant au maintien de cours soutenus. En mai, la baisse saisonnière des cours à l'approche du pic de production est accentuée par les conditions météorologiques plutôt maussades peu propices à la consommation. Les cours de la fraise ronde sont même déclarés en situation sensible fin mai par le Réseau des nouvelles de marché. Avec une demande morose sur la majeure partie de la campagne, les importations diminuent fortement en cumul sur les neuf premiers mois de 2018, contribuant ainsi à réduire le déficit des échanges (- 19 % sur un an).

En 2018, hausse du chiffre d'affaires de la pêche, chute de celui de la cerise

En 2018, le chiffre d'affaires national à la production de la **pêche** progresse grâce à des cours élevés. Ramené à l'hectare, il s'établit 15 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes, atteignant + 20 % en Vallée du Rhône et en Paca.

Au niveau national, le chiffre d'affaires 2018 de la **cerise** chute de 29 % sur un an et de 26 % comparé à la moyenne 2013-2017, la forte baisse de la production n'ayant été que partiellement compensée par la hausse des prix. Le chiffre d'affaires est estimé en retrait sur un an dans tous les bassins de production.

Le chiffre d'affaires national de l'**abricot** est quasiment stable sur un an, tout en se situant nettement en dessous de la moyenne 2013-2017. Pour la deuxième année consécutive, il reste à un niveau historiquement bas. Cette tendance nationale masque cependant des disparités importantes entre régions. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires décroche de 16 % sur un an et de 34 % par rapport à la moyenne quinquennale, conséquence de la forte baisse de la production. Il progresse de 13 % sur un an en Paca et plus encore en Languedoc et en Roussillon (+ 29 %), grâce à la hausse des prix à la production.

Le chiffre d'affaires national cumulé de la **pomme** depuis le début de la campagne s'accroît sur un an, dans le sillage de la hausse des prix. Pour la **poire**, le chiffre d'affaires progresse pour la quatrième année consécutive. Ces évolutions sont toutefois à relativiser dans la mesure où elles ne portent que sur les premiers mois de campagne.

Avec des récoltes supérieures à celles de 2017 et des prix moyens en légère hausse sur un an, le chiffre d'affaires cumulé de mai à juillet 2018 de la **fraise**, hors transformation, augmente par rapport à 2017 et par rapport à la moyenne 2013-2017 (+ 3 %). Le dynamisme est plus marqué en région Paca, en lien avec une production et une surface en hausse sensible.

Annexe - Fruits

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18
Cerise	mai.-juil. 2018	– 30,2	– 25,8	+ 1,8	+ 4,6	– 31,5	– 29,9	– 0,1	– 1,9
Pêche	juin.-sept. 2018	+ 4,3	+ 5,4	+ 27,2	+ 26,9	– 18,0	– 17,2	– 3,2	– 8,8
Abricot	juin-août. 2018	+ 1,0	– 17,9	+ 43,2	+ 5,2	– 29,5	– 23,6	+ 0,2	+ 0,6
Fraise	mars-juil. 2018	+ 3,1	+ 3,4	+ 0,8	+ 3,3	+ 2,3	...	+ 2,3	+ 3,2
Pomme	août 2018 - juin 2019	+ 4,4	– 2,2	+ 8,2	+ 9,1	– 3,5	– 10,0	– 0,7	– 0,2
Poire	juil. 2018 - avr.2019	+ 3,3	+ 10,4	+ 5,0	+ 16,3	– 1,5	– 5,1	– 0,1	– 1,6

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne jusqu'au dernier mois sauf pour la pomme et la poire pour lesquelles le calcul est fait du 1er mois de campagne jusqu'à octobre.

Cerise : il s'agit de la cerise de bouche

Note de lecture : pour la cerise, l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de mai à juillet 2018, diminue de 30,2 % par rapport à mai-juillet 2017.

L'écart de l'indice par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 25,8 %.

Commerce extérieur

Milliers de tonnes

	Année	Cerise	Pêche	Abricot	Fraise	Pomme	Poire
Exportations	2010	5 108	46 282	47 680	17 547	449 643	33 748
	2011	8 050	43 886	48 713	17 649	476 563	27 993
	2012	3 913	47 046	58 254	19 733	451 189	19 614
	2013	4 477	43 614	45 450	16 451	305 125	21 047
	2014	7 079	43 828	65 145	13 201	501 052	16 178
	2015	4 624	46 004	52 704	12 199	402 380	16 933
	2016	2 732	40 880	42 041	11 167	402 438	10 085
	2017	2 721	43 359	56 088	10 701	353 440	10 705
	2018	1 879	24 813	28 084	8 505	295 422	5 671
Importations	2010	6 044	110 815	10 211	89 512	129 954	157 985
	2011	10 124	109 096	9 741	87 092	113 623	111 138
	2012	7 672	121 314	13 868	100 908	133 858	82 542
	2013	6 540	141 730	19 842	89 746	214 967	83 316
	2014	7 011	138 552	17 714	82 427	119 031	74 313
	2015	7 768	159 691	19 010	72 989	149 743	68 926
	2016	7 588	159 765	20 178	77 136	132 537	76 475
	2017	6 594	166 514	20 209	69 196	136 816	75 655
	2018	8 545	148 925	21 216	56 139	121 632	72 198
Solde des échanges	2010	-935	-64 533	37 470	-71 965	319 689	-124 237
	2011	-2 074	-65 210	38 972	-69 443	362 939	-83 145
	2012	-3 759	-74 268	44 385	-81 175	317 331	-62 928
	2013	-2 063	-98 115	25 608	-73 295	90 158	-62 269
	2014	67	-94 724	47 430	-69 226	382 021	-58 134
	2015	-3 144	-113 687	33 694	-60 790	252 637	-51 993
	2016	-4 856	-118 885	21 863	-65 968	269 901	-66 390
	2017	-3 873	-123 155	35 879	-58 495	216 624	-64 949
	2018	-6 666	-124 112	6 868	-47 633	173 790	-66 527

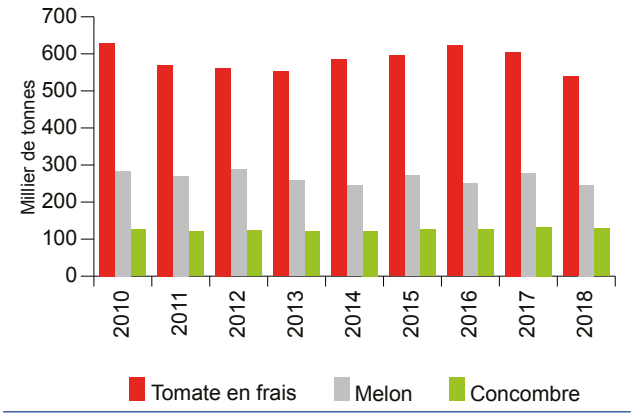
Source : Douanes cumul de janvier à septembre

LÉGUMES

En 2018, avec des productions plutôt en repli sur un an, les prix à la production des légumes d'été et d'hiver augmentent, à l'exception des tomates. Outre la baisse des surfaces (hormis pour la tomate et le chou-fleur), les conditions météorologiques du printemps et de l'été ont perturbé le déroulement des campagnes et pénalisé les rendements. La hausse des prix ne compense pas toujours le repli de la production et le chiffre d'affaires recule alors sur un an (tomate, courgette, salade et chou-fleur). Avec des importations mais également des exportations qui se contractent, certains déficits se creusent tandis que les excédents traditionnels s'érodent.

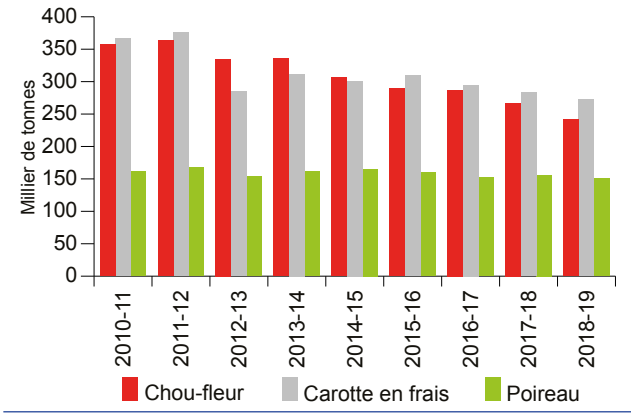
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production



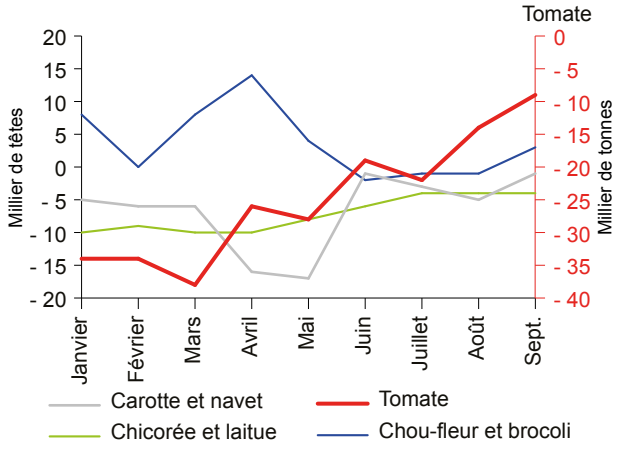
Source : Agreste

Graphique 2
Production



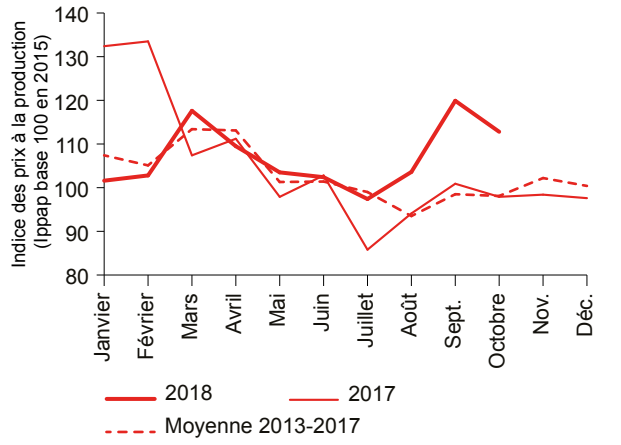
Source : Agreste

Graphique 3
Solde des échanges 2018 (9 mois*)



** Sur les 9 premiers mois de chaque année.*
Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des légumes frais



Sources : Insee, Agreste

Légumes d'été : en 2018, la météo printanière retarde les mises en culture et la maturation des légumes puis la chaleur estivale fragilise les productions

Dans un contexte de surfaces en baisse sur un an (hormis pour la tomate), les récoltes 2018 de **légumes d'été** sont inférieures aux volumes précoces et abondants de 2017 et à la moyenne des cinq dernières années (*graphique 1*). Au printemps, les températures ont souvent été trop faibles pour les mises en culture tandis que, faute d'ensoleillement et de luminosité, la maturation des légumes était retardée. L'arrivée de fortes chaleurs, accompagnée d'orages, accélère à partir de juin le développement végétatif, générant parfois des excédents (melon) ou fragilisant les cultures [stress hydrique (salades) ou pression sanitaire]. La demande, peu présente en début de campagne en raison de conditions météorologiques maussades, se réactive avec la hausse des températures, sans pour autant absorber les flux de volumes estivaux. Les cours à la production, déjà fermes en début de campagne, malgré une demande atone, le restent

(en particulier pour le concombre et les salades) en réaction à l'offre restreinte (*graphique 4*). Malgré un recul de leur production, le melon et la courgette enregistrent des épisodes de crise conjoncturelle au sens du Réseau des nouvelles du marché (RNM) provoqués par des excédents très ponctuels. La hausse des prix ne compensant pas toujours le repli de la production, le chiffre d'affaires recule pour certains légumes (courgette, chou-fleur et salades) *(annexe Légumes*). Le chiffre d'affaires de la tomate fraîche se caractérise, quant à lui, par la baisse conjuguée de la production et des prix.

Concombre et laitue d'été : la hausse des cours compense le repli de production et les chiffres d'affaires progressent fortement sur un an

Avec 128 000 tonnes, la production de **concombres** 2018 baisserait de 4 % sur un an (*graphique 1 - annexe*). Elle serait toutefois la seule parmi les légumes d'été à dépasser le niveau moyen des cinq dernières campagnes (+ 2 %). Les cours, situés en dessous des moyennes 2013-2017 en début de campagne, faute d'une demande suffisante, se redressent au printemps profitant du retard végétatif des autres légumes, ainsi que pendant l'été avec l'arrivée d'une météo favorable à la consommation. Avec des cours à la production particulièrement soutenus, en dépit de la concurrence espagnole plus présente en fin de campagne, le chiffre d'affaires progresse de 23 % sur un an de janvier à octobre 2018 et de 26 % par rapport à la moyenne 2013-2017, compensant ainsi le repli de la production.

La production de **laitues d'été** (226 millions de têtes) de la campagne 2018 (mai à septembre) serait historiquement faible, en baisse de 11 % sur un an sous l'effet d'un repli des rendements et, à un moindre degré, des surfaces. Depuis le début de la campagne d'été, les cours de la laitue sont fermes, le dynamisme de la demande se conjuguant au recul de l'offre. Avec des prix à la production en hausse de 27 % qui font plus que compenser le repli de la production mesurée en tonnes, le chiffre d'affaires de la laitue d'été s'accroît de 10 % sur un an (*annexe*).

Courgette et chicorée : le chiffre d'affaires pâtit d'une baisse des productions en dépit de cours soutenus

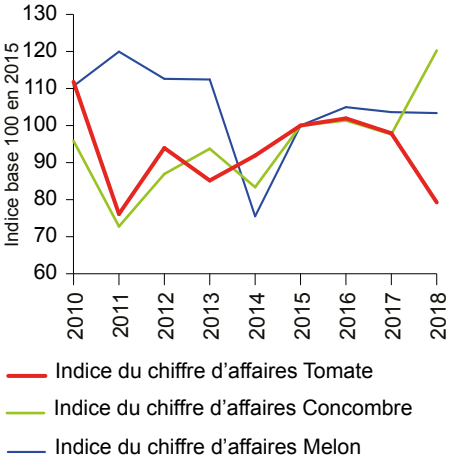
Sur la campagne 2018, la production de **courgettes destinée au frais** (98 000 tonnes) diminuerait (- 15 % sur un an et - 19 % par rapport à la moyenne 2013-2017). En moyenne, les prix à la production augmentent légèrement sur un an malgré les épisodes de crise conjoncturelle, la fermeté engendrée par une offre réduite ayant plus pesé sur le marché que la présence en septembre de stocks lourds et de la concurrence espagnole. À la suite de la réduction de la production, le chiffre d'affaires (d'avril à octobre 2018) se contracte de 14 % sur un an et de 20 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*annexe*).

Pour la campagne d'été (de mai à septembre), la production de **chicorées d'été** (34 millions de têtes), réalisée à plus de 75 % dans les bassins du Nord, de l'Ouest et du Centre-Ouest, fléchirait également (- 8 % par rapport à la campagne d'été 2017). Les cours de la chicorée restent fermes et nettement supérieurs aux prix 2017 et à la moyenne 2013-2017. Avec une baisse de 20 % sur un an de la production, et en dépit de prix fermes, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été (hors bassin Sud-Est) se réduit de 9 % sur un an (*annexe*).

Melon : malgré la chute de production, le chiffre d'affaires du melon reste stable, soutenu par des cours moyens en hausse

Pour la campagne 2018 (de mai à septembre), la production de **melons** (246 000 tonnes) diminuerait de 11 % par rapport à 2017, année de récolte abondante, et de 5 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*graphique 1 - annexe*). En début de campagne, la demande n'a pas été au rendez-vous pour ce produit très météo-sensible. Avec l'accélération de la maturation des fruits en été, l'offre de melons trouve difficilement preneur après la mi-juillet, enregistrant deux crises conjoncturelles. Pour autant, les cours restent globalement fermes, au-dessus de la moyenne 2013-2017 et de ceux de la campagne précédente, marquée par une forte chute des prix pendant l'été 2017. Quasiment stable sur un an, le chiffre d'affaires se hisse néanmoins au-dessus de la moyenne 2013-2017 (+ 4 %) (*graphique 5*).

Graphique 5
En 2018, le chiffre d'affaires de la tomate régresse sur un an



Source : Agreste

Tomate : une campagne de commercialisation caractérisée par la poursuite de la baisse de l'offre et des prix en berne

La production de **tomates** destinée au marché du frais (cultivée sous serre à 87 %), s'élèverait à 538 000 tonnes lors de la campagne 2018 (février à octobre) ; elle se replierait de 12 % par rapport à la campagne précédente, sur des surfaces stables, et de 10 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*graphique 1 - annexe*). La tendance à la segmentation de la production en petits calibres se traduit par des tonnages moins élevés que par le passé mais l'offre souffre avant tout d'un manque de dynamisme de la demande (- 3 % par rapport à 2017 sur la période de janvier à juillet 2018 selon le panel de consommateurs Kantar). Les prix à la production se dégradent dès le mois d'avril et le produit s'écoule difficilement. La

tomate est déclarée quatre fois en crise conjoncturelle par le RNM au cours de la campagne. Avec une production et des prix en repli sur un an pour la deuxième campagne consécutive, le chiffre d'affaires de la tomate en frais diminuerait de 19 % sur un an et de 17 % par rapport à la moyenne 2013-2017 (*graphique 5*).

Commerce extérieur des légumes d'été : un repli des importations mais également des exportations

Les importations françaises de légumes d'été de janvier à septembre 2018 ralentissent globalement sur un an et en particulier celles de melons (153 000 tonnes), en lien avec la baisse de la demande (*annexe*). Les exportations de légumes d'été, qui portent généralement sur des volumes beaucoup plus restreints, se réduisent en raison de la contraction de la production estivale 2018. Le déficit recule sur un an pour les salades et le melon mais se creuse pour les autres légumes, tout en restant stable par rapport à la moyenne des cinq dernières années pour la tomate.

Légumes d'hiver : sur des surfaces en repli, la météo perturbe les mises en culture de la campagne 2018-2019 et pénalise les rendements

Après un hiver 2017-2018 plutôt doux, les intempéries de janvier et février 2018 (pluie, froid et gel) relancent la demande en **légumes d'hiver** au début de l'année 2018. Elles réduisent cependant l'offre, pénalisée en outre par des difficultés d'arrachage et d'acheminement ainsi que par la pression sanitaire (carottes, poireaux). Les prix retrouvent de la vigueur alors qu'ils n'avaient pas été très bien orientés (douceur de la météo) au cours des mois précédents, se situant même très bas pour la carotte. Les cours de la laitue et la chicorée d'hiver de la campagne 2017-2018, correspondant aux quatre premiers mois de l'année 2018, sont fermes.

Pour la campagne 2018-2019, la mise en culture des légumes d'hiver est retardée par les pluies et les orages printaniers. La sécheresse estivale limite fortement les rendements (carotte, poireau, racines d'endives, chou-fleur) sur des surfaces en repli (*graphique 2*). Les prix, déjà fermes en début de campagne 2018-2019, augmentent, tirant ainsi les chiffres d'affaires à la hausse sur un an (*annexe*).

Carotte, poireau et endive : un chiffre d'affaires en forte hausse grâce aux prix

Au 1er semestre 2018, les cours de la **carotte en frais** se redressent sous l'effet d'une demande bien présente et la contraction de l'offre de carottes de conservation. Pour la campagne 2018-2019 (mai 2018 à avril 2019), la production (272 500 tonnes) diminuerait de 8 % sur un an (*graphique 2 - annexe*). Déjà très soutenus lors de la campagne primeur, les cours à la production restent fermes à l'automne 2018, compte tenu de la réduction de l'offre sur les marchés nationaux et européens, et très au-dessus des prix moyens 2013-2017. Avec des prix en hausse, le chiffre d'affaires de la carotte en frais, cumulé sur la période de mai à octobre 2018, doublerait sur un an, et s'accroîtrait de moitié par rapport à la moyenne 2013-2017 incluant deux campagnes marquées par des cours très bas *(graphique 6*).

Sur les premiers mois de l'année 2018, le **poireau** bénéficie également de prix fermes. La production nationale de poireaux de la campagne 2018-2019 (151 260 tonnes) se replierait de 9 % par rapport à 2017-2018 (*graphique 2 - annexe*). Depuis le début de la nouvelle campagne (mai), les prix à la production sont bien orientés. Le chiffre d'affaires cumulé sur la période de mai à octobre 2018 progresserait de 27 % sur un an grâce à la bonne tenue des prix, après s'être infléchi au cours de la campagne précédente de 17 % (*graphique 6*).

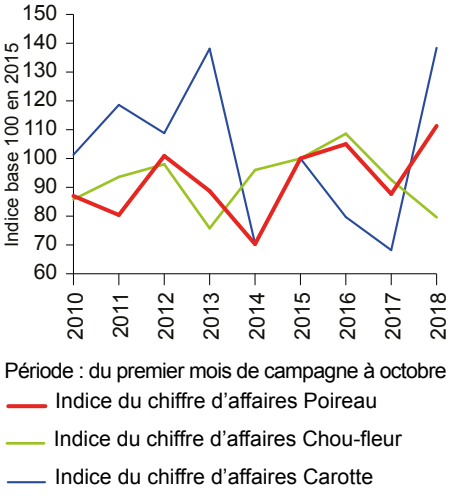
Au 1er semestre 2018, la production de **chicons d'endive**s (campagne 2017-2018) est inférieure à celle du 1er semestre 2017 pour la seconde année consécutive. Le produit se valorise mieux qu'en début de campagne (hors septembre 2017). Pour la campagne 2018-2019, la production de racines d'endives se replierait de 2 % sur un an sur des surfaces stables, bien qu'en baisse de 4 % par rapport à la moyenne 2013-2017. Celle de chicons d'endive (147 140 tonnes) se réduirait de 3 %. En début d'automne, les prix de l'endive se situent nettement au-dessus des niveaux moyens 2013-2017 (+ 19 %). En cumul sur les deux premiers mois de la campagne 2018-2019 (septembre à octobre 2018), le chiffre d'affaires s'accroît de 20 %.

Chou-fleur : le chiffre d'affaires en frais pâtit du repli de la production et de la chute des cours au début de l'automne

La production hivernale 2018 de **choux-fleurs** a diminué très nettement par rapport à celle de 2017, où l'offre avait été abondante à la suite d'un retard de production. Les prix ont alors bénéficié d'une remontée progressive des cours jusqu'en mars 2018.

Pour la campagne 2018-2019, bien que les surfaces soient stables, la production diminuerait de 12 % sur un an, dont 20 % pour le chou-fleur frais selon les premières

Graphique 6
En 2018, le chiffre d'affaires de la carotte croît fortement après deux campagnes de prix bas



Source : Agreste

estimations, les données concernant la transformation étant encore provisoires (*graphique 2 - annexe*). En dépit d'une hausse des cours à la production sur un an en début de campagne, le chiffre d'affaires cumulé de juin à octobre 2018 du chou-fleur frais baisserait de 14 % sur un an, les prix d'octobre 2018 ayant chuté (en lien avec le télescopage sur le marché français de la récolte bretonne et des autres productions européennes) (*graphique 6*).

Commerce extérieur des légumes d'hiver : les excédents en chou-fleur et endive sont en net repli

À l'instar des légumes d'été, les importations comme les exportations de légumes d'hiver se replient sur la période du 1er janvier au 30 septembre 2018 (*annexe*). Les excédents commerciaux de chicons d'endive, choux-fleurs et brocolis se contractent (de moitié sur un an et de 44 % par rapport à la moyenne 2013-2017 pour le chou-fleur) (*graphique 3*). Le déficit des échanges en carottes se creuse de 30 % sur un an avec une chute de 23 % pour les exportations. Le déficit des poireaux et autres légumes alliacés, portant sur des volumes beaucoup plus réduits augmente également.

Annexe - Légumes

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18	Ecart en % à 2017 ou à 2017/2018	Ecart en % à la moy 2013-2017 ou 2013/14-2017/18
Tomate en frais	Février - déc. 2018	– 19,0	– 16,9	– 7,9	– 7,8	– 12,1	– 9,8	+ 0,2	– 0,6
Concombre	Janvier - oct. 2018	+ 23,2	+ 26,3	+ 28,4	+ 23,8	– 4,1	+ 2,0	– 5,0	– 1,3
Courgette	Avril - octobre 2018	– 13,7	– 20,2	+ 1,2	– 1,7	– 14,7	– 18,8	– 5,0	– 6,0
Melon	Mai - sept. 2018	– 0,2	+ 4,1	+ 12,8	+ 10,0	– 11,6	– 5,3	– 5,1	– 5,9
Laitue	Mai 2018 - avr.2019	+ 9,8	– 33,8	+ 26,6	+ 10,9	– 13,3	– 36,8	– 2,0	
Chicorée**	Mai 2018 - avr.2019	– 9,0	– 37,5	+ 14,8	+ 16,3	– 20,8	– 46,4	– 3,0	
Carotte en frais	Mai 2018 - avr.2019	+ 103,0	+ 51,6	+ 119,6	+ 76,5	– 7,6	– 12,8	– 4,0	– 1,0
Poireau	Mai 2018 - avr.2019	+ 26,9	+ 23,2	+ 39,2	+ 29,2	– 8,8	– 4,8	– 3,0	– 3,0
Chou-fleur	Juin 2018 - mai 2019	– 14,1	– 15,9	+ 8,1	+ 11,0	– 20,5	– 36,0	+ 0,1	– 1,6
Endive chicon	Sept. 2018 - août 2019	+ 19,9	+ 23,7	+ 13,7	+ 24,3	+ 5,5	– 1,3		

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2018 sauf pour la laitue et la chicorée (mai à septembre)

** hors bassin Sud-Est

Note de lecture : pour la tomate, l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de février à décembre 2018, diminue de 19 % par rapport à février-décembre 2017. L'écart de l'indice par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 16,9 %.

Commerce extérieur

Milliers de tonnes

	Année *	Carotte et navet	Chou-fleur et brocoli	Concombre	Courgette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliacés	Tomate	Laitue et chicorée toutes variétés
Exportations	2010	68	120	6	14	10	38	17	120	25
	2011	91	127	7	15	12	37	16	138	26
	2012	71	112	8	15	9	42	16	160	24
	2013	83	116	9	16	15	44	16	168	24
	2014	61	100	10	16	13	46	15	176	24
	2015	92	102	10	14	14	46	17	167	23
	2016	89	66	13	17	12	43	14	181	25
	2017	72	107	13	17	11	41	13	171	25
	2018	**56**	**70**	**7**	**14**	**8**	**37**	**10**	**154**	**22**
Importations	2010	99	30	50	102	3	131	23	357	73
	2011	95	33	49	103	3	129	16	366	69
	2012	101	32	52	99	3	157	17	409	85
	2013	107	37	51	103	3	166	22	414	93
	2014	110	35	53	97	2	163	18	405	89
	2015	111	36	54	88	3	168	15	390	98
	2016	112	40	57	109	2	166	15	398	99
	2017	120	39	55	101	2	171	17	380	94
	2018	**116**	**36**	**52**	**103**	**2**	**153**	**15**	**377**	**88**
Solde des échanges	2010	-32	90	-44	-87	7	-94	-6	-236	-48
	2011	-5	95	-42	-88	8	-93	0	-228	-43
	2012	-30	80	-44	-85	6	-115	-1	-250	-61
	2013	-24	79	-42	-87	12	-122	-6	-246	-69
	2014	-49	65	-43	-81	11	-117	-3	-229	-65
	2015	-19	66	-43	-74	11	-122	2	-224	-75
	2016	-23	26	-45	-92	10	-124	-2	-217	-74
	2017	-47	68	-42	-84	9	-130	-3	-209	-69
	2018	**-61**	**34**	**-46**	**-89**	**6**	**-116**	**-5**	**-223**	**-66**

Source : Douanes

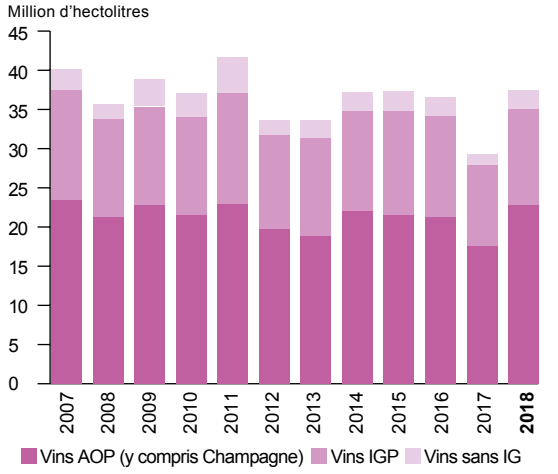
* du 1er janvier au 30 septembre

VINS

En 2018, la récolte viticole française s'élèverait à 46,6 Mhl, supérieure de 26 % à celle de 2017 et de 6 % au niveau moyen des cinq dernières campagnes. La production se redresse pour toutes les catégories de vins après les récoltes historiquement basses de 2017. Néanmoins, compte-tenu de la baisse importante des stocks de report, les disponibilités se contracteraient par rapport à la moyenne des cinq dernières années pour les vins sans appellation et se stabiliseraient pour les AOP. Les marchés extérieurs demeurent le segment dynamique de la demande, puisque les exportations de vins français, hors spiritueux, s'accroissent en volume et surtout en valeur sur la campagne de commercialisation 2017-2018. Les importations marquent le pas en volume tout en atteignant un nouveau pic en valeur. L'excédent commercial s'accroît. En 2017-2018, les prix des vins d'appellation sont de nouveau dynamiques tandis que ceux des autres vins repartent à la hausse.

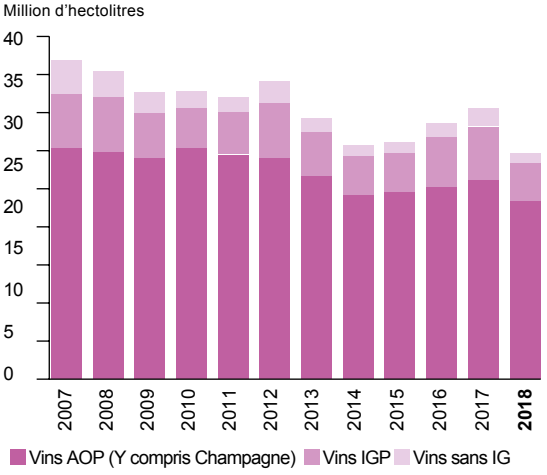
Principaux indicateurs

Graphique 1
Récolte



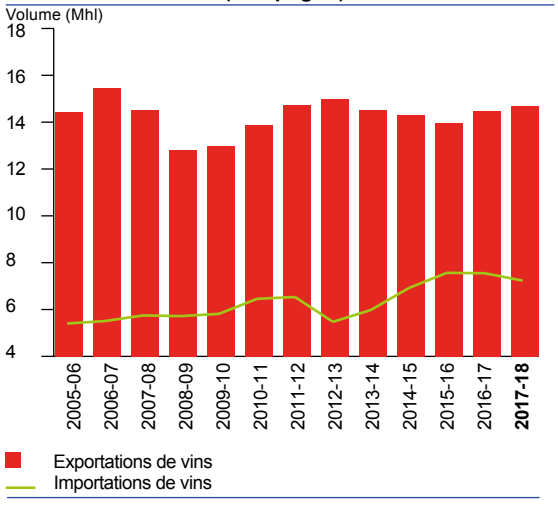
Sources : Agreste (récolte 2018), SAA-DGDDI pour années antérieures)

Graphique 2
Stocks



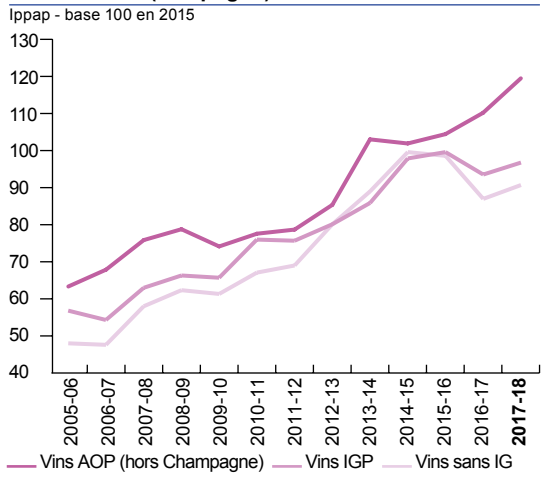
Sources : DGDDI - estimation au 31/10/18

Graphique 3
Commerce extérieur (campagne)



Sources : DGDDI

Graphique 4
Prix des vins (campagne)



Sources : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production

Récolte 2018 en net rebond par rapport à 2017 et à la production moyenne 2013-2017

Selon les estimations établies au 1er novembre 2018, la récolte viticole française s'établirait à 46,6 millions d'hectolitres (Mhl) en 2018, supérieure de 26 % à 2017 et de 6 % à la moyenne des cinq dernières années *(graphique 1* – annexe Viticulture). Précoce dans la plupart des bassins (surtout en Bourgogne, Beaujolais, Champagne et Alsace), elle retrouve un niveau élevé après la récolte historiquement basse de 2017 due au gel et à la sécheresse.

La vendange se redresse dans la plupart des vignobles, à l'exception de ceux du Sud-Est et de la Corse qui restent en deçà de leur niveau moyen 2013-2017, le Languedoc-Roussillon se stabilisant *(annexe)*. Certains bassins de la façade atlantique et surtout de la Méditerranée, atteints par la grêle ou le mildiou avec un printemps humide, ou encore la sécheresse estivale, accusent des rendements moins importants qu'espérés en juin. La qualité serait toutefois au rendez-vous, notamment dans le Bordelais grâce à une bonne maturation des raisins. D'autres vignobles atteignent des rendements élevés sous l'effet d'un climat sec et doux en fin de vendange, propice à maintenir un bon état sanitaire. Dans ces vignobles, les volumes en appellation au-delà des rendements autorisés pourront alimenter la réserve climatique.

La récolte devrait renouer aussi avec la hausse chez les deux autres plus gros pays producteurs européens et mondiaux : l'Italie (+ 14 % sur un an) et l'Espagne (+ 26 %), après des vendanges 2017 pénalisées par les aléas climatiques. La France se maintiendrait derrière l'Italie, mais devant l'Espagne selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV). La plupart des autres pays producteurs européens participe également à la hausse significative de la récolte dans l'UE (+ 19 % à 168 Mhl). Avec une production stable, les États-Unis confirment leur position de quatrième producteur mondial. Les récoltes restent dynamiques dans l'hémisphère Sud malgré les contre-performances en Australie, en Afrique du Sud et au Brésil. La production mondiale serait l'une des plus importantes depuis 2000 (282 Mhl).

Avec la baisse des stocks en début de campagne, les disponibilités en 2018-2019 seront stables (vins AOP) ou en recul (autres vins) par rapport à la moyenne 2013-2017

La hausse de la récolte 2018 profite à toutes les catégories de vins : aux vins d'appellation (AOP), aux vins avec indication géographique protégée (IGP) ainsi qu'aux vins sans indication géographique (IG) *(annexe)*. En revanche, les stocks à la production en début de campagne (stocks de report) se dégarnissent sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans, pour la première fois depuis 2014 *(graphique 2)*. Au total, les disponibilités en début de campagne (ensemble formé par la récolte et les stocks de report) s'accroîtraient sur un an pour les vins d'appellation (avec et sans Champagne), et plus modérément pour les autres vins. La situation serait moins favorable par rapport aux volumes moyens 2013-2017 : en baisse pour les vins sans appellation et étale pour les vins d'appellation (hors Champagne).

En 2017-2018, hausse des transactions de vins en vrac sur le territoire national et baisse des ventes de vins tranquilles en grande distribution

Sur la campagne 2017-2018 (août 2017 - juillet 2018), les transactions de vins en vrac sans appellation s'accroissent par rapport à 2016-2017, quelle que soit la couleur et aussi bien pour les IGP que les vins sans IG. Dynamiques jusqu'à la fin 2017, elles ralentissent à partir de janvier 2018 de façon plus marquée qu'en 2017, soulignant des disponibilités limitées en deuxième partie de campagne. En revanche, les volumes échangés de vins d'appellation se replient sur l'ensemble de la campagne 2017-2018. Les ventes de vins tranquilles en grande distribution reculent de 3 % en volume par rapport à 2016-2017. Ce recul concerne toutes les couleurs (vins rouges, rosés, blancs).

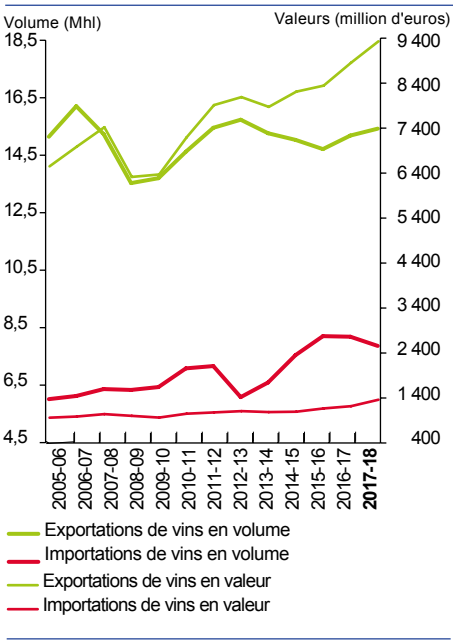
En 2017-2018, hausse des exportations françaises de vins, plus marquée en valeur qu'en volume

Après une baisse régulière de 2012 à 2015, les exportations de vins français, hors spiritueux, continuent d'augmenter en volume pour la deuxième campagne consécutive (+ 1,6 % sur un an entre août 2017 et juillet 2018) *(graphique 3 - annexe)*. La progression est toutefois deux fois moins forte qu'en 2016-2017. Jusqu'en fin d'année 2017 les ventes se sont hissées systématiquement au–dessus de celles de 2016. Légèrement supérieures à celles de 2017 au 1er trimestre 2018, elles repassent en dessous des volumes de 2017 à partir d'avril 2018. Cet essoufflement est à rapprocher de la faiblesse des disponibilités à l'exportation en seconde partie de campagne.

Les volumes exportés de vins AOP tranquilles marquent le pas tandis que ceux de vins sans appellation et, surtout, de vins effervescents (hors Champagne) progressent. Avec une croissance beaucoup plus marquée que le Champagne, ces derniers représentent désormais 41 % de l'ensemble « vins effervescents + Champagne » (contre 38 % sur les dernières campagnes). Ils ne pèsent toutefois que 11 % en valeur.

Avec des prix moyens à l'exportation en forte hausse (+ 9 %), les exportations en valeur de l'ensemble des vins sont de nouveau particulièrement dynamiques (+ 6 %, après + 7 % en 2016-2017) *(graphique 5)*. Elles atteignent un nouveau record, à 9,4 milliards euros. La France demeure le leader mondial en valeur devant l'Italie et loin devant les autres producteurs. Seuls les prix moyens des vins effervescents hors Champagne se replient légèrement.

Graphique 5
Hausse des exportations de vins et baisse des importations en volume sur la campagne 2017-2018

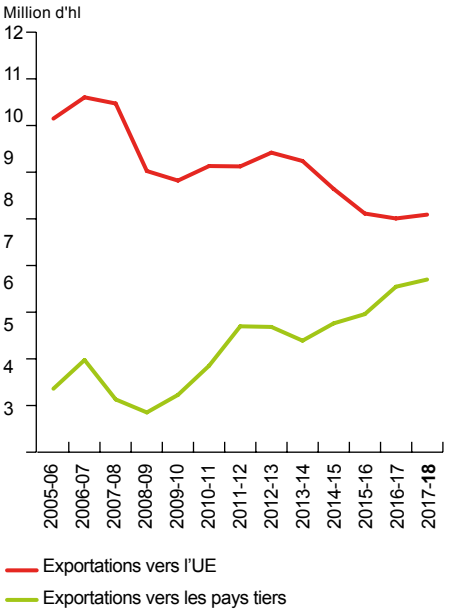


Source : DGDDI (Douanes)

Des exportations qui renouent avec la hausse vers l'UE et restent dynamiques avec les pays tiers

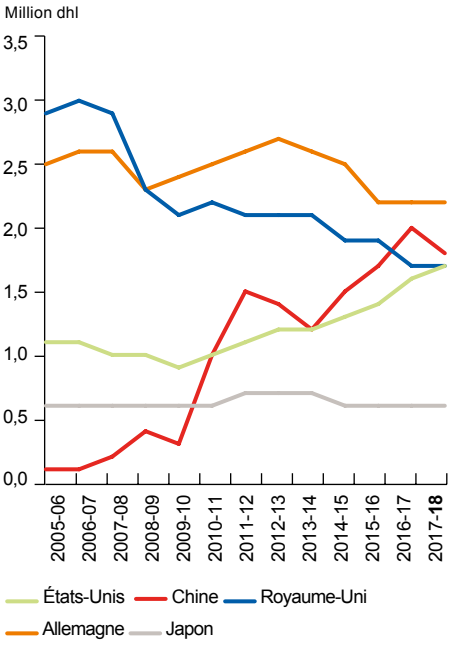
Sur la campagne 2017-2018, les exportations françaises en volume se redressent par rapport à la campagne 2016-2017 vers l'Union européenne et restent fermes vers les pays tiers *(graphique 6)*. La reprise vers l'UE est toutefois insuffisante pour empêcher la poursuite de l'érosion de la part de la zone UE (55 % contre 63 % en 2013-2014) dans le total exporté par la France. Par ailleurs, l'UE reste à la traîne par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes. Enfin, cette amélioration vers l'UE masque un repli des volumes d'AOP tranquilles et, à un moindre degré, de Champagne.

Graphique 6
Sur la campagne 2017-2018, les exportations de vins s'infléchissent à la hausse vers l'UE



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 7
En 2017-2018, les exportations en volume de vins vers la Chine reculent



Source : DGDDI (Douanes)

Les volumes d'AOP tranquilles vers l'UE pâtissent du repli persistant des quantités expédiées vers nos principaux clients (Allemagne, Belgique, Pays-Bas). Les échanges d'AOP tranquilles avec le Royaume-Uni reprennent toutefois de la vigueur grâce aux expéditions de début de campagne tandis que ceux vers la Pologne, bien que beaucoup moins importants en volume, sont particulièrement soutenus. Quant aux volumes de vins tranquilles sans appellation à destination de l'UE, ils se redressent après plusieurs années de recul, grâce à la Belgique et à la Pologne. Ce dernier pays double ses achats à la France, dépassant ainsi, en niveau, l'Italie.

Depuis quatre campagnes, les exportations de vins tranquilles vers les pays tiers restent des marchés porteurs même si le rythme de croissance de cette zone est moins soutenu qu'en 2016-2017 (+ 2 % en volume après + 10 %). La progression est moins forte pour les vins d'appellation que pour les autres vins, sous l'effet principalement de la dégradation des échanges avec la Chine, Singapour et Taïwan. En Asie, seuls les volumes vers Hong Kong et le Japon augmentent ou se maintiennent au niveau de 2016-2017. Les États-Unis, et de façon plus générale l'Amérique du Nord, apparaissent comme les principaux moteurs de la progression en volume des exportations françaises de vins tranquilles *(graphique 7)*. En valeur, l'essor du marché asiatique se poursuit toutefois grâce à des prix moyens à l'exportation en hausse.

Les exportations de vins effervescents (hors Champagne) sont particulièrement soutenues, aussi bien vers l'UE que vers les pays tiers. L'Allemagne et les États-Unis, et dans une moindre mesure le Royaume-Uni et la Chine, sont demandeurs. Sur ces destinations, la France reste toutefois concurrencée par les vins italiens et espagnols (Prosecco, Cava…) qui se positionnent sur des segments de prix très inférieurs.

Les exportations 2017- 2018 en volume de Champagne vers l'UE sont légèrement inférieures à celles de 2016-2017. Le repli des échanges avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, premier débouché pour le Champagne français, n'est que partiellement compensé par la bonne tenue des volumes à destination des Pays-Bas et de la Belgique. En revanche, les volumes expédiés vers les pays tiers s'accroissent, dépassant même pour la première fois ceux vers l'UE. Les volumes à destination des États-Unis, deuxième plus gros destinataire, restent dynamiques, à un rythme toutefois moins marqué qu'en 2016-2017. Singapour conforte sa troisième place dans les exportations françaises de Champagne devant l'Allemagne.

Toutes catégories de vins confondues, l'Allemagne demeure le premier marché des vins français en volume (15 % de part de marché), grâce à ses achats de vins sans appellation, suivie de la Chine (12 %), du Royaume-Uni et des États-Unis. Pour les seuls volumes de vins tranquilles d'appellation, les États-Unis passent en tête devant la Chine. En valeur, les États-Unis confortent, pour la quatrième année consécutive, leur place de premier importateur de vins français, devant le Royaume-Uni.

Des importations de vins en recul en volume en 2017-2018 pour la deuxième année consécutive

Pour la campagne 2017-2018, les importations françaises de vins continuent de croître en valeur (+ 19 %), atteignant même un nouveau pic. Après le niveau record de 2015-2016, elles marquent cependant le pas en volume pour la deuxième année consécutive. Les volumes de vins en vrac continuent d'alimenter l'essentiel des importations (83 % du total vrac + bouteilles), la France manquant de vins d'entrée de gamme.

L'Espagne demeure le principal fournisseur de vins en vrac mais sa part dans les approvisionnements se stabilise depuis deux ans autour de 76-77 % (83 % en 2014-2015). Les volumes de vins en provenance d'Espagne reculent. La croissance des achats de mousseux espagnols (Cava, …) est toutefois rapide depuis quatre ans. Les achats à l'Italie sont également en baisse en volume après l'accélération de 2016-2017, un repli qui pourrait s'expliquer par la hausse des prix moyens des vins italiens. Les vins en vrac en provenance des pays tiers (Afrique du Sud, États-Unis) augmentent en revanche même s'ils ne représentent que 10 % des approvisionnements français.

Sous l'effet conjugué de la hausse des exportations et de la baisse des importations en volume, l'excédent de la balance commerciale des vins s'améliore en volume sur un an. Il se renforce également en valeur.

Sur la campagne 2017-2018, les prix des vins d'appellation restent dynamiques

Entamée en septembre 2015, la hausse des prix à la production des vins d'appellation, hors Champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production), se poursuit sur la campagne 2017-2018, dans un contexte de disponibilités limitées et de ventes dynamiques aux pays tiers *(graphiques 4 et 8 - annexe).* Les cours atteignent des niveaux record depuis 2005. Ils ont toutefois tendance à s'orienter à la baisse en fin de campagne. Sur un an, les prix augmentent de façon plus marquée que lors des deux campagnes précédentes *(graphique 8)*. Ils sont également fermes par rapport aux prix moyens sur les cinq dernières campagnes. Les vins de Bordeaux s'apprécient particulièrement, en lien avec une production pénalisée lors de la récolte 2017. Compte tenu de disponibilités en hausse sur un an, les cours des vins d'appellation pourraient poursuivre la baisse amorcée en fin de campagne 2017-2018, tout en se maintenant à un haut niveau.

Les vins sur les neuf premiers mois de 2018

Des échanges de vins en repli avec l'UE et surtout avec les pays tiers

Sur les neuf premiers mois de 2018 (sept derniers mois de la campagne 2017-2018 + deux premiers mois de la campagne 2018-2019), les exportations des vins français (hors spiritueux) cèdent du terrain en volume sur un an (annexe), tout en étant dynamiques en valeur. Les moindres disponibilités à l'exportation se traduisent par une baisse des volumes à la fois des AOP et des autres vins tranquilles. Seuls les volumes de vins effervescents (hors Champagne) sont en hausse sur un an.

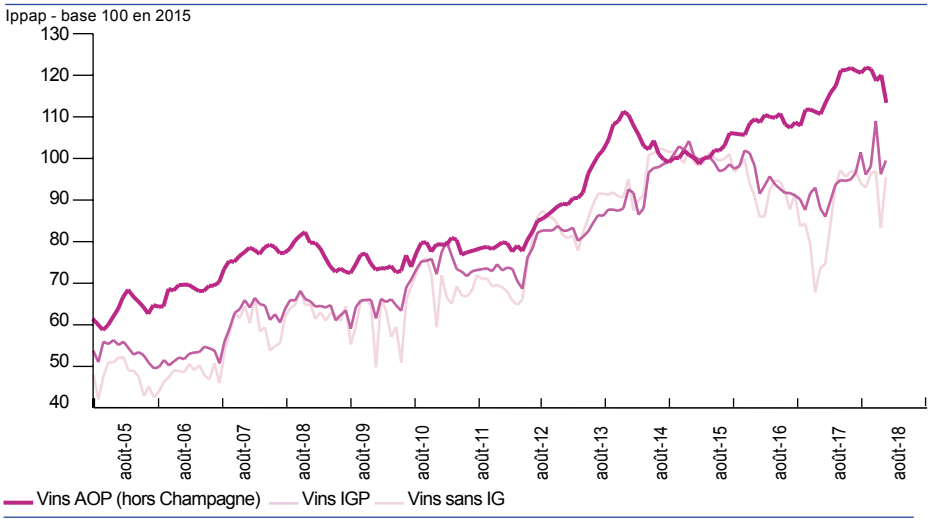
La situation se détériore plus avec les pays tiers qu'avec l'UE. Vers l'UE, ce sont surtout les volumes d'appellation qui sont touchés tandis que vers les pays tiers ce sont plutôt les autres vins tranquilles. Ces derniers sont également moins bien valorisés à l'exportation. Vers les pays tiers, les volumes souffrent du décrochage de la zone asiatique, en particulier de la Chine depuis le début 2018. Le débouché nord-américain reste dynamique.

Avec des importations qui se contractent fortement sur la même période, l'excédent commercial de l'ensemble des vins se stabilise quasiment sur un an en volume et progresse en valeur.

Des prix des vins en hausse sur un an

Sur les neuf premiers mois de 2018, les prix des vins augmentent par rapport à 2017. Les prix des vins AOP et des vins sans IG sont quasiment stables jusqu'en fin de campagne 2017-2018, contrairement aux vins IGP qui progressent encore jusqu'en juillet, atteignant même leur niveau le plus haut sur la campagne. Après avoir décroché en août, les cours des autres vins se reprennent en septembre, s'établissant nettement au-dessus de ceux de 2017 au début de la nouvelle campagne.

Graphique 8
Les prix des vins AOP atteignent un niveau record sur la campagne 2017-2018



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Les prix des vins sans appellation se redressent

Tout au long de la campagne 2017-2018, les prix des vins IGP et sans IG ont repris de la vigueur après les baisses quasiment continues depuis la mi-2015. Ce redressement s'explique par des disponibilités en net repli en 2017. En moyenne annuelle, les prix des vins hors appellation se redressent également sur un an. Ils se rapprochent, surtout pour les IGP, des niveaux atteints sur la campagne 2014-2015. Avec des disponibilités limitées par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années, les cours à la production des vins sans appellation pourraient demeurer relativement élevés sur la campagne 2018-2019.

Annexe - Vins

Estimation de récolte viticole au 1er novembre 2018

Unité : 1000 hl ou %

	Moyenne 2013-2017	2017	2018	2018/2017	2018/ Moy
Vins AOP	20 240	17 621	22 746	+ 29,1	+ 12,4
Vins pour eaux-de-vie	8 061	6 807	8 458	+ 24,2	+ 4,9
Vins IGP	12 321	10 259	12 298	+ 19,9	– 0,2
Autres vins (dont vins sans IG)	3 277	2 138	3 048	+ 42,6	– 7,0
TOTAL VINS	**43 899**	**36 825**	**46 551**	**+ 26,4**	**+ 6,0**

Sources : Agreste pour 2018, Agreste-Douanes pour années antérieures

Estimation de récolte par vignoble au 1er novembre 2018

Unités : 1000 hl ou %

	Tous vins (*)					Récolte pour AOP hors vins pour eaux-de-vie				
	Moy (***)	2017	2018	2018/ 2017	2018/ Moy	Moy (****)	**2017**	2018	2018/ 2017	2018/ Moy
Champagne**	2 511	2 238	3 383	+ 51,2	+ 34,7	2 300	2 166	3 342	+ 54,3	+ 45,3
Bourgogne - Beaujolais	2 222	2 213	2 670	+ 20,6	+ 20,1	2 133	2 121	2 541	+ 19,8	+ 19,1
Alsace	1 038	919	1 172	+ 27,5	+ 12,9	1 012	907	1 135	+ 25,1	+ 12,2
Val de Loire	2 509	2 224	3 064	+ 37,8	+ 22,1	2 071	1 891	2 507	+ 32,6	+ 21,1
Charentes	8 162	6 877	8 555	+ 24,4	+ 4,8	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	3 320	2 976	3 667	+ 23,2	+ 10,4	1 100	886	1 294	+ 46,0	+ 17,7
Bordelais	5 134	3 691	5 399	+ 46,3	+ 5,2	4 842	3 570	5 195	+ 45,5	+ 7,3
Languedoc-Roussillon	12 546	10 429	12 600	+ 20,8	+ 0,4	2 602	2 418	2 665	+ 10,2	+ 2,4
Sud-Est	5 292	4 268	4 762	+ 11,6	– 10,0	3 426	2 983	3 166	+ 6,1	– 7,6
Autres vignobles	512	431	555	+ 28,8	+ 8,4	246	212	302	+ 42,5	+ 22,8

(*) la catégorie « tous vins » inclut outre les vins avec ou sans IG, une estimation des dépassements de plafonds (distillation) et des lies

(**) Pour la Champagne, le total des vins ("tous vins") est constitué uniquement des AOP et des volumes en dépassement de plafond ou de lies

(***) moyenne des années 2013 à 2017

Sources : Agreste pour 2018, Agreste-Douanes pour années antérieures

Commerce extérieur des vins

	Exportations			Importations			Solde		
	Campagne 2017-2018	2017-2018 /2016-2017	9 mois 2018/2017	Campagne 2017-2018	2017-2018 /2016-2017	9 mois 2018/2017	Campagne 2017-2018	2017-2018 /2016-2017	9 mois 2018/ 2017
	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%
Vins AOP tranquilles	5 640,1	– 0,7	– 6,3	943,1	– 3,0	– 3,0	4 697,1	– 0,2	– 6,9
Vins IGP tranquilles	3 803,8	+ 4,8	+ 0,0	229,4	+ 21,4	+ 22,2	3 574,3	+ 3,9	– 1,2
Autres vins tranquilles	3 320,6	– 0,6	– 11,7	5 529,6	– 7,0	– 13,1	-2 209,0	– 15,2	– 15,0
Vins effervescents	1 923,6	+ 6,4	+ 3,9	491,9	+ 20,8	+ 16,1	1 431,7	+ 2,3	– 0,1
dont Champagne	1 135,3	+ 1,9	– 0,2	7,4	+ 48,7	+ 46,8	1 127,9	+ 1,7	– 0,5
Total vins	**14 688,1**	**+ 1,6**	**– 4,7**	**7 194,0**	**– 4,2**	**– 9,3**	**7 494,1**	**+ 8,0**	**+ 0,2**

Source : DGDDI

Prix des vins à la production

	Campagne 2017-2018 /2016-2017	9 mois 2018/2017	Campagne 2016-2017 /2015-2016	9 mois 2017/2016
	%	%	%	%
Vins AOP	+ 8,3	+ 9,1	+ 5,6	+ 2,8
dont Champagne	+ 0,1	...	+ 0,7	+ 0,6
Vins IGP	+ 3,2	+ 8,0	– 6,0	– 6,2
Autres vins	+ 5,0	+ 15,5	– 11,8	– 13,8
Total vins	**+ 5,3**	**+ 6,3**	**+ 2,4**	**+ 0,9**

Source : Insee (Ippap)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2018, à l'exception de quelques filières (ovins, œufs), les productions animales se maintiennent ou se redressent en France, après une année 2017 souvent marquée par le repli. La demande intérieure progresserait pour les viandes bovines, porcines et la volaille, mais continuerait de baisser pour les ovins. Cette relative amélioration reste cependant fragile compte tenu de la hausse continue des importations creusant le déficit des échanges extérieurs, et d'une consommation à domicile qui peine à repartir. Enfin, les filières pâtissent de prix orientés à la baisse, alors que les prix de l'aliment ne diminuent pas.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, la plupart des productions animales se redressent ou se maintiennent en France par rapport à 2017. La filière bovine est marquée par une production de gros bovins à nouveau en hausse tandis que celle des veaux de boucherie poursuit son repli. La production porcine rebondit après le creux de 2017 en lien avec une demande européenne et mondiale dynamique. La production de volailles renoue avec la croissance, grâce au dynamisme de la filière poulet et à la reprise de l'activité dans la filière canard gras après les épizooties aviaires de 2016 et 2017. À l'inverse, la production française d'œufs de consommation se replie, en lien avec une diminution des mises en place de poulettes pondeuses. La production ovine est également en baisse pour la seconde année consécutive après le pic de 2016. Enfin, la collecte de lait progresse modérément : elle décroche sur un an à partir du mois d'août, après une hausse au 1er semestre, en raison des différents épisodes de sécheresse et de leurs répercussions sur les disponibilités fourragères. Avec des difficultés d'affouragements qui pourraient perdurer, la production de lait devrait être globalement stable par rapport à 2017 sur l'ensemble de l'année 2018.

En 2018, la consommation apparente (domicile et hors domicile) des viandes bovines, porcines et de volailles repart à la hausse, tandis qu'elle continue de se contracter pour la viande ovine. Les quantités achetées par les ménages pour leur consommation à domicile sont de nouveau en recul, hormis les achats de viandes de volailles qui se stabilisent.

Quelle que soit l'évolution de la demande intérieure des différentes viandes et du lait, et malgré l'évolution positive de la production, les importations progressent plus vite que les exportations, creusant le déficit des échanges extérieurs de viandes et produits de l'abattage et réduisant l'excédent des échanges de produits laitiers pour la deuxième année consécutive. Sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit des viandes s'accroît de 17 %, dépassant le milliard d'euros. Il est alimenté principalement par le déficit des échanges de viande de volaille, et, dans une moindre mesure, par la dégradation de l'excédent des échanges de viande porcine.

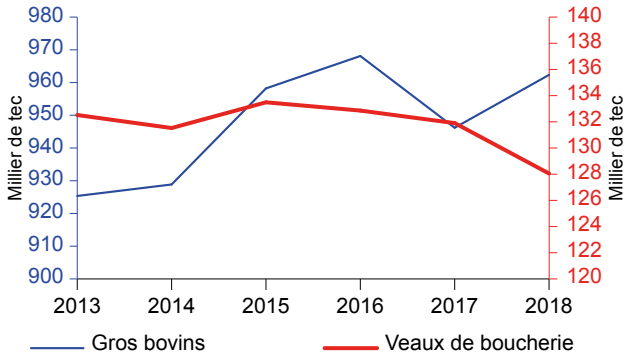
Sur les neuf premiers mois de 2018, à l'exception des ovins, du lait et des œufs, les prix à la production des productions animales sont inférieurs en moyenne à ceux de 2017, tirés à la baisse par les cours du porc et, dans une moindre mesure, des bovins et des volailles. Ce recul intervient après une remontée des prix en 2017. Sur la même période, le coût de l'aliment globalement stable ne permet pas de compenser globalement le repli des prix à la production. Du fait de la sécheresse, le coût de l'aliment devrait progresser en fin d'année 2018, dégradant ainsi les marges des éleveurs par rapport à 2017.

Bovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, la production de gros bovins finis progresse en poids par rapport à 2017 alors que celle de veaux de boucherie continue de reculer. Seuls les abattages de vaches s'accroissent, notamment ceux de vaches laitières, malgré un marché du lait mieux orienté. La décapitalisation de vaches allaitantes, entamée en 2016, se poursuit. Les cours à la production des bovins finis restent en moyenne légèrement en deçà des niveaux de 2017, tandis que les prix des veaux de boucherie se redressent. La consommation globale de viande bovine augmenterait malgré des achats par les ménages toujours en recul. Compte tenu de la baisse des animaux présents dans les exploitations, les exportations de bovins maigres se replient, en dépit d'une demande italienne soutenue.

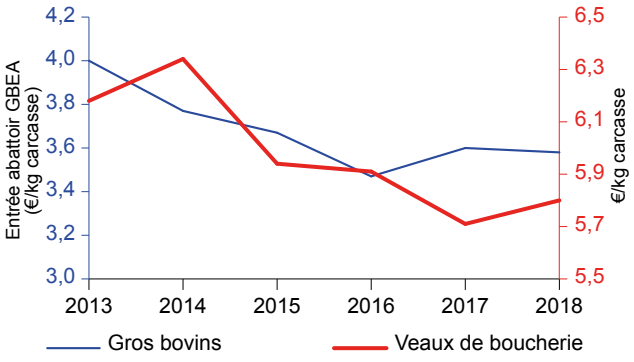
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : Agreste - BDNI traitement SSP

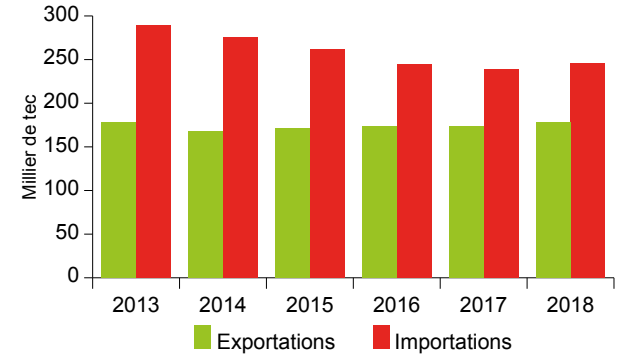
Graphique 2
Cotations de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

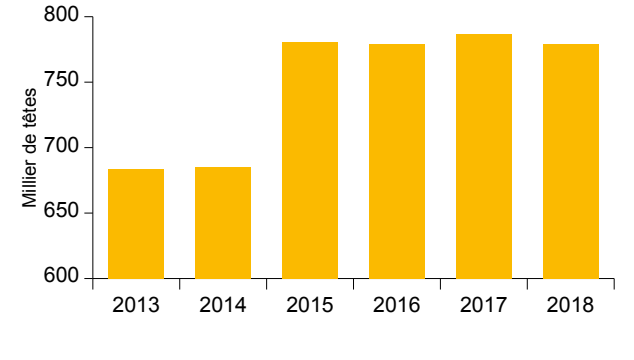
* *Sur les 9 premiers mois de chaque année.*

Graphique 3
Commerce extérieur de viande bovine (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Graphique 4
Exportations de broutards (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Hausse de la production de bovins finis sur les neuf premiers mois de 2018

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, la production de bovins finis (abattages de bovins corrigés du solde de commerce extérieur de bovins finis vivants) progresse en têtes et en poids par rapport à 2017 (*annexe Bovins*). La hausse de la production de gros bovins fait plus que compenser le repli de celle de veaux de boucherie (*graphique 1*). Toutefois, comparée au niveau moyen de la période 2013-2017, la production totale se contracte (têtes et poids). La hausse de la production de bovins finis s'accompagne d'une hausse des abattages. Dans le même temps, les exportations de bovins finis ainsi que les importations fléchissent, conduisant à une amélioration de l'excédent du commerce extérieur de bovins vivants finis.

Des abattages de bovins en augmentation

En 2018, les abattages totaux de bovins augmentent en têtes et en poids, avec des évolutions contrastées selon les catégories d'animaux (*graphique 5*). Au sein des gros bovins de plus de huit mois, les abattages de femelles (lait et viande) s'accroissent. L'amélioration des prix du lait s'est traduite en début d'année par une

certaine rétention des animaux dans les exploitations. Néanmoins, la sécheresse estivale et son impact sur les disponibilités en fourrage ont conduit les éleveurs à gérer les stocks d'animaux au plus fin, compte tenu des difficultés d'affouragement rencontrées dès le mois de juillet dans certaines régions laitières. Au total sur les neuf premiers mois de 2018, les abattages de vaches laitières sont supérieurs à ceux de 2017, malgré une conjoncture laitière plus favorable.

Confrontés à un effectif élevé d'animaux dans les exploitations, les éleveurs de vaches allaitantes poursuivent en 2018 la phase de décapitalisation entamée à partir de 2016. À compter du mois de juillet 2018, les abattages se replient toutefois par rapport à 2017. La présence importante de vaches laitières sur le marché et la pression à la baisse exercée sur les cours de la viande contribuent à expliquer ce ralentissement à l'automne. Néanmoins, sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2018, les abattages de vaches allaitantes s'accroissent en têtes et en poids.

Sur les neuf premiers mois de 2018, les abattages de bovins mâles reculent sur un an avec la baisse des disponibilités en animaux dans les exploitations. Toutefois, l'augmentation du poids moyen à l'abattage compense en partie la baisse de l'offre : - 3 % en têtes mais seulement - 1,8 % en poids.

En repli depuis 2013, les abattages de veaux de boucherie se contractent de nouveau en 2018, en têtes et en poids, traduisant un alourdissement des poids carcasses. Comme pour les bovins mâles, l'augmentation du poids moyen peut permettre aux intégrateurs de compenser le recul du nombre d'animaux placés en atelier d'engraissement tout en maintenant un certain volume de viande produite. Ainsi, entre 2013 et 2018, le poids moyen à l'abattage des veaux de boucherie passe de 136 à 143 kg/carcasse.

Un solde du commerce extérieur de bovins finis vivants qui s'améliore

Sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations françaises de gros bovins finis, toutes catégories confondues, reculent en têtes et en poids (*annexe*). Elles restent peu importantes et concernent essentiellement les mâles (82 % des exportations totales de gros bovins finis). La France exporte moins de bovins mâles qu'en 2017 sous l'effet de ventes moins dynamiques aux pays tiers, celles vers l'Union européenne (UE), principal débouché des bovins français, ayant progressé. Les exportations soutenues à destination de la Belgique font plus que compenser la baisse des achats espagnols.

Les importations de bovins finis, constituées à 87 % de veaux de boucherie, se contractent sensiblement sur un an, sous l'effet de la réduction des échanges avec l'Espagne et la Belgique.

Au total, l'excédent du commerce extérieur de bovins vivants finis s'accroît légèrement pour la seconde année consécutive.

En 2018, léger repli des cours des gros bovins finis et hausse des cours des veaux de boucherie

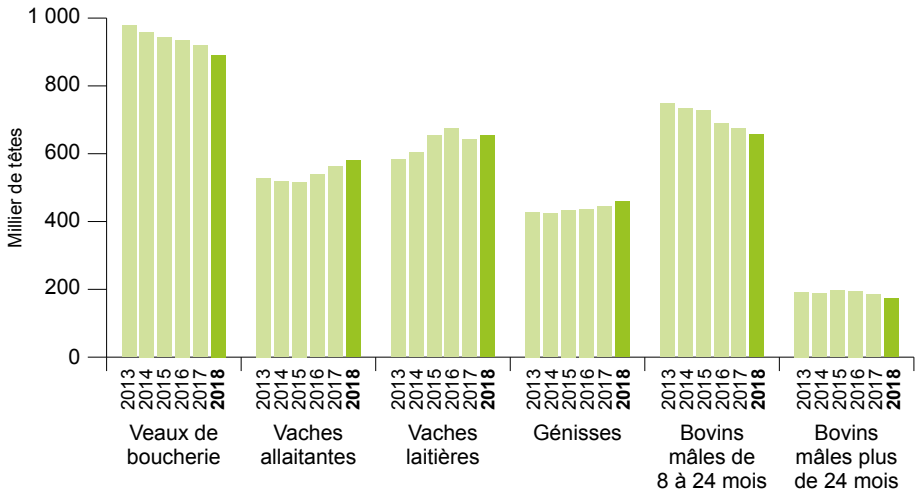
Toutes catégories confondues, les cours moyens des gros bovins finis, [indicateur national FranceAgriMer des prix moyens pondérés (PMP) des gros bovins entrée abattoir (GBEA)] se replient en 2018, sur an, après la reprise de 2017 (*graphique 2*). Sur les neuf premiers mois de 2018, ils sont inférieurs de 1 % aux niveaux de 2017 et de 3,3 % aux cours moyens 2013-2017.

En accroissant l'offre, la hausse des abattages de vaches laitières contribue à peser sur les cours des bovins finis. À compter du mois d'avril (semaine 11), ils passent en deçà du niveau de 2017, pour y rester quasiment tout le temps par la suite (*graphique 6*). Globalement sur les neuf premiers mois de 2018, les cours des vaches de type « R », plutôt allaitant, et de type « O », plutôt laitier, reculent respectivement de 2,6 % et de 0,3 %, sur un an, par rapport aux niveaux de 2017.

Dans le sillage de la baisse des cours des vaches et malgré les disponibilités limitées, les cours des jeunes bovins sont en retrait tout au long de la période jusqu'à passer en dessous des niveaux de 2017 à partir du mois de mai. Sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2018, ils se maintiennent néanmoins au niveau de 2017.

À l'inverse, les cours des veaux de boucherie restent, tout au long

Graphique 5
De 2013 à 2018, baisse continue des abattages de veaux de boucherie et des bovins mâles et hausse des abattages de bovins femelles



Source : Agreste - BDNI traitement SSP - Données sur les 9 premiers mois de chaque année

des neuf premiers mois de 2018, au-dessus des niveaux bas de 2017. Toutefois, bien que supérieurs de 2,3 % à ceux de 2017 en moyenne sur l'année, ils sont inférieurs de 3,4 % aux prix moyens 2013-2017.

Au premier trimestre 2018, les prix à la production bovine ont été supérieurs au prix permettant de compenser l'évolution du coût de l'aliment. La tendance s'est inversée ensuite, en lien avec la baisse des prix des bovins viande couplée à une hausse du coût de l'aliment.

La consommation globale de viande bovine augmenterait bien que les achats des ménages continuent de reculer

Rompant avec une tendance à la baisse constatée depuis 2010, la consommation apparente de viande bovine augmente de 2 % sur un an, dans un contexte de hausse de la production.

Selon les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, seuls les achats de viande bovine par les ménages pour leur consommation à domicile se contractent : sur la période allant du 25/12/2017 au 05/10/2018, - 5 % pour la viande de gros bovins et - 7 % pour le veau par rapport à 2017. La hausse de la consommation hors domicile pourrait expliquer la croissance globale de la consommation.

En 2018, une aggravation du déficit du commerce extérieur de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine se creuse à la fois en volume et en valeur, passant de - 65 000 tec à - 68 400 tec sur un an et de - 252 millions d'euros à - 277 millions d'euros.

Les exportations françaises s'inscrivent dans la tendance légèrement à la hausse constatée depuis 2014 (*graphique 3*). Elles sont tirées par la Belgique, la Grèce et surtout, Israël et la Tunisie, les volumes expédiés vers nos deux principaux débouchés, l'Italie et Allemagne, ayant reculé (*annexe*).

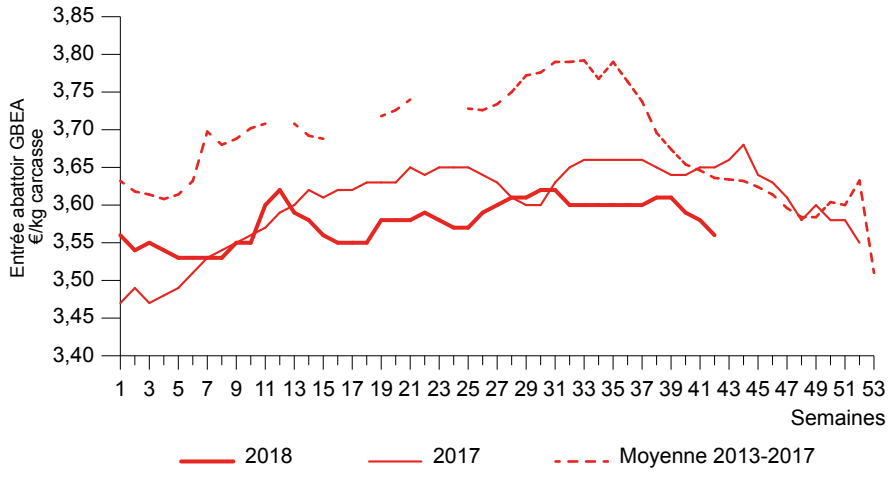
Les importations de viande s'accroissent également sur la période, essentiellement en provenance de nos deux principaux fournisseurs, l'Allemagne et les Pays-Bas (*annexe*). Avec des volumes beaucoup plus modestes, le Brésil accroît sa présence sur le sol français (+ 1 200 tec). Les achats de viandes fraîches ou réfrigérées augmentent de 0,7 % mais leur part dans le total importé recule au profit des viandes congelées dont les volumes sont soutenus (+ 9 %).

Des exportations de bovins maigres en repli et des cours qui se maintiennent

Sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations totales de bovins maigres (ou broutards) reculent de 1 % par rapport à 2017 (*graphique 4*), compte tenu de la baisse d'animaux disponibles dans les élevages.

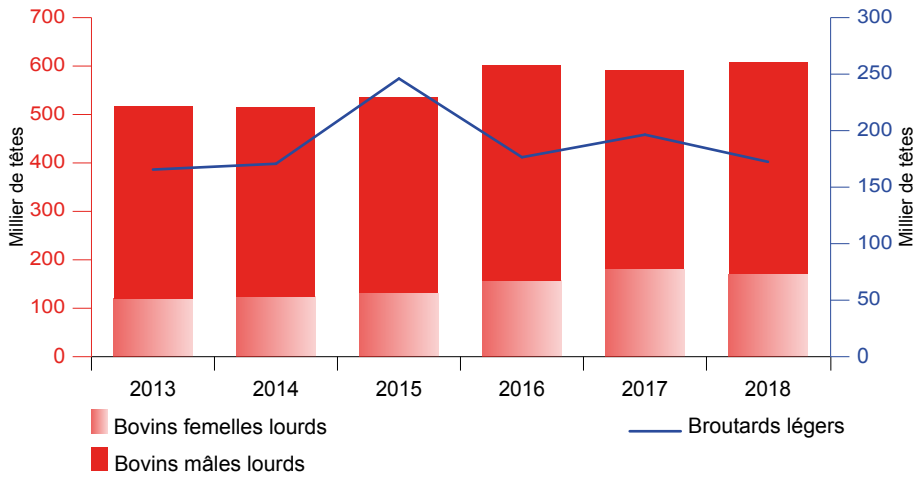
Le marché des broutards regroupe deux types d'animaux : les broutards légers dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg, et les broutards

Graphique 6
En 2018, les cours moyens des gros bovins finis en retrait par rapport à 2017



Source : FranceAgriMer

Graphique 7
En 2018, net repli des exportations de broutards légers compensé en partie par la hausse des ventes de broutards lourds mâles



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

lourds (mâles ou femelles) de plus de 300 kg vif. Au sein de ces catégories, les évolutions varient selon la période (*graphique 7*). Les ventes de broutards mâles de plus de 300 kg (56 % des exportations totales de broutards français) augmentent de 6,5 % sur un an (soit + 26 700 têtes). Néanmoins cette hausse ne suffit pas à compenser le repli des ventes de génisses de plus de 300 kg - 5,7 %, soit - 10 000 têtes.

Les broutards lourds sont destinés à près de 95 % au marché de l'UE et plus spécifiquement à l'Italie (89 % des broutards lourds exportés par la France). Dans un contexte de demande qui évolue, l'Italie contribue à soutenir le marché du broutard lourd. Les exportations de mâles vers l'Italie augmentent de 5,6 % alors que celles de femelles sont en berne (- 5,9 %), rompant avec une tendance à la hausse observée depuis quelques années. En parallèle, les ventes de bovins mâles lourds vers l'Algérie sont trois fois plus importantes qu'en 2017. L'Algérie devient ainsi le 3e débouché après l'Italie et l'Espagne pour ce type d'animaux. Après avoir disparu en début d'année, les ventes vers le Liban reprennent à compter du mois de juin, tout en restant assez limitées.

Dans le même temps, les exportations de broutards légers cèdent du terrain sur un an (- 12,2 % sur les neuf premiers mois, soit - 24 000 têtes). C'est essentiellement la conséquence de la contraction des demandes italienne (- 23 %, - 20 000 têtes) et espagnole (- 5 %, - 5 600 têtes). Les ventes aux pays tiers ne retrouvent pas les niveaux atteints avant la détection de foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) en septembre 2015. Les exportations à destination de la Turquie sont inexistantes depuis 2017 ; seule l'Algérie se positionne en 2018 sur ce marché mais avec des achats qui restent limités en volume.

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2018, les cours moyens des bovins maigres sont supérieurs de 4,9 % au cours moyen de 2017 et de 0,6 % au prix moyen 2013-2017. Tout au long de la période, la hausse de la demande extérieure conjuguée à un manque d'offre dans les exploitations contribue à soutenir les cours qui se maintiennent systématiquement au-dessus des niveaux de 2017.

Annexe - Bovins

Production

	Abattages CVJA			Exportations animaux finis			Importations animaux finis			Production bovins finis		
	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)
en têtes												
TOTAL BOVINS	**3 447 276**	**+ 0,3**	**– 0,6**	**40 319**	**– 17,8**	**+ 2,9**	**9 699**	**– 50,1**	**– 16,8**	**3 477 896**	**+ 0,3**	**– 0,6**
Veaux de boucherie	891 443	– 3,1	– 2,9	11 706	– 13,1	+ 33,4	7 660	– 46,5	– 2,8	918 804	– 2,5	+ 0,4
GROS BOVINS	**2 524 320**	**+ 0,7**	**+ 0,1**	**28 613**	**– 19,6**	**– 5,3**	**2 039**	**– 60,2**	**– 40,7**	**2 536 521**	**+ 0,6**	**– 0,6**
Gros bovins femelles	1 694 415	+ 2,8	+ 3,1	8 300	+ 31,1	+ 5,1	782	+ 12,4	– 77,7	1 653 161	+ 3,0	– 1,0
Gros bovins mâles	1 234 817	– 3,3	– 5,2	4 710	– 30,6	– 7,3	782	– 71,6	– 19,8	883 360	– 3,9	+ 0,3
en tec												
TOTAL BOVINS	**1 072 237**	**+ 1,6**	**+ 0,1**	**7 894**	**– 26,4**	**+ 1,1**	**1 115**	**– 55,4**	**– 26,2**	**1 080 458**	**+ 1,5**	**– 1,2**
Veaux de boucherie	131 422	– 3,2	– 0,9	1 445	– 13,6	+ 31,9	645	– 45,9	– 15,8	131 903	– 2,9	+ 0,7
GROS BOVINS	**938 452**	**+ 1,9**	**+ 0,1**	6 449	**– 28,7**	**– 3,1**	469	**– 64,1**	**– 33,6**	**946 193**	**+ 1,7**	**– 1,3**
Gros bovins femelles	590 751	+ 4,1	+ 3,2	1 818	+ 21,0	+ 2,9	197	+ 11,7	– 71,8	592 077	+ 4,2	– 1,7
Gros bovins mâles	431 965	– 1,8	– 4,9	1 078	– 38,6	– 4,2	197	– 75,9	– 15,9	354 116	– 2,4	– 0,7

Source: Agreste-DGDDI (Douanes) - BDNI
Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viandes bovine (avec onglet et hampe)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
en milliers de tec									
Monde	**205**	**244**	**198**	**178**	**168**	**171**	**174**	**174**	**178**
Italie	71	74	71	67	65	61	61	57	56
Grèce	55	56	47	42	38	33	35	33	34
Allemagne	30	38	30	29	26	33	34	33	33
Espagne	8	8	7	5	4	3	3	5	4
Israël	0	0	0	0	0	0	1	2	3
Tunisie	0	0	1	1	0	0	0	1	1
en millions d 'euros									
Monde	**743**	**914**	**833**	**764**	**700**	**719**	**715**	**726**	**759**
Italie	291	325	334	318	304	286	277	271	262
Grèce	111	142	126	126	114	141	143	142	145
Allemagne	193	198	183	163	144	124	125	120	128
Espagne	31	34	30	23	18	17	17	22	19
Israël	1	2	2	2	2	2	3	7	15
Tunisie	0	1	3	5	0	2	0	3	6

Source : Agreste DGDDI (Douanes)
Données sur 9 mois

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
en milliers de tec									
Monde	**306**	**277**	**282**	**289**	**276**	**262**	**244**	**239**	**246**
Pays-Bas	75	70	65	67	62	59	58	57	60
Allemagne	72	56	54	53	51	47	43	43	44
Irlande	47	44	43	45	47	44	44	41	41
Espagne	16	15	18	18	17	18	18	16	13
Italie	38	32	35	34	29	22	13	12	13
Brésil	2	2	2	1	2	1	2	1	2
en millions d 'euros									
Monde	**1 008**	**1 031**	**1 134**	**1 192**	**1 114**	**1 074**	**987**	**978**	**1 036**
Pays-Bas	275	294	300	298	278	271	252	248	262
Allemagne	231	213	228	221	204	190	169	168	168
Irlande	138	140	158	173	172	161	153	148	158
Espagne	40	39	52	56	50	54	51	47	45
Italie	102	101	119	120	94	76	51	49	56
Brésil	8	8	11	6	7	7	7	5	9

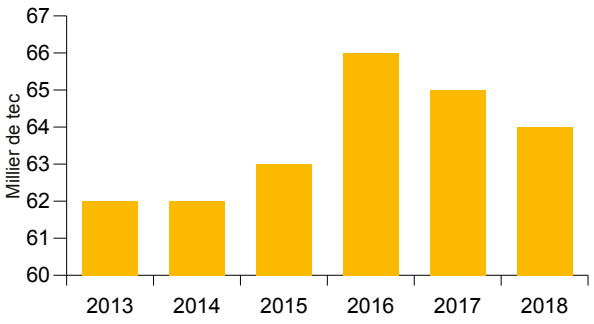
Source : Agreste DGDDI (Douanes)
Données sur 9 mois

Ovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, la production ovine recule en têtes et en poids. Les abattages d'agneaux se replient légèrement alors que les exportations d'ovins vivants chutent. Sur cette période, le cours moyen des agneaux dépasse celui de 2017, même s'il baisse à compter de l'été pour s'établir en deçà du prix de 2017. Dans un contexte de poursuite de la baisse de la demande intérieure, les importations de viande ovine fléchissent de nouveau. La part dans la consommation de la production issue des exploitations françaises progresse.

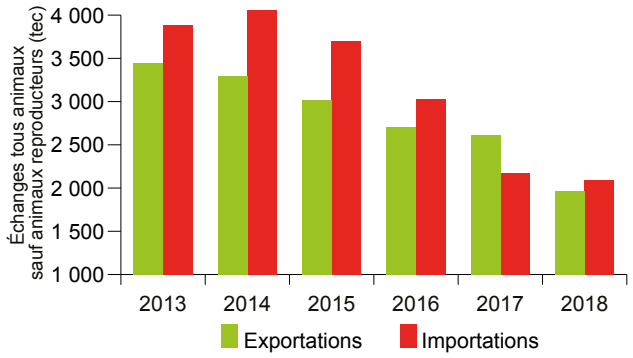
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production ovine (9 mois*)



Source : Agreste

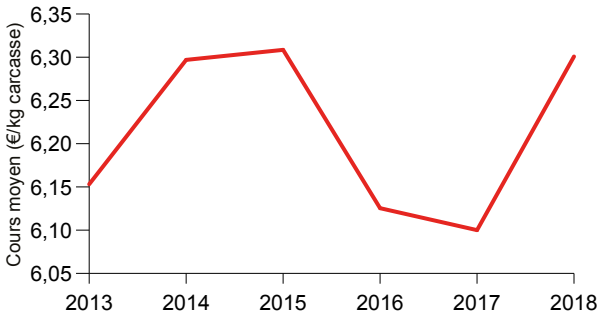
Graphique 2
Commerce extérieur d'ovins vivants (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

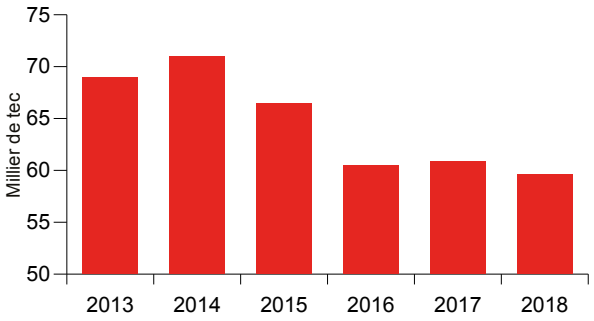
* *Sur les 9 premiers mois de chaque année.*

Graphique 3
Cotations des agneaux (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

Graphique 4
Importations de viande ovine (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Repli de la production ovine, en tec

Après le pic de 2016, la production ovine (abattages totaux d'ovins corrigés du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) recule en 2018 pour la seconde année consécutive (*graphique 1*). Sur les neuf premiers mois de l'année, elle affiche - 1,7 % en têtes et - 1,3 % en poids (*annexe Ovins*). Cette évolution résulte d'un net repli des exportations d'ovins vivants, alors que les abattages sont quasiment stables. Sur les neuf premiers mois de 2018, les abattages totaux d'ovins baissent modérément (- 0,4 % en poids sur un an). Seuls les agneaux sont concernés (87 % des ovins abattus), les abattages d'ovins de réforme s'étant accrus. La diminution continue du cheptel reproducteur ovin viande (- 4 % entre novembre 2016 et novembre 2017) se traduit par une diminution des agneaux nés et donc engraissés dans les exploitations.

Un recul sensible des exportations d'ovins vivants et plus limité des importations

En 2018, les exportations d'ovins vivants reculent sensiblement sur un an, en têtes (- 22 %) et en poids (- 25 %) (*graphique 2 - annexe*). Ce repli est imputable aux volumes d'agneaux qui représentent 78 % des exportations totales d'ovins. La contraction des effectifs d'agneaux dans les élevages, jointe à une

demande extérieure en berne, se traduit par un recul des ventes vers les deux principaux débouchés pour l'agneau français : - 21 %, soit - 36 000 têtes vers l'Espagne, 1er client avec 134 000 têtes, et - 27 %, soit - 15 000 têtes vers l'Italie.

S'agissant des importations d'ovins vivants, le recul est moins marqué (- 6 % en têtes et - 3,6 % en poids sur un an). Comme pour les exportations, les agneaux sont majoritaires parmi les importations d'ovins. Les achats d'agneaux en provenance d'Espagne continuent de fléchir (- 6,5 % sur les neuf premiers mois de 2018), *a contrario* des importations en provenance des Pays-Bas (+ 16 %).

Des cours globalement à la hausse sur les neuf premiers mois de 2018

Sur les neuf premiers mois de 2018, le cours moyen de l'agneau est supérieur à celui de 2017 (+ 3,3 %) avec néanmoins, comme les années précédentes, deux périodes distinctes (*graphique 3*). De janvier à fin mai, il reste nettement au-dessus du niveau bas de 2017 soutenu par des disponibilités limitées en agneaux français et une moindre pression à l'importation (*graphique 5*). À partir de début juin, le cours passe sous le niveau de 2017, sans connaître la hausse saisonnière traditionnelle de l'été. La fête de l'Aïd-el-Kébir, qui a eu lieu 15 jours plus tôt qu'en 2017 (le 22 août en 2018 contre le 1er septembre en 2017) s'accompagne d'une hausse limitée des cours, nombre de consommateurs étant à l'étranger pour les vacances. Le cours de l'agneau reste ainsi en retrait par rapport aux cours de 2017, sur cette seconde partie de l'année.

Nouvelle baisse des importations de viande ovine en 2018

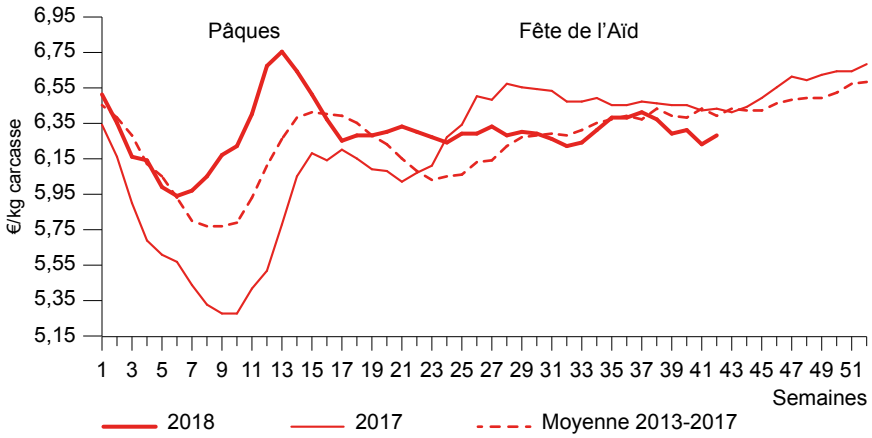
En baisse quasiment constante depuis 2010, à l'exception d'un pic en 2014, les importations de viande ovine sont à nouveau en repli en 2018 (- 2,3 % par rapport à 2017) (*graphique 4*). Le recul est encore plus marqué par rapport à la moyenne 2013-2017 (- 10 %). En valeur, les importations progressent toutefois de 2 % sur un an. Sur les trois premiers mois de 2018, les achats se situent au-dessus des niveaux de 2017, puis reculent nettement entre avril et juillet, pour repartir ensuite à la baisse en septembre. Ces évolutions s'expliquent essentiellement par la chute des volumes en provenance du Royaume-Uni (- 26 % entre mars et juillet et - 15 % sur neuf mois), ce pays souffrant d'un recul sensible de ses abattages (*graphique 6*).

En parallèle, la France augmente ses achats en provenance d'Espagne de 62 %. Entre mars et juillet 2018, la progression atteint + 88 %. Ce pays a pu bénéficier de la place laissée libre par le Royaume-Uni en proposant notamment des produits à des prix inférieurs, en moyenne, aux prix anglais. Les achats à la Nouvelle Zélande et à l'Irlande fléchissent également, respectivement de - 1 et - 9,4 %.

La baisse des importations s'inscrit dans un contexte de diminution constante de la consommation apparente de viande ovine (- 1,6 % sur les neuf premiers mois de 2018). Compte tenu de cette baisse, la part de l'approvisionnement national en viande ovine s'accroît : de 45,7 % en 2017 à 46,1 % en 2018.

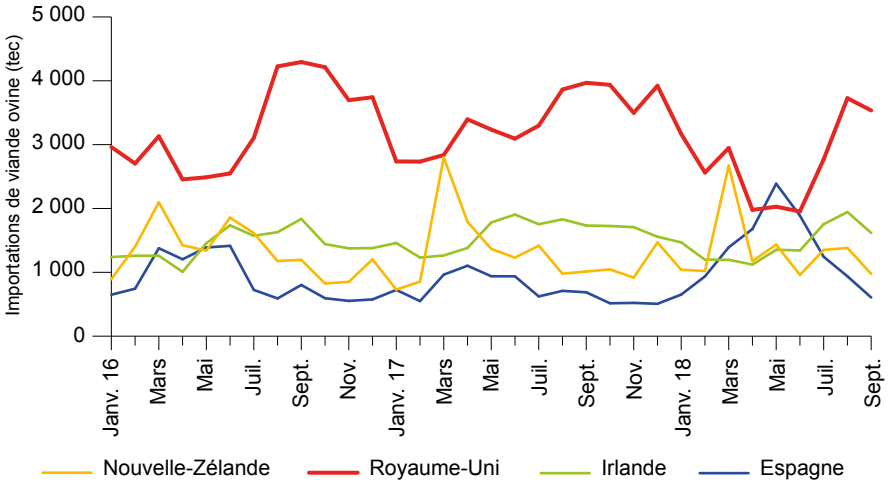
Ce repli de la consommation théorique est confirmé par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer qui mesure l'évolution des achats des ménages : - 5,7 % sur la période allant du 25 décembre 2017 au 7 octobre 2018.

Graphique 5
En 2018, des cours de l'agneau supérieurs à 2017 jusqu'en juin, en retrait ensuite



Source : FranceAgriMer

Graphique 6
En 2018, chute des importations de viande ovine issues du Royaume-Uni et hausse en provenance d'Espagne



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Annexe - Ovins

Production ovine, commerce extérieur d'animaux vivants et abattages

	Abattages			Exportations animaux vivants			Importations animaux vivants			Production Ovins		
	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)
en têtes												
Total OVINS	**3 333 945**	**-0,5**	**-0,4**	**184 947**	**-22,1**	**-25,9**	**157 098**	**-6,1**	**-36,5**	**3 361 794**	**-1,7**	**0,4**
Agneaux	2 887 951	-0,6	-0,8	144 035	-23,1	-27,4	142 138	-4,0	-33,9	2 889 848	-1,9	-0,2
Ovins de réforme	445 994	0,2	2,6	40 912	-18,7	-19,9	14 960	-22,4	-53,3	471 946	-0,9	4,0
en tec												
Total OVINS	**64 395**	**-0,4**	**0,5**	**1 965**	**-24,9**	**-34,8**	**2 090**	**-3,6**	**-37,9**	**64 270**	**-1,3**	**0,9**
Agneaux	52 512	-0,8	-0,2	994	-29,9	-36,0	1 704	5,5	-30,6	51 802	-1,8	0,1
Ovins de réforme	11 883	1,5	4,1	972	-18,9	-33,5	387	-30,2	-57,6	12 468	1,0	4,2

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Abattages - Exportations et importations d'ovins vivants par année

	Abattages (milliers de têtes)			Abattages (milliers de tec)		
	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme	**Ovins**	Agneaux	Ovins de réforme
2013	**3 300,6**	2 862,2	438,4	**62,3**	51,1	11,3
2014	**3 307,9**	2 884,6	423,3	**62,8**	51,8	11,0
2015	**3 328,4**	2 897,2	431,2	**64,0**	52,6	11,4
2016	**3 445,3**	3 009,9	435,4	**66,4**	54,8	11,6
2017	**3 351,4**	2 906,3	445,0	**64,6**	52,9	11,7
2018	**3 333,9**	2 888,0	446,0	**64,4**	52,5	11,9

Source : Agreste

	Exportation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Exportation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	**Total Ovins**	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2013	**276,0**	216,6	59,3	**3,4**	1,7	1,8
2014	**239,1**	174,2	64,9	**3,3**	1,3	2,0
2015	**254,4**	213,6	40,8	**3,0**	1,8	1,2
2016	**240,6**	200,4	40,2	**2,7**	1,5	1,2
2017	**237,6**	187,3	50,3	**2,6**	1,4	1,2
2018	**184,9**	144,0	40,9	**2,0**	1,0	1,0

Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

	Importation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Importation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	**Total Ovins**	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2013	**277,2**	246,7	30,5	**3,9**	3,1	0,8
2014	**292,5**	251,1	41,3	**4,1**	2,8	1,3
2015	**278,0**	237,6	40,4	**3,7**	2,6	1,1
2016	**221,2**	192,5	28,7	**3,0**	2,3	0,8
2017	**167,3**	148,1	19,3	**2,2**	1,6	0,6
2018	**157,1**	142,1	15,0	**2,1**	1,7	0,4

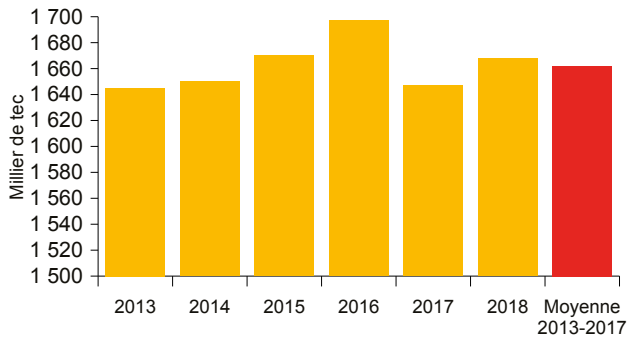
Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

Porcins

Sur les neuf premiers mois de 2018, la hausse de la production porcine française s'inscrit dans un contexte européen et mondial dynamique, mais émaillé d'incertitudes liées aux conséquences de la peste porcine africaine en Europe et en Chine. Le solde du commerce extérieur de la viande porcine reste déficitaire, malgré la hausse des exportations. Les importations, en provenance d'Espagne en particulier, pèsent sur la balance commerciale. Les échanges, déjà majoritaires avec l'UE, s'intensifient davantage encore, notamment avec l'Italie. Dans un contexte d'offre mondiale soutenue et de pression exercée sur les cours européens, les cours du porc, en repli depuis août 2017 et au plus bas en France début 2018, demeurent inférieurs à ceux de 2017 sur les neuf premiers mois de l'année 2018.

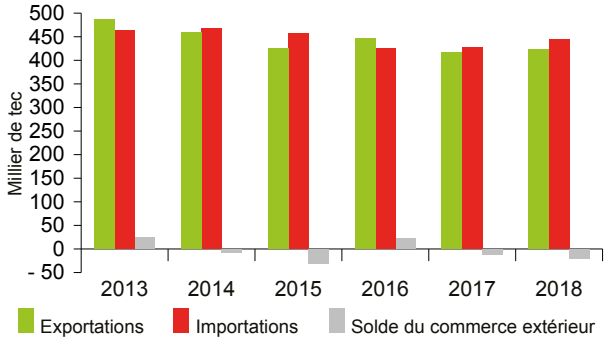
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production (9 mois*)



(Production = abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants).
Source : Agreste

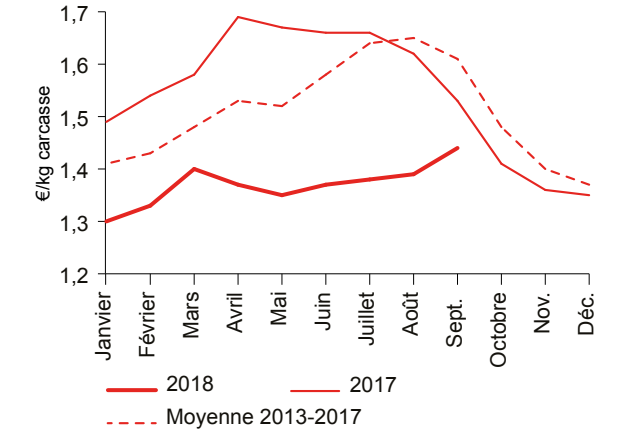
Graphique 2
Commerce extérieur de viande porcine (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

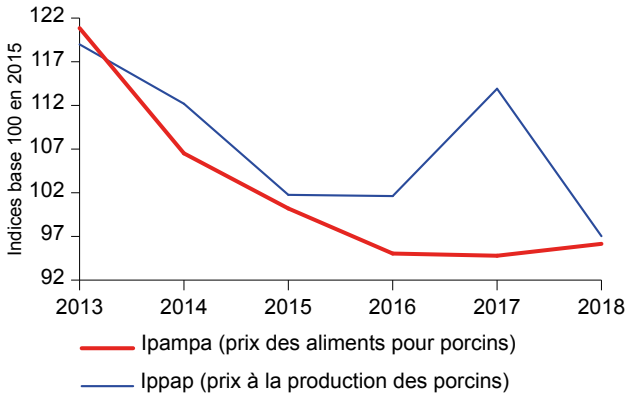
* *Sur les 9 premiers mois de chaque année.*

Graphique 3
Cotations mensuelles du porc charcutier E + S



Source : RNM - FranceAgriMer

Graphique 4
Prix à la production du porc et coût des aliments pour porcins (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

En 2018, hausse prévisible de la production mondiale mais des incertitudes liées à la peste porcine africaine

En 2018, la production porcine de l'Union européenne augmenterait de 1,3 % en têtes sur un an. L'offre abondante exacerbe la concurrence entre Etats membres, d'autant plus que la production mondiale de viande porcine (en tonnes) progresserait (+ 1,8 % selon la FAO et l'OCDE). Apparue en 2014 en Europe de l'Est et en septembre 2018 en Belgique, où elle se limite à l'avifaune (état du 16/11/2018), la peste porcine africaine (PPA), pourrait à terme perturber l'offre européenne. Les risques d'embargo par les pays tiers (en particulier asiatiques) existent également, ce qui pourrait accroître les disponibilités européennes et entraîner une baisse des cours.

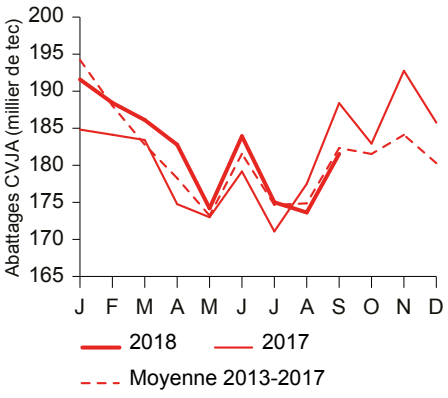
Plus largement, la PPA, également apparue en Chine en août 2018 pourrait avoir des effets sur l'ensemble des échanges internationaux, compte tenu du poids de ce pays dans la production et les importations

mondiales (respectivement 45 % et 20 %). Les conséquences sanitaires et économiques se feraient d'autant plus sentir que les produits contaminés circulent vers d'autres pays de la zone asiatique (Corée, Japon).

En 2018, légère hausse de la production porcine sur un an

Sur les neuf premiers mois de 2018, la production porcine française (abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants) croît sur un an de 1,3 % en tec et de 1,2 % en têtes (*graphique 1 - annexe Porcins*). Elle reste néanmoins proche des niveaux moyens 2013-2017 (+ 0,4 % en poids et - 0,6 % en têtes). En 2018, les exportations de porcs vivants progressent fortement (+ 30 % en têtes), notamment vers l'Espagne et la Belgique. Les abattages augmentent (+ 1,3 % en tec CVJA sur un an) mais la hausse doit être relativisée, compte tenu du faible niveau enregistré sur les sept premiers mois de 2017 (*graphique 5*).

Graphique 5
En 2018, des abattages de porcins proches des niveaux 2013-2017



Source : Agreste

Le déficit du commerce de viande porcine se creuse malgré la hausse des exportations

Sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit du commerce de viande porcine se creuse en volume, la hausse des importations étant supérieure à celle des exportations (*graphique 2 - tableaux 2 et 3 - annexe*). En valeur, le déficit est aggravé par la baisse des cours mondiaux de la viande de porc sur la période.

Les échanges de viande avec l'UE sont déficitaires, alors qu'ils représentent 75 % de l'ensemble des exportations et 99 % des importations en volume. Le commerce est déficitaire avec l'Espagne qui fournit la moitié de nos importations de viande porcine (- 205 milliers de tec et - 498 millions d'€), et dans une moindre mesure avec l'Allemagne (- 50,5 milliers de tec et - 130 millions d'€). Ces deux soldes se détériorent en 2018.

S'agissant des exportations, c'est vers l'Italie, de loin le 1er client de la France, que l'essor des ventes est de nouveau le plus important (+ 14 % en volume sur un an après + 25 % entre 2016 et 2017). Cependant l'excédent dégagé avec ce pays se réduit sous l'effet de l'augmentation plus importante des importations.
Les importations de viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée représentent près de 60 % des achats de viandes et charcuteries et progressent de 5 % sur un an. Les volumes proviennent majoritairement d'Espagne (+ 7 % sur un an). Les achats de saucisses et saucissons espagnols sont encore plus soutenus (+ 14 %). Les achats de préparations et conserves (+ 8 %) viennent d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas. La France s'approvisionne également auprès de l'Italie en viandes salées, séchées ou fumées (+ 21 %).

Les échanges sont excédentaires avec les pays tiers. Tous produits confondus et pour des volumes beaucoup plus modestes qu'avec l'UE, la France réduit ses importations en provenance des pays tiers. La Chine demeure le principal débouché pour le porc français vers les pays tiers. Sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations françaises fléchissent vers cette destination (- 3 % sur un an). En recul sur un an pour les quatre premiers mois (- 12 % sur un an), les volumes repassent au-dessus de ceux de 2017 de mai à septembre (+ 7 %). Le conflit commercial débuté en mars 2018 entre la Chine et les États-Unis et les mesures de rétorsion prises par les autorités chinoises (taxation de la viande porcine américaine) pourraient expliquer la modification des flux d'approvisionnement chinois en faveur d'autres origines. Les exportations françaises se réduisent de moitié par rapport à 2016, année exceptionnelle,

Sur les huit premiers mois de 2018, les abattages de porcins augmentent dans l'UE

En 2018, au sein de l'Union européenne, les abattages porcins sont dynamiques en tonnes (+ 3,1 % sur les huit premiers mois). Parmi les principaux producteurs, l'Espagne, la Pologne, le Danemark et les Pays-Bas enregistrent une croissance supérieure à la moyenne, contre + 1,9 % pour la France (tableau 1). Seul l'Allemagne, 1er pays en Europe pour les abattages, réduit ses volumes.

Tableau 1
En 2018, hausse des abattages de porcs dans l'UE (8 mois)

Principaux pays	Milliers de tonnes	2018/2017 (%)
Allemagne	3 549	- 1,7
Espagne	3 005	+ 6,4
France	1 460	+ 1,9
Pologne	1 368	+ 6,6
Danemark	1 024	+ 6,1
Pays-Bas	1 013	+ 5,1
Italie	991	+ 1,5
Belgique	700	+ 3,6
Royaume-Uni	614	+ 4,7
Union européenne	**15 785**	**+ 3,1**

Source : Eurostat

Tableau 2
En 2018, les exportations s'accroissent, surtout vers l'Italie

	Exportations*		2018/2017	Part des exportations
	(1 000 tec)	(1 000 €)	(%)	(%)
Monde	**423**	**787**	**+ 2**	**100**
Union européenne	315	592	+ 5	75
Italie	84	144	+ 14	20
Belgique	36	87	- 1	8
Royaume-Uni	32	67	- 3	8
Allemagne	25	68	+ 4	6
Espagne	24	38	+ 5	6
Pays tiers	108	195	- 7	25
Chine	35	58	- 3	8
Philippines	20	nc	+ 9	5

** De janvier à septembre 2018.*
Source : DGDDi (Douanes)

Tableau 3
En 2018, les importations augmentent avec nos principaux fournisseurs

	Importations*		2018/2017	Part des importations
	(1 000 tec)	(1 000 €)	(%)	(%)
Monde	**443**	**1 126**	**+ 4**	**100**
Pays tiers	5	11	- 9	1
Union européenne	439	1 115	+ 4	99
Espagne	229	536	+ 1	52
Allemagne	75	198	+ 3	17
Italie	48	188	+ 16	11
Pays-Bas	19	36	+ 3	4
Belgique	37	79	+ 8	8
Royaume-Uni	3	5	- 12	1

** De janvier à septembre 2018.*
Source : DGDDi (Douanes)

mais restent supérieures d'un tiers à celles de 2015. Les volumes expédiés vers les Philippines, 7e destination, sont de nouveau dynamiques (+ 9 % sur un an, + 15 % en 2017). À l'inverse, les mesures provisoires mises en place par le Mexique frappant les entrées de la viande américaine sur leur territoire n'ont pas permis l'ouverture du marché mexicain à la viande française.

La consommation globale est en légère hausse, sauf à domicile

Au cours des neuf premiers mois de 2018, la consommation de viande porcine calculée par bilan (à domicile et hors domicile) enregistre une progression (+ 1,3 % sur un an), après la légère baisse de 2017 (- 0,7 %).

En revanche, mesurés par le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats des ménages de viande porcine pour leur seule consommation à domicile reculent. Toutes les catégories sont concernées : - 4,6 % pour le porc frais, - 2,2 % pour le jambon et - 2,2 % pour les autres charcuteries (qui incluent toutefois celles à base de volaille, en hausse de + 4,8 %).

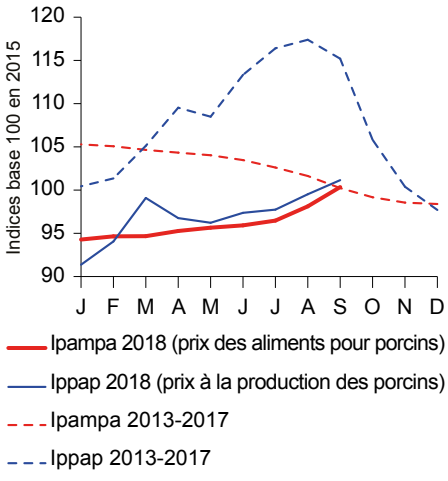
Les cours du porc restent bas pendant l'été 2018

Sur les neuf premiers mois de 2018, le cours moyen du porc charcutier diminue de 15,7 % sur un an. Cette chute reste relative, liée à l'envolée des prix en 2017, et inhabituelle sur les premiers mois de l'année (+ 15,4 % entre 2016 et 2017 sur neuf mois) (*graphique 3*). Néanmoins, les cours mensuels sont très bas : 11 % en deçà des niveaux moyens 2013-2017. En effet, la hausse saisonnière traditionnellement constatée au printemps et plus marquée encore en été, ne se produit pas en 2018, réduisant le cours moyen sur neuf mois à 1,36 €/kg contre 1,53 €/kg en moyenne sur cinq ans.

En janvier 2018, le seuil plancher de 1,30 €/kg est atteint (niveau jamais égalé depuis avril 2016). Les cours repartent à la hausse puis s'interrompent en mars dans un contexte de marché européen chargé en viande porcine. Face à une demande en retrait et une forte concurrence américaine sur les marchés internationaux, les cours évoluent peu. Pendant l'été, l'offre européenne se replie de manière saisonnière mais la consommation est freinée par les épisodes de canicule. De plus, les volumes mondiaux sont importants et pèsent sur la (faible) valorisation des cours français et européens pendant l'été. La rentrée de septembre reprend sur un marché intérieur fluide, permettant un soutien modéré des cours, trop tardif cependant pour compenser l'absence de valorisation estivale (autrefois systématique, même pendant les années difficiles telles qu'en 2015 et au début 2016).

Sur les neuf premiers mois de 2018, le prix de l'aliment est inférieur de 8 % au prix moyen 2013-2017, (*graphique 6*). Sur un an, le prix de l'aliment pour porcins est en légère hausse (+ 0,8 %).

Graphique 6
Le prix du porc à la production progresse faiblement en cours d'année 2018 dans un contexte de hausse du coût de l'aliment



Sources : Insee, Agreste

De janvier à juillet 2018, il augmente modérément sur un mois. À partir d'août, la progression s'accélère, consécutive à la sécheresse et à la hausse des cours céréaliers (+ 4 % en deux mois). L'écart positif et croissant entre le prix payé au producteur et le coût de l'aliment habituellement constaté d'avril à septembre se réduit sensiblement en 2018, traduisant la réduction de la marge perçue par les éleveurs (éventuellement conjointement avec les intégrateurs) (*graphique 4*).

La production européenne serait en hausse au 2e semestre 2018

Selon les dernières prévisions, la hausse de la production porcine en France observée au 1er semestre 2018 (+ 2 % en têtes) pourrait s'inverser dans un avenir proche, compte tenu de la baisse estimée des effectifs de truies dans les élevages porcins en mai 2018 (- 1,6 % sur un an). La production française se replierait de 0,6 % au 2e semestre 2018 (comparée à un 2e semestre 2017 dont les niveaux mensuels sont élevés).

Dans l'UE, la production augmenterait au 2e semestre 2018 (+ 1,6 % sur un an selon les dernières prévisions d'Eurostat) avec l'accroissement des principaux cheptels porcins en mai 2018.

Annexe - Porcins

Abattages - production porcine - abattages en 2018

	Abattages		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Production porcine	
	2018	2018/2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018	2018/2017 (%)	2018	2018/2017 (%)
Porcins (têtes)	17 526 687	+ 0,6	455 291	+ 30,2	132 256	+ 4,0	17 849 722	+ 1,2
Porcins (tonnes)	1 625 867	+ 0,7	43 048	+ 26,8	1 978	+ 2,1	1 666 937	+ 1,3

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Production porcine de 2013 à 2018

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018/2017 (%)	2018/Moy 2013-2017 (%)
en têtes								
Abattages bruts	17 706 060	17 612 562	17 714 038	17 918 280	17 416 717	17 526 687	+ 0,6	– 0,8
Production	18 065 052	17 925 576	18 006 019	18 186 927	17 639 182	17 849 722	+ 1,2	– 0,6
en téc								
Abattages bruts	1 601 626	1 608 187	1 628 356	1 659 406	1 614 136	1 625 867	+ 0,7	+ 0,2
Production	1 642 399	1 648 904	1 668 980	1 696 712	1 646 154	1 666 937	+ 1,3	+ 0,4

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande porcine

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
En milliers de tec						
Monde	**487**	**460**	**426**	**447**	**416**	**423**
UE	**351**	**351**	**323**	**300**	**301**	**315**
Italie	92	92	75	59	74	84
Belgique	33	32	33	36	36	36
Royaume-Uni	44	44	39	38	33	32
Allemagne	36	33	27	26	24	25
Espagne	36	32	27	19	23	24
Pays tiers	**135**	**109**	**103**	**147**	**115**	**108**
Chine	22	17	27	73	36	35
Philippines	11	18	13	16	18	20
Japon	7	14	10	12	13	13
En millions d 'euros						
Monde	**933**	**866**	**759**	**801**	**839**	**787**
UE	**712**	**681**	**580**	**542**	**618**	**592**
Italie	187	182	133	104	143	144
Belgique	92	88	87	90	93	87
Royaume-Uni	90	86	77	73	70	67
Allemagne	89	79	63	64	66	68
Espagne	55	50	36	29	38	38
Pays tiers	**221**	**186**	**179**	**259**	**221**	**195**
Chine	39	29	49	126	68	58
Philippines	20	22	15	20	31	28
Japon	18	36	28	38	42	40

Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois

Importations françaises de viande porcine

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
En milliers de tec						
Monde	**463**	**467**	**456**	**425**	**427**	**443**
Pays tiers	**3**	**4**	**5**	**4**	**5**	**5**
UE	**460**	**462**	**452**	**421**	**422**	**439**
Espagne	257	258	247	231	228	229
Allemagne	93	91	84	71	73	75
Italie	40	39	36	42	42	48
Pays-Bas	15	12	12	11	15	19
Belgique	34	34	43	35	34	37
En millions d 'euros						
Monde	**1 174**	**1 200**	**1 093**	**1 012**	**1 155**	**1 126**
Pays tiers	**10**	**12**	**12**	**11**	**12**	**11**
UE	**1 165**	**1 188**	**1 081**	**1 001**	**1 143**	**1 115**
Espagne	607	618	547	496	578	536
Allemagne	259	249	227	186	200	198
Italie	146	155	151	165	181	188
Pays-Bas	32	28	26	23	29	36
Belgique	70	70	68	64	77	79

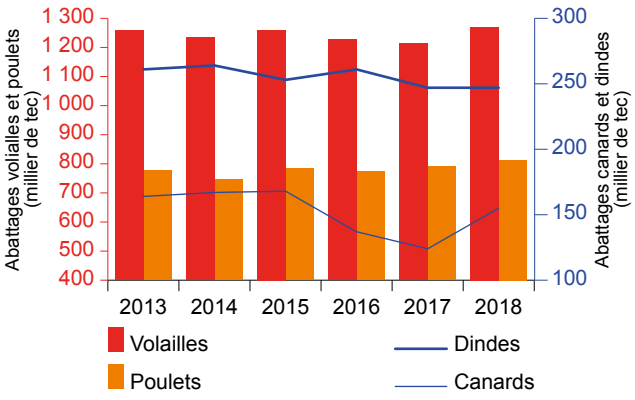
Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois

Volailles

Sur les neuf premiers mois de 2018, les abattages de volailles sont en hausse sur un an ainsi que par rapport à la moyenne 2013-2017. La filière poulet reste dynamique tandis que les abattages de dindes, jusqu'ici en déclin, se stabilisent. Après les épizooties d'Influenza aviaire de 2016 et 2017, l'activité de la filière canard gras renoue progressivement avec des niveaux de production plus habituels. Tandis que le déficit extérieur de viande de poulet se creuse sous l'effet de la hausse des importations, les exportations s'accroissent vers l'UE qui devient ainsi le premier débouché pour la volaille française à compter de juin 2018, la destination Moyen-Orient perdant du terrain. Les prix à la production des volailles de chair sont inférieurs aux cours moyens 2013-2017. Dans un contexte de repli de la production, les prix des œufs restent élevés, après la hausse exceptionnelle de 2017.

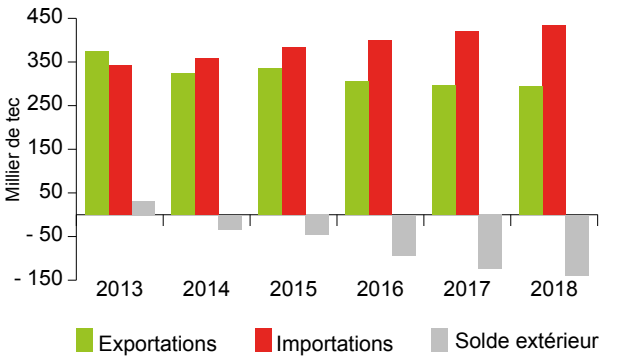
Principaux indicateurs

Graphique 1
Abattages (9 mois*)



Source : Agreste

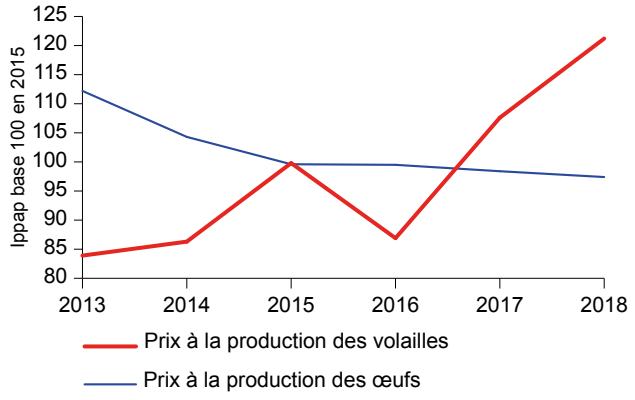
Graphique 2
Commerce extérieur de viande de poulet (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

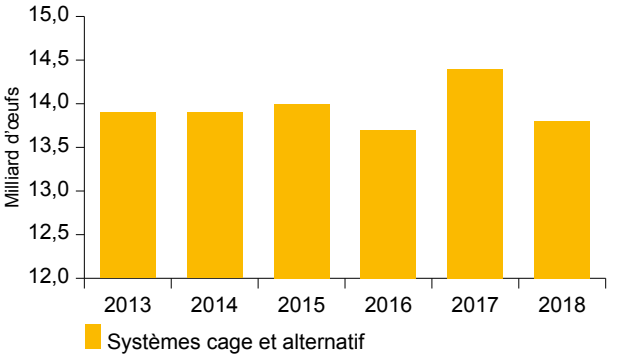
* *Sur les 9 premiers mois de chaque année.*

Graphique 3
Prix à la production des volailles et des œufs (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Graphique 4
Production annuelle d'œufs de consommation (12 mois)



Sources : Modèle de production d'œufs SSP - Itavi - CNPO

Hausse de la production mondiale de volailles

Selon l'OCDE, en 2018, la croissance de la production mondiale de viandes de volailles se poursuivrait (+ 2,5 % sur un an), portée par la hausse de la population et de la consommation. La volaille confirme ainsi son rang de première viande produite et consommée sur la planète, devançant le porc depuis 2016. Sur les huit premiers mois de 2018, l'Union européenne, 3e producteur mondial derrière les USA et la Chine, avec 12 % de la production mondiale (soit 14,7 millions de tonnes (Mt) en 2017), enregistre une hausse de ses abattages de 3,5 %.

En France, sur les neuf premiers mois de 2018, des abattages de volailles tirés par ceux de poulets et de canards gras

En France, sur les neuf premiers mois de 2018, les abattages de volailles, toutes espèces confondues, sont en hausse de 4,7 % sur un an et de 2,6 %

par rapport à la moyenne 2013-2017 (*graphique 1 - annexe Volailles*). Dans l'UE, parmi les principaux pays producteurs, seule l'Italie réduit ses abattages (*encadré*).

La filière poulet reste dynamique (+ 3 % sur un an et + 5 % par rapport à la moyenne 2013-2017). Depuis juillet 2018, les abattages de poulets rompent toutefois avec le rythme soutenu du 1er semestre, suite aux restructurations engagées durant l'été par la filière avicole française. Celles-ci visent à s'adapter aux évolutions des marchés, notamment à la diminution enregistrée depuis quelques années des débouchés pour le poulet «léger» au Moyen-Orient. La filière cherche aussi à regagner des parts de marché dans l'UE et sur le marché français qui fait la part belle aux produits importés destinés à la restauration hors domicile.

En 2018, la filière dinde se maintient après la forte baisse de 2017 (- 5,5 % par rapport à 2016) mettant fin à plusieurs années de déclin depuis 2000. En cumul sur les neuf mois de 2018, ils restent inférieurs de 4 % aux niveaux moyens 2013-2017.

Après les épizooties d'Influenza aviaire de 2016 et 2017, à l'origine d'un recul de 26 % des abattages entre 2015 et 2017, l'activité de la filière canard gras repart à la hausse (+ 25 % sur un an), renouant peu à peu avec des niveaux plus habituels. De mars à août 2018, la forte croissance des abattages de canards gras est à relativiser, le 1er semestre 2017 ayant été marqué par une chute des abattages consécutive aux mesures sanitaires et préventives prises dans les élevages de palmipèdes du Sud-Ouest (plan d'action destiné à endiguer l'épizootie H5N8). Compte tenu de l'augmentation des mises en place de canetons dans les élevages, la reprise de l'activité de la filière foie gras se confirme pour la fin de l'année 2018. Sur les neuf premiers mois de 2018, les mises en place de canetons sont supérieures de 3,6 % à celles de 2015, année qui précède la première influenza aviaire.

Le déficit commercial de viande de poulet continue de se creuser avec la hausse des importations

Déficitaire depuis 2014, le déficit du commerce extérieur de viande de volailles se creuse de nouveau sur les neuf premiers mois de 2018 (*graphique 2*). En volume, il passe de - 79 milliers de tec en 2017 à - 103 milliers de tec en 2018, et en valeur de - 222 millions d'€ à - 281 millions d'€, sous l'effet de la nouvelle dégradation du solde des viandes de poulet (de - 124 000 tec à - 139 000 tec et de - 314 millions d'€ à - 361 millions d'€).

Les exportations de viande et préparations de poulet diminuent peu (- 0,5 % sur un an, soit - 1 500 tec), comparées à 2017 (- 3,2 %) (*annexe*). Les volumes expédiés vers les destinations traditionnelles comme le Moyen-Orient ou le Bénin se replient (- 14 000 tec et - 4 000 tec). Depuis juin 2018, les exportations de viandes de poulet perdent notamment du terrain vers l'Arabie saoudite (- 30 % sur un an). Au total, la perte de débouchés vers les pays tiers (- 22 800 tec) est quasiment compensée par de nouveaux flux vers l'UE (+ 21 300 tec), directs ou indirects (*graphique 5*). Le transit par la Belgique s'accroît notamment (+ 11 800 tec, soit le double par rapport à 2017) pour être ensuite redirigé vers d'autres pays européens ainsi que vers les pays tiers.

Parallèlement à la quasi-stabilité des exportations, les importations de viandes de poulet augmentent (+ 13 300 tec sur les neuf premiers

Sur les huit premiers mois de 2018, les abattages de volailles augmentent dans l'UE

Selon Eurostat, sur les huit premiers mois 2018, les abattages de volailles augmentent dans l'UE de 3,5 % en tonnes sur un an (tableau 1). Seule l'Italie les réduit (- 3,8 %, poulets et dindes). Les abattages de dindes sont particulièrement soutenus en Pologne et en Espagne (+ 20 %).

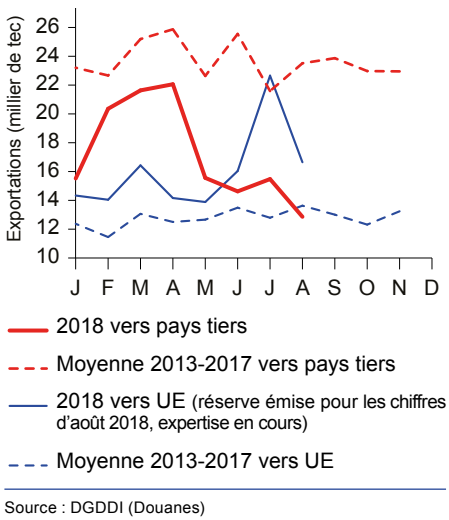
En 2017, la France était le seul pays européen à enregistrer un recul de ses abattages (- 3 %). Compte tenu de l'activité dynamique au 1er semestre 2018, la production française de volailles devrait renouer avec la croissance en 2018.

Tableau 4
En 2018, les abattages de volailles s'accroissent dans l'UE

Principaux pays	Milliers de tonnes	2018/2017 (%)
Pologne	1 671	+ 6,7
France	1 143	+ 6,0
Espagne	1 064	+ 5,2
Allemagne	1 056	+ 5,9
Royaume-Uni	1 222	+ 2,0
Italie	854	- 3,8
Union européenne	**9 068**	**+ 3,5**

Source : Eurostat

Graphique 5
En juin 2018, l'UE devient le 1er débouché pour la viande de poulet devant les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

mois de 2018). La France importe 408 400 tec de l'UE, soit + 10 000 tec, en provenance notamment de Belgique et de Pologne, rétrogradant les Pays-Bas de la 1re à la 3e place parmi nos fournisseurs. Les volumes originaires des pays tiers sont plus modestes (26 000 tec). Par ailleurs, l'embargo instauré sur les viandes de certains abattoirs brésiliens en mars 2017 entraîne une réduction des importations françaises issues de ce pays en 2018 (- 1 700 tec, soit - 19 %). Sur la même période, on observe un report quasiment équivalent en volume vers des achats français de viande thaïlandaise.

Les excédents des échanges extérieurs de viandes de dinde et de canard s'effritent. Les exportations de viande de dinde diminuent de 10 %, essentiellement vers l'Allemagne, mais aussi vers le Bénin et Hong Kong. Le repli doit cependant être relativisé compte tenu de la hausse sensible des volumes expédiés en 2017 (+ 15 %).

Concernant les viandes et préparations de canard, les importations augmentent fortement : près de 25 % de plus, aussi bien pour les viandes que pour le foie gras, essentiellement en provenance de Bulgarie et de Hongrie. Le déficit du commerce extérieur de foie gras se creuse : - 1 100 t en 2018 contre - 500 t en 2015 avant les épizooties aviaires. Depuis les embargos imposés par certains pays asiatiques sur les produits avicoles français, les exportations de foie gras peinent à retrouver les volumes de 2015 (- 36 % vers les pays tiers entre 2015 et 2018). Les volumes expédiés au Japon, 1er débouché sur pays tiers, reculent de 72 % entre 2015 et 2018. Toutefois, les crises sanitaires n'ont pas entraîné de désaffection de la part de la clientèle européenne vis-à-vis du foie gras français : les exportations progressent de 21 % vers l'ensemble de l'UE entre 2015 et 2018.

Les prix à la production des volailles sont inférieurs à la moyenne 2013-2017

Sur les neuf premiers mois de 2018, les prix moyens à la production des volailles sont en baisse légère sur un an (- 1 %) et plus marquée par rapport à la moyenne 2013-2017 (- 5,2 %), (*graphique 3*). Néanmoins, depuis juin 2018, la tendance s'inverse, la hausse des prix à la production reflétant la hausse du coût de l'aliment volailles, lui-même lié à la forte hausse des cours des céréales de la récolte 2018.

Hausse de la consommation apparente des volailles, stabilité des achats des ménages

Au cours des neuf premiers mois de 2018, la consommation apparente de viande de volaille (abattages corrigés du commerce extérieur des viandes) progresse de 6 % : + 4 % pour la viande de poulet, + 3 % pour la dinde et + 31 % pour le canard. La part des importations dans la consommation française reste importante pour le poulet (46 %), contre 16 % pour la dinde et 11 % pour le canard.

Selon l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer sur la période du 25/12/2017 au 7/10/2018, la consommation de viande de volailles à domicile par les ménages se stabilise (- 0,3 % sur un an), après s'être contractée de 1,8 % en 2017. Les achats de viande de canard s'accroissent (+ 2,8 %), ceux de poulet se stabilisent (- 0,5 %) tandis que les volumes consommés de viande de dinde et de pintade diminuent (- 5 % chacune).

Les découpes de viande crue, les produits élaborés à base de volaille et les charcuteries de volaille sont plébiscités, tandis que les achats de volailles entières, toutes espèces, demeurent moins attractifs. Sur les neuf premiers mois de 2018, le prix moyen des viandes de volailles augmente de 1,7 % au stade détail.

Compte tenu de la stabilisation des achats de viande de volaille par les ménages pour leur domicile, la hausse globale de 6 % de la consommation apparente pourrait s'expliquer par le dynamisme de la consommation hors foyer.

Œufs

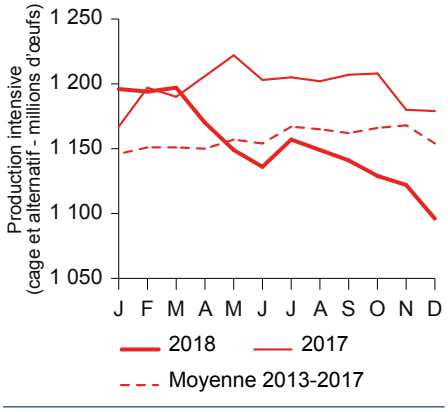
En 2018, la production française d'œufs de consommation se replierait de 3,7 %. Cette tendance pourrait se poursuivre début 2019, compte tenu du repli de l'élevage des poulettes de ponte observé ces derniers mois. Le déficit du commerce extérieur des œufs de consommation se réduit sur un an, mais reste important pour les œufs coquille. Depuis la pénurie européenne déclenchée en 2017 par l'interdiction du Fipronil dans certains pays, les prix des œufs sur le marché français renouent avec les niveaux moyens au printemps 2018, tout en restant supérieurs de 30 % aux prix moyens 2013-2017.

En 2018, baisse de la production d'œufs

Pour 2018, la production française d'œufs est prévue en baisse de 3,7 % sur un an, selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO, après une hausse de près de 4,7 % en 2017 (*graphique 4*). Elle serait également inférieure de 1 % à la production moyenne 2013-2017 (*annexe Volailles*).

Depuis avril 2018, la production d'œufs diminue chaque mois (*graphique 6*), conséquence du repli de 10 % des mises en place dans les élevages des poussins de poulettes de ponte depuis le début de 2018. La baisse des éclosions (- 5 %) se conjugue à une hausse importante des exportations de poussins vers l'Espagne. Compte tenu des baisses des mises en place de poulettes en août et septembre, la production d'œufs devrait reculer début 2019.

Graphique 6
Repli de la production d'œufs depuis avril 2018



Source : Agreste

Cette production est issue à 68 % de systèmes en cage et à 32 % de systèmes alternatifs (biologique, plein air et au sol). En 2010, la part de l'élevage alternatif représentait 22 %.

Sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation reste élevé mais se réduit

En 2018, la balance commerciale des œufs de consommation reste déficitaire, à - 20,5 milliers de teoc, 72 000 teoc d'exportations et 92 000 teoc d'importations (*graphique* 7). Le déficit extérieur se réduit sur un an tout en restant supérieur à la moyenne 2013-2017 (- 9,5 milliers de teoc). S'agissant des seuls ovoproduits industriels, le solde demeure excédentaire (+ 12,3 milliers de teoc) et proche de la moyenne quinquennale (+ 11,5 milliers de teoc).

Les exportations françaises d'œufs de consommation se réduisent de 5 500 teoc (- 16 % pour les œufs coquille et - 4,4 % pour les ovoproduits alimentaires) (*annexe*). Les besoins en œufs coquille des pays du nord de l'UE, exceptionnels en 2017 en raison de la crise du Fipronil, retrouvent des niveaux habituels en 2018 ; en conséquence, les exportations françaises à destination de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne se replient.

En parallèle, les importations d'œufs de consommation baissent de 10,1 milliers de teoc, dont - 8,6 milliers de teoc pour les œufs coquille, majoritairement originaires d'Espagne et de Pologne.

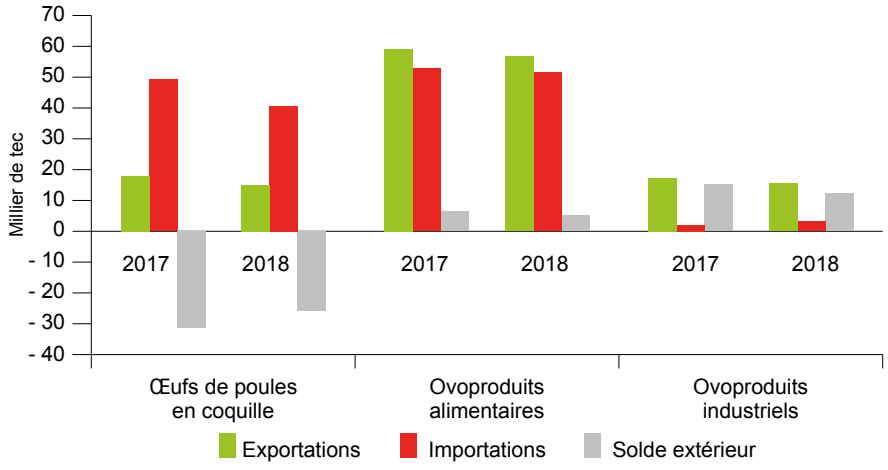
Le prix de l'œuf retrouve une situation plus habituelle au printemps 2018

Après avoir doublé de manière exceptionnelle d'août à décembre 2017 suite à la crise du Fipronil dans certains pays européens, les prix à la production des œufs fléchissent de janvier à mai 2018 (*graphique 8*). Pendant l'été 2018, ils retrouvent les niveaux moyens 2013-2017. Sur les neuf premiers mois 2018, les cours dépassent de 30 % le niveau moyen des cinq dernières années (*graphique 3*).

Stabilité des achats d'œufs par les ménages

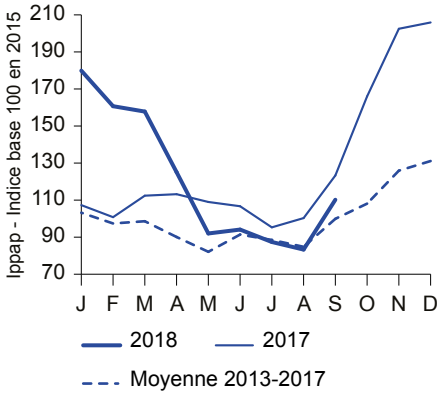
Selon l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, sur les neuf premiers mois de 2018, la consommation d'œufs à domicile des ménages se maintient (+ 0 ,3 % sur un an), après s'être contractée en 2017 (- 1,7 %). La demande en œufs de poules élevées en cage diminue de 4 %, ne représentant plus que 45 % des ventes de détail, au profit des productions de plein air (+ 7 %), biologiques (+ 4 %) et au sol (+ 9 %). Les œufs issus des productions biologiques et de plein air représentent 33 % et 11 % des achats des ménages. Sur la période, le prix moyen des œufs augmente de 2,8 % au stade détail.

Graphique 7
En 2018, le déficit du commerce extérieur des œufs se réduit



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 8
En 2018, le prix de l'œuf retrouve des niveaux plus habituels



Sources : Insee, Agreste

Annexe - Volailles

Abattages des volailles

Abattages	2018	2018/2017 (%)	2018/ Moy 2013-17 (%)
Millions de têtes			
VOLAILLES DE CHAIR	**693**	**+ 1,4**	**– 1,5**
Poulets	**570**	+ 0,1	– 1,3
Dindes	**30**	– 1,7	– 7,4
Canards	**51**	+ 18,7	+ 0,9
Milliers de tec			
VOLAILLES DE CHAIR	**1 270**	**+ 4,7**	**+ 2,6**
Poulets	**813**	+ 3,0	+ 5,1
Dindes	**247**	– 0,0	– 4,0
Canards	**155**	+ 25,3	+ 2,3

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Exportations de viande de volaille

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
VIANDE DE VOLAILLE	*En tec*					
Monde	**473 502**	**420 241**	**428 479**	**394 590**	**393 217**	**385 292**
UE	186 485	174 803	177 239	185 203	194 598	212 366
Pays tiers	287 017	245 438	251 240	209 387	198 619	172 926
VIANDE DE VOLAILLE	*En million d'€*					
Monde	**894 373**	**777 364**	**844 454**	**738 099**	**738 507**	**760 295**
UE	479 511	458 902	470 874	480 011	492 341	532 113
Pays tiers	414 861	318 462	373 581	258 088	246 166	228 182
VIANDE DE POULET	*En tec*					
Monde	**374 418**	**325 237**	**336 259**	**306 696**	**296 936**	**295 462**
UE	114 117	106 507	109 475	120 678	122 791	144 079
Espagne	22 587	23 301	27 736	26 127	24 896	26 463
Belgique	15 629	14 095	13 615	11 429	12 478	24 287
Pays tiers	260 300	218 729	226 784	186 018	174 145	151 383
Arabie Saoudite	128 836	99 695	111 681	95 674	78 132	70 575
Afrique sub-saharienne	26 429	23 422	30 253	29 095	31 216	28 816

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Importations de viande de volaille

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
VIANDE DE VOLAILLE	*En tec*					
Monde	**393 842**	**412 272**	**433 878**	**454 484**	**472 450**	**488 631**
UE	368 550	381 930	406 337	425 979	446 929	459 724
Pays tiers	25 293	30 342	27 541	28 505	25 521	28 907
VIANDE DE VOLAILLE	*En million d'€*					
Monde	**842 353**	**875 440**	**902 029**	**934 000**	**960 757**	**1 040 940**
UE	776 614	804 238	835 855	873 257	904 469	971 633
Pays tiers	65 739	71 202	66 174	60 743	56 288	69 307
VIANDE DE POULET	*En tec*					
Monde	**343 312**	**358 748**	**382 628**	**399 453**	**421 173**	**434 463**
UE	321 062	332 689	358 175	373 669	398 497	408 443
Belgique	89 374	90 570	83 729	92 343	92 941	100 780
Pologne	34 624	44 437	59 340	63 720	77 139	91 215
Pays-Bas	90 213	85 542	90 365	93 323	98 295	84 394
Allemagne	42 327	45 665	48 279	45 623	46 501	43 870
Pays tiers	22 250	26 059	24 453	25 784	22 676	26 020

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Production d'œufs de consommation

Milliard d'œufs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moy 2013-17
Production intensive d'œufs	13,9	13,9	14,0	13,7	14,4	13,8	14,0

Modèle Itavi-SSP-CNPO

Exportations d'œufs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
ŒUFS DE CONSOMMATION	*en teoc*					
Monde	87 650	90 191	90 305	94 141	94 339	90 250
UE	78 142	81 194	77 886	80 397	80 825	79 199
Pays Tiers	9 508	8 997	12 419	13 744	13 514	11 051

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Importations d'œufs

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
ŒUFS DE CONSOMMATION	*en teoc*					
Monde	82 930	76 147	89 207	93 920	104 243	95 251
UE	82 686	74 443	87 738	92 890	103 141	94 762
Pays Tiers	245	1 704	1 469	1 030	1 102	488

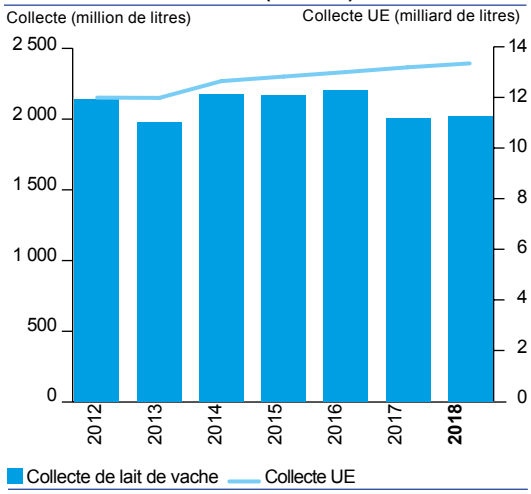
Source: Agreste et DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

LAIT

En 2018, la croissance de la collecte mondiale de lait ralentit : la sécheresse estivale, notamment en Europe et en Australie, impacte le dynamisme des principaux bassins laitiers. Cette situation permet en retour de stabiliser les marchés et d'améliorer le prix du lait à la production. En France, le prix du lait standard s'établit à 334,5 € en moyenne pour 1 000 litres sur les neuf premiers mois de 2018, en légère hausse de 1,4 % par rapport à 2017. Les cours des produits laitiers sont bien orientés grâce à une collecte européenne modérée.

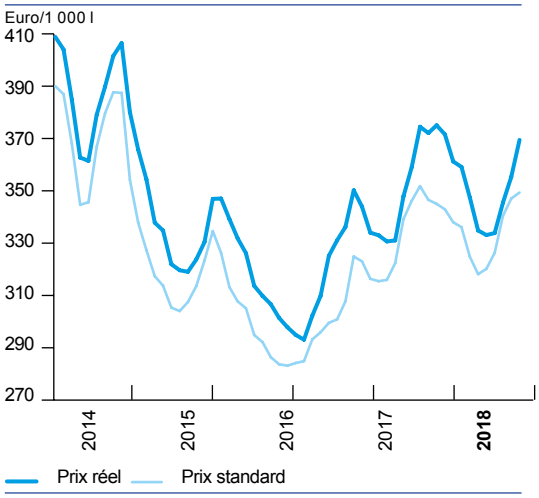
Principaux indicateurs

Graphique 1
Collecte de lait de vache (9 mois*)



Sources: Agreste, Eurostat

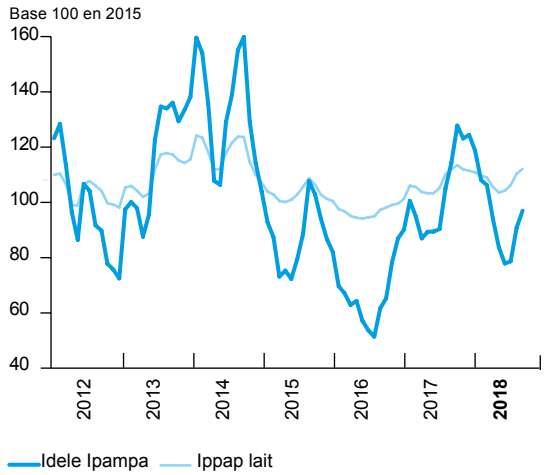
Graphique 2
Prix du lait de vache



Sources : Enquête mensuelle laitière/SSP/FranceAgriMer

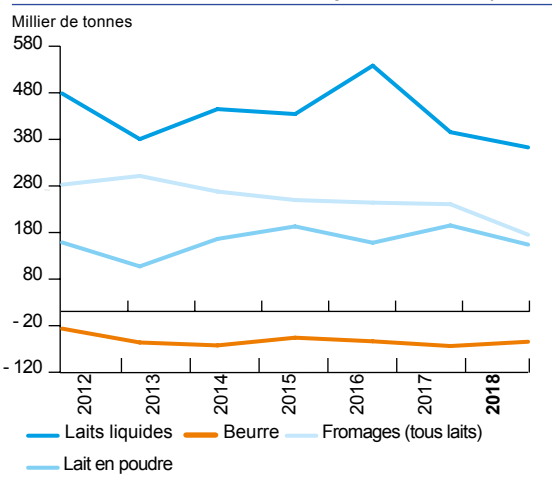
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Indices de prix et de coût du lait



Source : Insee (Ippap) - Idele MILC (Marge Ipampa lait de vache sur coût indicé)

Graphique 4
Solde du commerce extérieur des produits laitiers (9 mois*)



Source : Douanes DGDDI

Une hausse limitée de la collecte mondiale de lait en 2018

En 2018, en cumul des sept premiers mois, la collecte de lait des cinq principaux pays exportateurs (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne) progresse de 1,7 % par rapport à 2017, tirée par celle des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. La production laitière augmente de façon modérée dans l'Union européenne et est stoppée en Australie, confrontée à une importante sécheresse.

L'Europe du Nord pénalisée par la sécheresse

Après un printemps froid et tardif, les prairies de plusieurs pays européens ont pâti durant l'été des différents épisodes de sécheresse et de chaleur. En pesant sur l'alimentation des troupeaux, la baisse des récoltes fourragères est à l'origine du ralentissement de la collecte de lait depuis juillet 2018 : + 0,9 %, à 107 millions de tonnes en cumul sur neuf mois *(graphique 1)*. Les répercussions sont plus prononcées au Nord qu'au Sud de l'UE. Dynamique malgré tout dans les principaux pays producteurs : en Allemagne (+ 2,9 %), Pologne (+ 2,5 %), Espagne (+ 2,2 %) et en Italie (+ 1 %), la collecte se stabilise en Irlande (+ 0,2 %) et recule aux Pays Bas (- 1,6%), pays soumis au « Plan phosphore » validé par la Commission européenne le 3 février 2017. Les effets de la sécheresse pourraient perdurer au-delà de 2018 car, outre l'insuffisance de fourrages, leur moindre qualité risque d'affecter durablement la productivité des vaches. D'autre part, les éleveurs pourraient être amenés à réduire leur troupeau afin d'économiser leurs stocks fourragers, certains ayant même déjà entamé les réserves de fourrage de l'hiver.

Le marché mondial des produits laitiers tiré par une demande dynamique

Grâce à une demande soutenue sur les sept premiers mois de 2018, les échanges mondiaux des principaux produits industriels sont soutenus. Les exportations mondiales de beurre et de poudre de lait écrémé augmentent respectivement de 6,3 % et de 4,1 % par rapport à 2017. Celles de fromage sont en moyenne stables sur les sept premiers mois de 2018 (+ 0,1 %). Les volumes de beurre restent alignés sur les bas niveaux de 2017 mais les envois reprennent, notamment à destination des États-Unis.

Redressement général des cours mondiaux des produits laitiers

En progression depuis le début de l'année 2018, les prix des produits laitiers augmentent globalement sur les marchés internationaux sur un an, mais la situation s'avère néanmoins contrastée selon les produits. Les prix du fromage sont orientés à la hausse, ceux du beurre également : le prix du beurre s'accroît en Europe de 2,5 % en cumul sur dix mois. En revanche, les cours de la poudre de lait écrémé restent bas depuis le début de l'année (- 20,3 %), malgré une demande soutenue.

Les ressources laitières pourraient continuer de pâtir des conditions météorologiques défavorables dans de nombreux pays d'Europe et en Australie, contribuant ainsi à soutenir les cours des produits laitiers.

La fabrication de beurre repart à la hausse en Europe

Face à une collecte moins dynamique, les transformateurs européens privilégient la fabrication de beurre en 2018 (+ 1,6 % sur les neuf premiers mois) et celle de fromages (+ 0,4 %) aux débouchés plus assurés.

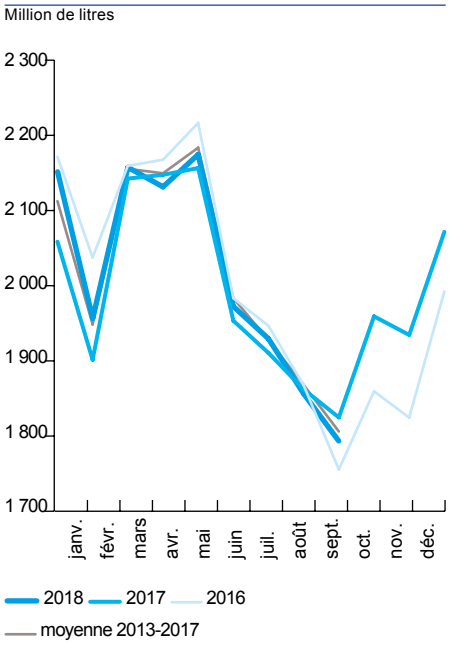
Depuis mars 2018, les exportations diminuent. En effet, les prix moins compétitifs en Europe qu'aux États-Unis et en Océanie freinent les ventes. Les stocks européens de beurre restent faibles. En revanche, les volumes de poudre de lait écrémé produits sont quasiment stables sur les neuf premiers mois de 2018. Grâce aux débouchés vers les pays tiers, les stocks de poudre de lait écrémé baissent progressivement pour s'établir à 163 000 tonnes fin novembre. Les exportations de poudre de lait vers les pays asiatiques sont toutefois en repli. En lien avec le repli de la consommation sur le marché européen, la production de lait liquide diminue de 2,1% en cumul de janvier à septembre 2018.

Une collecte laitière stable en France sur l'ensemble de l'année 2018

Sur les sept premiers mois de l'année 2018, la collecte de lait de vache en France enregistre une hausse de 1,3 %. La sécheresse estivale et son impact sur les disponibilités fourragères ont provoqué un décrochage de la collecte à partir du mois d'août, recul qui devrait s'amplifier jusqu'à la fin de l'année. De janvier à septembre 2018, la hausse n'est plus que de 0,8 % et au total sur l'ensemble de l'année 2018, la collecte serait très proche de celle de 2017 et du niveau moyen 2013-2017 *(graphique 5 – annexe Lait)*. Les régions les plus touchées par la sécheresse se situent dans l'Est (Grand-Est, Bourgogne, Franche-Comté) mais la production diminue également dans les bassins laitiers de l'Ouest : la Bretagne, la Normandie et surtout les Pays de la Loire.

Graphique 5

En 2018, la collecte française de lait de vache demeure en deçà du niveau de 2016 et dépasse légèrement celui de 2017



Source: Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Collecte de lait biologique : en nette progression

En lien avec un nombre accru de producteurs biologiques en 2018, la collecte de lait issue de l'agriculture biologique ne cesse de croître : + 35 % sur les neuf premiers mois de 2018 par rapport à 2017. Sa part progresse ainsi de 1,3 point par rapport à 2017, atteignant 3,5 % de la collecte totale de lait de vache. Le dynamisme de la collecte permet de développer la fabrication de produits laitiers biologiques afin de répondre à la demande croissante des consommateurs. L'équilibre du marché est ainsi maintenu.

Dégradation de la marge des éleveurs depuis juillet 2018 et stabilisation des prix du lait

En lien avec la hausse du coût de l'énergie, les coûts de production (Ipampa lait de vache de l'Idèle) sont en hausse depuis le milieu de l'année 2018 *(graphique 3).* En moyenne de janvier à juillet 2018, ils augmentent de 12,5 % par rapport à 2017.

Sur les neuf premiers mois de 2018, le prix du lait standard est estimé à 334,5 € pour 1000 litres, en hausse de 1,5 % par rapport à la même période de 2017 *(graphique 2)*. Le prix du lait à teneurs réelles s'établit à 350,3 € pour 1 000 litres, en progression de 1 % par rapport à 2017. Il suit la même évolution que les produits industriels « beurre et poudre de lait ».

Un marché du beurre toujours tendu en 2018 malgré la hausse de la production

Sur les neuf premiers mois de 2018, la plupart des fabrications françaises de produits laitiers sont orientées à la baisse *(annexe)*. Les volumes supplémentaires de lait sont essentiellement utilisés dans les fabrications de beurre (+ 2,2 % sur un an en 2018). Sans pour autant atteindre les sommets de l'année précédente, le prix du beurre reste élevé (+ 8,1 %) en cumul depuis le début de l'année.

Les fabrications de poudre de lait sont en baisse de 8,2 % sur la même période. Le marché de la poudre de lait demeure déprimé en lien avec l'abondance des stocks, même si la demande internationale est bien orientée. Le prix de la poudre de lait écrémé se maintient à des niveaux très bas, en baisse de 27,3 % sur les dix premiers mois de 2018 par rapport à 2017. Parmi les autres produits laitiers, les fabrications de lait liquide (- 2,9 %), de yaourts et desserts lactés (- 2 %), de fromages (- 1,5 %) poursuivent leur repli, conséquence d'une moindre consommation des ménages.

Le marché des produits laitiers est contrasté : l'excédent commercial s'accroît pour les laits liquides et les fromages grâce aux débouchés importants. *A contrario*, l'excédent des yaourts et desserts lactés se détériore, tandis que le déficit se creuse pour le beurre *(graphique 4 - annexe).*

Annexe - Lait

Collecte et prix moyen du lait de vache

	Collecte			Prix moyen		
	2018 (1000 litres)	Evol 2017/2018 (%)	Evol MQ* (%)	2018 *	Evol 2017/2018 (%)	Evol MQ** (%)
Janvier	2 148 433	+ 4,5	+ 1,8	362,6	+ 3,1	+ 2,9
Février	1 953 927	+ 2,5	+ 0,4	359,7	+ 4,1	+ 3,0
Mars	2 154 746	+ 0,6	+ 0,1	348,5	+ 3,9	+ 2,8
Avril	2 128 867	– 0,8	– 0,8	336,0	+ 0,3	+ 1,4
Mai	2 172 046	+ 0,7	– 0,4	334,2	+ 0,2	+ 0,7
Juin	1 970 395	+ 0,9	– 0,6	334,5	+ 0,3	– 1,6
Juillet	1 927 431	+ 1,0	+ 0,1	345,2	– 1,4	– 1,1
Août	1 854 028	– 0,3	– 0,4	354,2	– 1,9	– 1,4
Septembre	1 791 212	– 1,7	– 0,7	345,7	– 2,9	– 5,7
Cumul 9 mois	**18 101 086**	**+ 0,8**	**– 0,1**	**348,5**	**+ 0,6**	**+ 0,6**
dont Lait bio	605 418	+ 34,5	+ 45,8	457,0	– 1,3	+ 3,2

* Prix en €/1000 l

** Evolution par rapport à la moyenne quinquennale 2013/2017

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Fabrication de produits laitiers

	Cumul 2017 (9 mois)		Cumul 2018 (9 mois)	
	Qté	2017/2016 (%)	Qté	2018/2017 (%)
LAIT CONDITIONNÉ	**2 436 629**	**– 3,7**	**2 365 651**	**– 2,9**
Lait UHT	2 256 485	+ 4,5	2 159 621	– 4,3
YAOURT ET DESSERT LACTÉ	**1 580 442**	**+ 2,1**	**1 548 078**	**– 2,0**
Yaourt et lait fermenté	1 077 858	+ 2,6	1 050 177	– 2,6
Dessert lacté frais	472 358	– 0,6	**467 716**	– 1,0
Dessert lacté longue conservation	30 225	– 12,2	30 185	– 0,1
CREME CONDITIONNÉE	**338 645**	**+ 3,8**	**333 101**	**– 1,6**
Crème fraîche :	124 093	+ 0,9	124 149	+ 0,0
MATIÈRES GRASSES (1)	**311 443**	**– 8,6**	**318 198**	**+ 2,2**
Beurre	264 695	– 6,6	269 404	+ 1,8
Beurre anhydre de crème (MGLA * 1,22)	40 734	– 18,9	42 691	+ 4,8
Spécialités à tartiner	6 014	– 11,9	6 102	+ 1,5
SÉCHAGE DE POUDRE DE LAIT	**415 039**	**– 7,8**	**380 851**	**– 8,2**
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	305 625	– 11,3	291 452	– 4,6
Autres poudres de lait (1,5% et plus)	109 414	+ 3,6	89 399	– 18,3
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	**138 213**	**+ 8,8**	123 421	**– 10,7**
LAIT CONCENTRÉ CONDITIONNÉ	**7 235**	**– 12,7**	9 840	**+ 36,0**
TOTAL FROMAGE DE VACHE (hors fondus)	**1 290 696**	**– 1,1**	**1 271 075**	**– 1,5**
FROMAGES FONDUS issus de la fonte de fromages	**83 459**	**+ 3,1**	83 567	**+ 0,1**
CASÉINES ET CASÉINATES	**34 356**	**+ 16,3**	**36 931**	**+ 7,5**
POUDRE DE BABEURRE	**21 766**	**– 1,0**	**21 649**	**– 0,5**
POUDRE DE LACTOSÉRUM	**414 271**	**– 0,7**	**385 449**	**– 7,0**

(1) MATIÈRES GRASSES = Beurre + (MGLA * 1,22) + spécialités à tartiner

(2) Comté : Données estimées

Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Commerce extérieur

	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Laits liquides	143 848	124 747	267 346	270 314	123 498	145 566
Beurre	133 031	140 654	52 033	50 991	-80 999	-89 663
Fromages (tous laits)	240 442	252 474	446 841	444 196	204 496	235 230
Laits en poudre	50 167	55 386	236 914	229 041	186 747	173 656
Yaourts et desserts lactés	299 128	320 111	923 434	895 131	624 306	575 020
Yaourts et laits fermentés	34 596	36 301	160 419	149 424	125 824	113 123
Desserts lactes frais	25 786	29 771	119 347	117 729	93 561	87 958

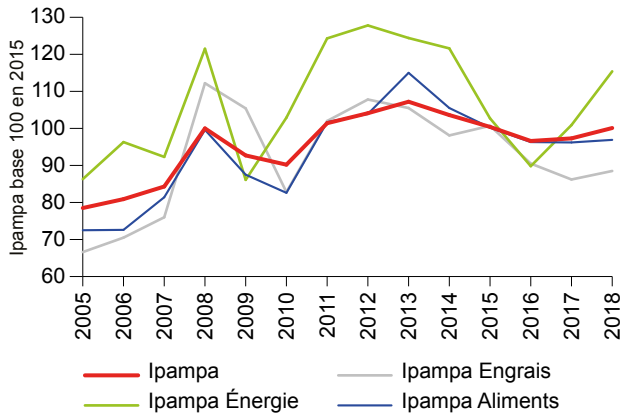
Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

INTRANTS

Sur les neuf premiers mois de 2018, les prix des moyens de production achetés par les exploitants agricoles s'accroissent sur un an (+ 2,9 %) pour la deuxième année consécutive, principalement sous l'effet de la forte hausse des prix de l'énergie et, à un moindre degré, des engrais. La production en volume d'aliments pour animaux d'élevage est quasiment stable, de même que les prix ; la croissance de la production d'aliments pour volailles compense la baisse de celle à destination des porcins. Sur la campagne 2017-2018, les livraisons d'engrais reprennent, avec pour l'azote, une augmentation des prix d'achat pour la première fois depuis 2014-2015.

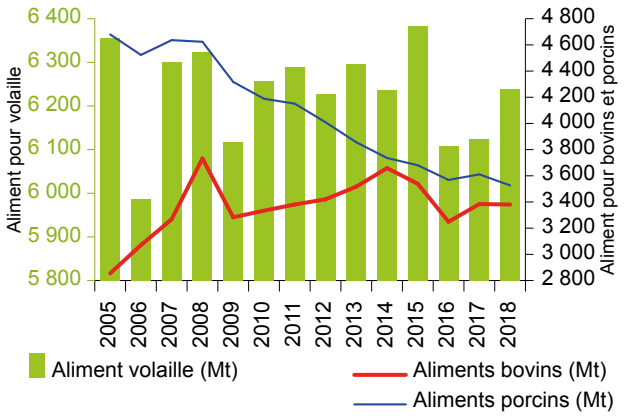
Principaux indicateurs

Graphique 1
Prix des intrants (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

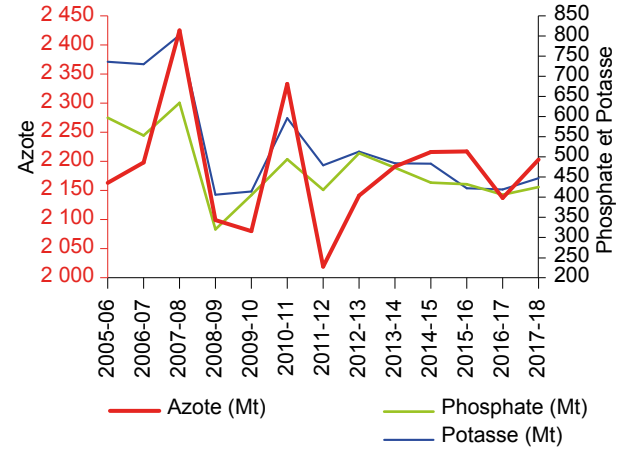
Graphique 2
Production d'aliments composés par espèce (9 mois*)



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA

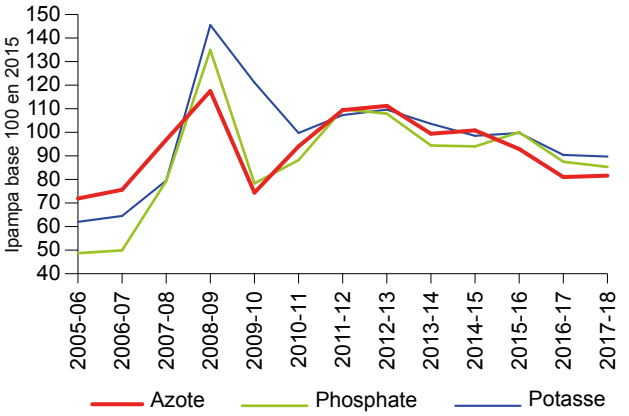
* *Sur les 9 mois de chaque année.*

Graphique 3
Livraisons d'engrais par campagne



Source : Unifa

Graphique 4
Prix des engrais par campagne (Ipampa) (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Après un repli en 2014 et 2015, le prix des moyens de production, mesuré par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole, s'accroît pour la deuxième année consécutive (*graphique 1 - annexe Intrants*). Sur les neuf premiers mois de 2018, les cours des engrais et surtout de l'énergie contribuent pour l'essentiel à cette hausse. Après plusieurs années de baisse ou de stabilité, les autres consommations intermédiaires (aliments des animaux, produits de protection des cultures) participent également mais de façon très modérée à l'augmentation des coûts.

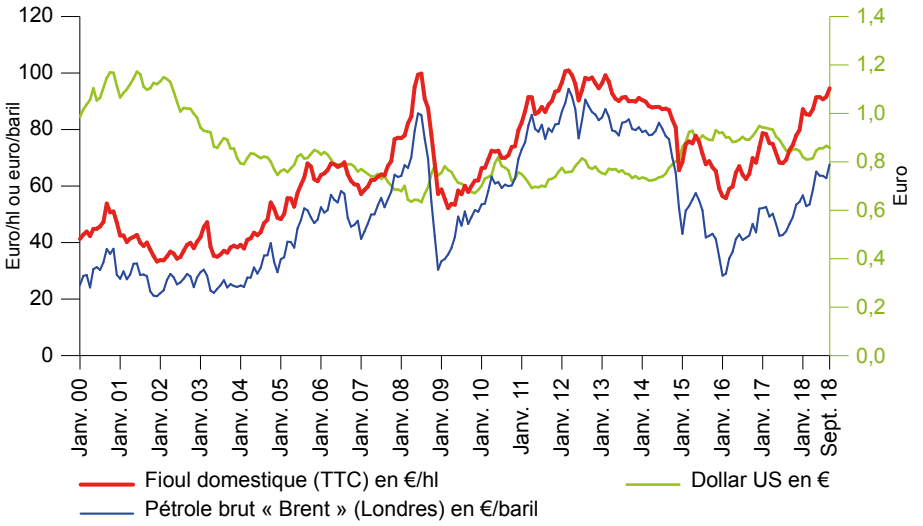
En 2018, les prix de l'énergie, qui représente 12 % des intrants, augmentent fortement en janvier puis se replient en février, avant de repartir à la hausse entre mars et mai. En juin et juillet, ils se contractent légèrement puis progressent en août et septembre. En moyenne sur un an,

de janvier à septembre 2018, les prix de l'énergie s'accroissent de 14,4 %, prolongeant la hausse de 10,6 % de l'an dernier, alors qu'ils avaient baissé de manière continue de 2013 à 2016.

Amorcée en 2017, la hausse des cours du pétrole de la mer du Nord (Brent) se poursuit en 2018 (*graphique 5*). En février 2018, les prix en euros diminuent après sept mois de hausse pour augmenter légèrement à nouveau en mars. En avril 2018, les cours s'accélèrent, sous l'effet d'une demande vigoureuse et des tensions géopolitiques internationales. Les prix repartent à la baisse jusqu'à la mi-août, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine menaçant de peser sur la croissance mondiale et donc la demande en pétrole, pour se ressaisir ensuite. À partir de la mi-septembre, les prix s'envolent pour retomber depuis la mi-octobre au niveau des cours d'août.

Les prix du fioul carburant, qui représente la moitié du poste énergie, suivent la même tendance : en augmentation de 22 % sur les neuf premiers mois de 2018, après une hausse déjà sensible en 2017.

Graphique 5
Amorcée fin 2016, la hausse du prix l'énergie s'accélère en 2018 sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole



Sources : Insee, ministère de l'Industrie - Moyenne sur les neuf premiers mois de l'année

Les prix des semences et des produits phytosanitaires sont en légère hausse

Après avoir été plutôt stables tout au long de 2017, les prix des semences, qui représentent 7 % des intrants, se redressent pendant les neuf premiers mois de 2018. Sur un an, les prix sont quasiment stables (+ 0,2 %), après plusieurs années de baisse. Pour la première fois depuis 2014, les prix des produits de protection des cultures s'accroissent sur un an (+ 0,7 %).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018, le volume de la production d'aliments pour animaux d'élevage tend à se stabiliser après la hausse en 2017

En cumul de janvier à septembre, la fabrication d'aliments composés se maintient (- 0,2 %) par rapport à la même période de l'année précédente (*annexe*). La croissance de la production d'aliments pour volailles (+ 1,9 %) compense le recul de celle à destination des porcins (- 2,3 %) tandis que la fabrication d'aliments pour bovins reste globalement stable (*graphique 2 - annexe*).

La production d'aliments pour volailles bénéficie de la reprise des fabrications d'aliments destinés aux palmipèdes gras, encouragée par le redressement de la filière après l'épizootie aviaire survenue en 2017. *A contrario*, la production d'aliments pour dindes recule de nouveau (- 2,4 %), en lien avec la tendance à la baisse des abattages tandis que les fabrications à destination des filières poulets et pondeuses demeurent relativement stables.

Après un léger rebond en 2017, les fabrications d'aliments porcins repartent à la baisse, les besoins en aliments étant moins importants avec la réduction du cheptel. Par ailleurs, les éleveurs continueraient de privilégier, dans la mesure du possible, les aliments fabriqués à la ferme au détriment des aliments composés (- 2 %). En effet, d'après les bilans céréaliers et oléoprotéagineux prévisionnels de 2018-2019, l'autoconsommation progresserait par rapport à la campagne 2017-2018, indiquant que les éleveurs s'orienteraient vers des ressources produites sur l'exploitation.

Après une relative stabilité en 2017, la quantité d'aliments industriels destinés aux vaches laitières s'accroît légèrement en 2018 : + 0,6 % sur un an, dans un contexte de ralentissement de la croissance de la collecte laitière. En revanche, le repli des fabrications d'aliments composés pour les autres bovins (- 1,7 %) accompagne la contraction du cheptel viande.

Sur le dernier trimestre 2018, la production d'aliments composés pourrait augmenter, la sécheresse survenue cet été et la réduction des ressources fourragères pouvant contraindre les éleveurs à augmenter leurs besoins en aliments industriels. Par ailleurs, l'activité de la filière palmipèdes s'accélère à l'approche des fêtes de fin d'année, ce qui pourrait également générer une demande supplémentaire en aliments composés étant donné l'intégration importante au sein de la filière volaille.

En 2018, les prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage se maintiennent par rapport à 2017

Après une relative stabilité en fin d'année 2017, les cours des matières premières agricoles sont à nouveau en hausse en 2018 : + 6 % en moyenne de janvier à septembre 2018 par rapport aux prix de 2017, tout en restant inférieurs à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 3,9 %).

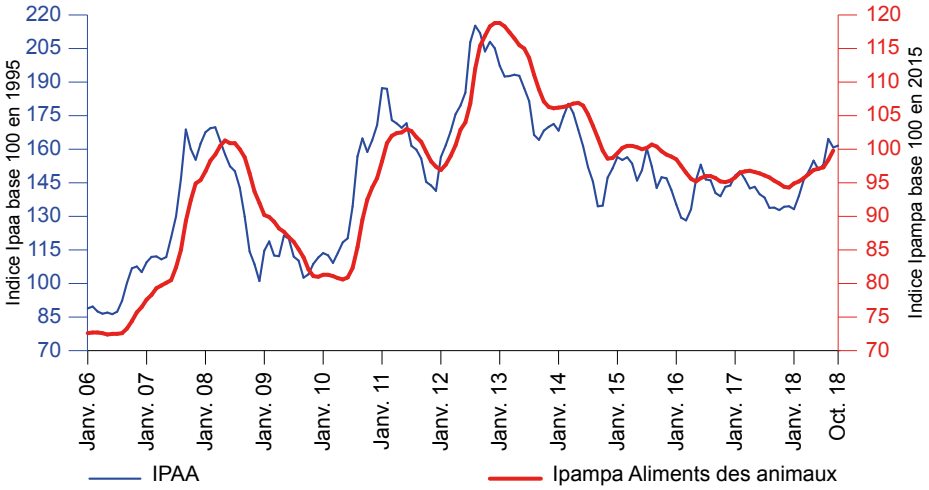
La hausse des matières premières se répercute sur le coût des fabrications

d'aliments composés, mais de manière amortie : depuis le début de 2018, le coût de l'alimentation animale (27 % des intrants) mesuré par l'Ipampa, s'établit légèrement au-dessus de celui de 2017 (+ 0,1 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 6*).

La hausse du coût de l'aliment pénalise plutôt les exploitations hors sol (porcins et volailles) pour lesquelles il représente environ 60 % de la valeur du produit brut de l'exploitation. S'agissant de la filière avicole, sa forte intégration favorise le parallélisme entre les prix à la production et les coûts d'élevage contractualisés par les intégrateurs. En conséquence, le prix à la production s'écarte très peu du prix théorique couvrant le coût de l'alimentation animale.

Graphique 6

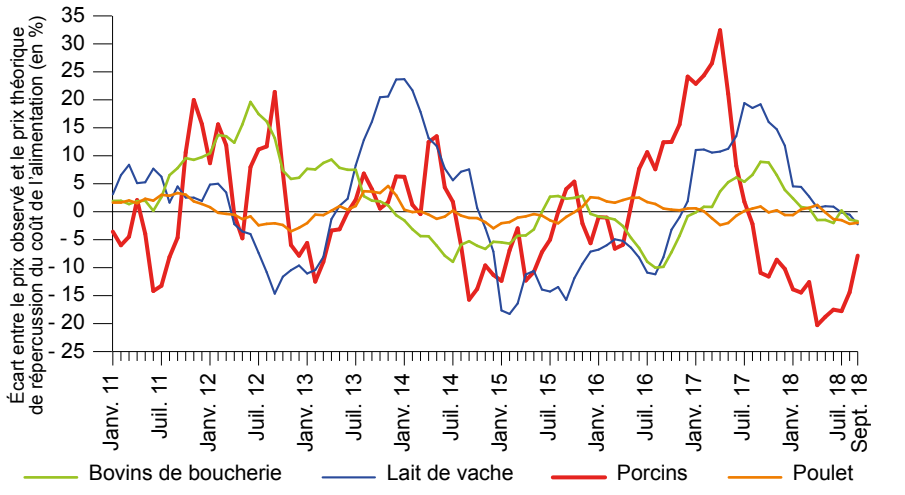
Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moins fortes



Sources : Agreste et Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale)

Graphique 7

En 2018, les prix à la production du porc sont inférieurs aux prix de compensation du coût de l'alimentation animale



Note de lecture : le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale est égal au prix qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente.

Sources : Insee, Agreste

Il n'en va pas de même pour la production porcine : depuis le début de l'année 2018, les prix à la production des porcs sont inférieurs au prix permettant de compenser en totalité l'évolution du coût de l'aliment (*graphique 7*), dégradant les marges des éleveurs. Sur la fin d'année, l'écart entre le prix effectif à la production et le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale devrait rester négatif, le coût des matières premières se maintenant à un niveau élevé. Toutefois, l'écart devrait se resserrer si la hausse du prix à la production porcine se poursuivait.

Lors de la campagne 2017-2018, les livraisons d'engrais se redressent

Lors de la campagne 2017-2018, les livraisons d'engrais reprennent. La hausse reflète avant tout un rétablissement par rapport à un niveau historiquement faible. Lors de la campagne 2016-2017, elles avaient sensiblement reculé, subissant le contrecoup des mauvaises récoltes céréalières de 2016.

Les livraisons d'azote augmentent de 3,1 % sur un an lors de la campagne de juillet 2017 à juin 2018, tout en restant proches de la moyenne quinquennale (*graphique 3 - annexe*). Parallèlement, pour la première fois depuis la campagne 2014-2015, les prix d'achat de ces engrais sont en hausse (+ 0,7 % par rapport à la campagne précédente).

Sur la campagne de mai 2017 à avril 2018 pour le phosphate et la potasse, les livraisons reprennent également, après plusieurs années de repli. Malgré l'augmentation de 5 % par rapport à la campagne précédente, les achats d'engrais phosphatés demeurent sous la moyenne des cinq dernières campagnes. Il en va de même avec les livraisons d'engrais potassiques (+ 6,5 % sur un an et inférieures au niveau moyen). À l'image de la campagne précédente, les prix d'achat des engrais phosphatés et potassiques se replient sur un an (respectivement - 2,5 % et - 0,7 %). Sur les quatre premiers mois de la campagne 2018-2019, les prix de ces deux types d'engrais repartent à la hausse sur un an (*graphique 4*).

Annexe - Intrants

Indice de prix d'achat des moyens de production agricole

	Pondérations (%)	2017	2018	Evolution (%)	Moyenne 2013-2017
Ensemble des biens et services de consommation courante	**100,0**	**97,3**	**100,1**	**+ 2,9**	**101,0**
dont					
Semences	7,4	97,1	97,3	**+ 0,2**	99,1
Énergie et lubrifiants	12,3	100,9	115,4	**+ 14,3**	107,9
Engrais et amendements	14,1	86,2	88,5	**+ 2,6**	96,2
Produits de protection des cultures	11,1	98,6	99,3	**+ 0,7**	99,7
Aliments des animaux	28,2	96,2	96,9	**+ 0,7**	102,7

Indice base 100 en 2015 - Moyenne sur 9 mois

Source : Insee, Agreste

Production d'aliments composés

	Production d'aliments composés (milliers de tonnes)			Ipampa (indice 100 base 2015)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2017	2018	Evol %	2017	2018	Evol %
Bovins	3 384	3 381	– 0,1	95,1	95,2	+ 0,1
Ovins Caprins	489	483	– 1,1	96,0	96,7	+ 0,8
Porcins	3 611	3 527	– 2,3	94,8	96,2	+ 1,4
Volailles	6 124	6 239	+ 1,9	96,2	95,7	– 0,5
Lapins	227	208	– 8,3	94,9	94,9	– 0,1
Allaitement	242	236	– 2,6	104,4	95,9	– 8,1
Animaux de ferme	**14 402**	**14 380**	**– 0,2**	**95,7**	**95,8**	**+ 0,1**

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash.

Livraisons d'engrais en quantités d'éléments fertilisants

	Campagne 2016-2017	Campagne 2017-2018	Evolution (%)	Moyenne 2013/14-2017/18
Azote	2 136,9	2 202,6	+ 3,1	2 192,7
Phosphate	405,5	425,4	+ 4,9	434,6
Potasse	419,4	446,7	+ 6,5	451,0

Campagne pour l'azote : de juillet à juin. Campagne pour le phosphate et la potasse de mai à avril

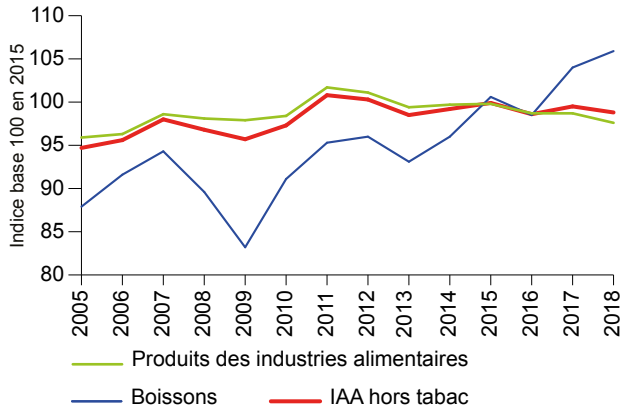
Source : Insee, Agreste

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

En 2018, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait légèrement reculer sous l'effet du repli des fabrications de produits alimentaires, en lien avec la baisse de la demande intérieure. Sur les huit premiers mois de 2018, l'excédent commercial des IAA est globalement stable en valeur, la hausse de l'excédent des boissons compensant la dégradation du déficit des produits alimentaires. Les prix à la production des IAA restent également globalement étales. À l'inverse, le chiffre d'affaires devrait poursuivre sa croissance sur un an, mais à un rythme plus modéré qu'en 2017.

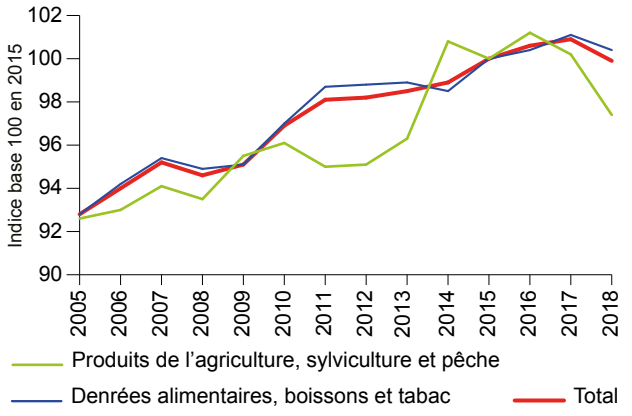
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production (8 mois*)



Source : Insee, indice de production industrielle CVS-CJO

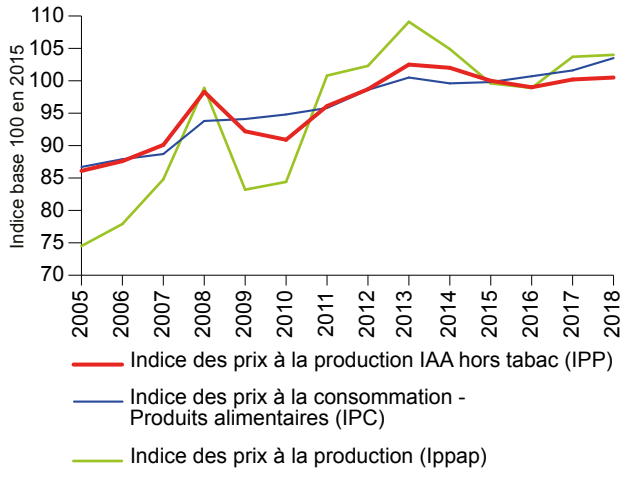
Graphique 2
Dépenses de consommation des ménages (8 mois*)



Source : Insee, comptes trimestriels - Traitement SSP - Indice CVS-CJO

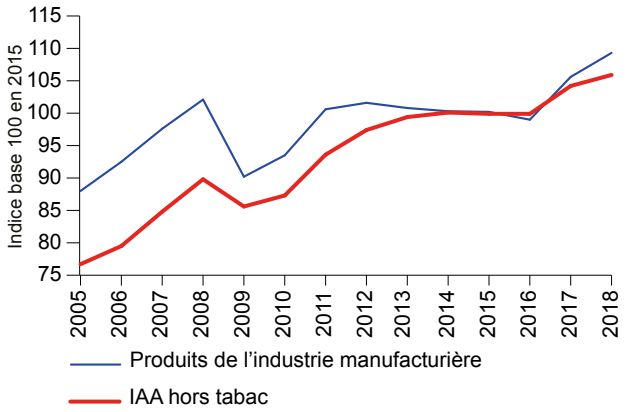
* *Sur les 8 mois de chaque année.*

Graphique 3
Prix (8 mois*)



Source : Insee, indice brut

Graphique 4
Chiffres d'affaires (8 mois*)



Source : Insee, indice de chiffres d'affaires CVS-CJO

Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à la même période de l'année précédente.

En 2018, la production des IAA devrait légèrement diminuer

Sur les huit premiers mois de l'année 2018, la production en volume des industries agroalimentaires est en léger repli sur un an malgré un nombre de jours ouvrables identique à celui de l'année 2017 à la même période (*graphique 1*). Ceci s'explique par le recul des fabrications de produits

alimentaires qui représentent 85 % de la production totale des IAA (*annexe Industries agroalimentaires*). À l'inverse, les fabrications de boissons (15 % de la production globale) progressent, en particulier sur les deux premiers mois de l'année (+ 4,3 % sur un an en moyenne) et au milieu de l'été, en lien avec une demande étrangère soutenue sur ces deux périodes et avec les pics de chaleur qui ont touché la France en juillet et en août. La baisse de la production de produits alimentaires se poursuit pour la troisième année consécutive. Ce repli masque toutefois des évolutions hétérogènes selon les produits.

Les fabrications de *viande et produits à base de viande*, de *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* et d'*aliments pour animaux* sont en hausse. L'augmentation de la production de *viande et produits à base de viande* a été relativement importante sur les quatre premiers mois de l'année (+ 2,8 % en moyenne sur un an), sous l'effet de l'accroissement des abattages de bovins, de porcins et de volailles. Ces derniers bénéficient du redressement de la filière canards gras après deux épisodes successifs d'épizootie aviaire. Les fabrications d'*aliments pour animaux* reprennent des couleurs pour la deuxième année consécutive, soutenues par l'accélération des mises en place de poussins au 1er trimestre 2018 et la reprise de la filière canards.

A contrario, toutes les autres fabrications sont en baisse, et en particulier celles de *produits à base de fruits et légumes*, de *produits laitiers* et d'*autres produits alimentaires*. Les fabrications de *produits à base de fruits et légumes* ont été freinées par des conditions climatiques défavorables à la production de légumes (manque de luminosité et pluviométrie trop importante au printemps, canicule estivale, excès d'humidité, épisodes venteux). Celles des produits laitiers pâtissent, quant à elles, du recul des fabrications de laits secs consécutif à la persistance de stocks européens toujours conséquents.

Pour la première fois depuis 2008, la croissance de la consommation des ménages en produits alimentaires fléchit

Pour la première fois depuis 2008, la consommation en volume des ménages en produits agroalimentaires diminue sur les huit premiers mois de l'année 2018. Bien que largement imputable au recul de la consommation de tabac consécutif à l'augmentation des taxes en mars 2018, le repli touche aussi les produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) ainsi que les denrées alimentaires et les boissons consommés par les ménages (*graphique 2*).

L'excédent commercial est stable

Après quatre années d'oscillation à la hausse et à la baisse, l'excédent commercial des IAA reste stable en valeur sur les huit premiers mois de l'année, la hausse de l'excédent commercial des boissons ayant compensé l'aggravation du déficit des produits alimentaires. L'excédent des échanges de boissons s'est en effet accru en valeur grâce à une meilleure valorisation des exportations. À l'inverse, malgré l'augmentation des quantités vendues et la baisse des quantités achetées, le déficit commercial de produits alimentaires s'est creusé en valeur pour la sixième année consécutive, sous l'effet conjugué du recul des prix à l'exportation et de la hausse des prix à l'importation.

Les prix à la production varient peu

En 2018, les prix à la production des IAA sont relativement étales, la hausse des prix des boissons ayant été compensée par la stabilité des prix à la production des produits alimentaires, dans un contexte où les prix à la production des produits agricoles ont très légèrement augmenté (+ 0,3 %) (*graphique 3*). En 2017 et pour la première fois depuis 2014, ils avaient augmenté de 1,2 % sur les huit premiers mois, sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires.

Des disparités apparaissent néanmoins en 2018 selon les produits. Ainsi, les prix à la production des *produits à base de fruits et légumes,* des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et des *produits laitiers* progressent sur la période, en lien pour ces derniers, avec la reprise des cours du lait et du beurre. À l'inverse, les prix à la production de tous les autres produits alimentaires reculent sur un an.

Le chiffre d'affaires poursuit sa croissance, mais à un rythme plus modéré

Sur les huit premiers mois de 2018, la croissance du chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires se poursuit. Elle confirme la reprise amorcée en 2016 après une année étale tout en marquant le pas par rapport à l'année précédente (+ 1,6 % sur un an contre + 4,1 % sur les mêmes mois de 2017) (*graphique 4*). La hausse du chiffre d'affaires est tirée à la fois par les produits alimentaires (en particulier les *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* en répercussion notamment de la hausse du prix du beurre entrant dans la composition des produits) et les boissons.

L'emploi dans les IAA est en légère hausse sur un an au 2e semestre 2018

Pour la troisième année consécutive, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) progresse sur un an au 1er semestre 2018 d'après les comptes trimestriels de l'Insee (+ 0,9 %). En moyenne, les IAA ont employé 577 550 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 5 300 salariés de plus qu'au 1er semestre 2017, atteignant son niveau le plus élevé depuis la crise de 2008. Cette évolution s'inscrit dans un contexte où l'emploi progresse dans l'ensemble de l'industrie manufacturière pour la première fois depuis 2001. Au premier semestre 2018, près de 2,8 millions de personnes ont travaillé dans l'industrie manufacturière, soit l'équivalent de 7 300 salariés en plus (+ 0,2 % en moyenne sur un an) par rapport à la même période 2017.

Annexe - Industries agroalimentaires

Activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - août 2018 / janvier - août 2017 (%)					2018 Janvier - août	2017 Janvier - août
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut					Brut	
Produits des industries alimentaires	**85,1**	**– 0,9**	**+ 0,2**	**+ 1,6**	**+ 0,8**	**+ 1,0**	**-3 440**	**-3 336**
Viande et produits à base de viande	24,9	+ 1,8	– 0,9	+ 0,2	+ 0,8	+ 3,6	-924	-805
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	+ 5,6	– 1,8	+ 1,9	+ 6,3	– 2,2	-2 092	-2 188
Produits à base de fruits et légumes	6,6	– 6,3	+ 2,3	+ 2,4	+ 2,8	+ 1,0	-1 994	-1 994
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	– 0,7	– 4,4	– 0,7	+ 1,0	– 4,7	-1 441	-1 557
Produits laitiers	20,3	– 3,0	+ 1,7	+ 0,8	– 2,2	+ 5,6	1 376	1 605
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	– 2,1	– 1,0	– 0,8	– 2,6	+ 0,6	564	619
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	– 1,3	+ 2,4	+ 4,6	+ 6,6	+ 0,9	-154	-222
Autres produits alimentaires	21,6	– 1,6	– 1,3	+ 0,6	+ 0,3	+ 1,2	266	314
Aliments pour animaux	6,0	+ 0,8	– 0,2	+ 1,8	+ 3,6	+ 2,4	764	730
Boissons*	**14,9**	**+ 1,5**	**+ 0,9**	**+ 2,0**	**+ 3,5**	**+ 10,7**	**7 907**	**7 800**
IAA hors tabac	**100**	**– 0,5**	**+ 0,3**	**+ 1,6**	**+ 1,7**	**+ 1,9**	**4 466**	**4 464**

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

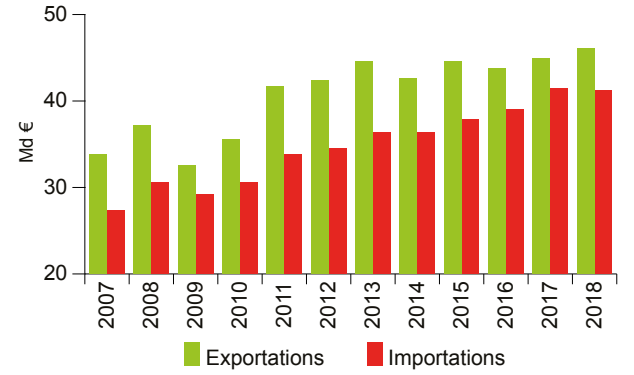
Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En cumul sur les neuf premiers mois de 2018, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires s'accroît de 1,3 milliard d'euros (Md€) (+ 37 % par rapport à 2017). Cette nette amélioration est imputable en quasi-totalité aux produits bruts (+ 1,2 Md€). À la diminution des importations de légumes, de colza et de céréales, s'est ajouté le redressement des exportations de céréales grâce à la bonne récolte de 2017. L'excédent des produits transformés ne progresse que très légèrement (+ 60 millions d'euros sur un an), le dynamisme des exportations de vins et de sucre étant contrebalancé par la hausse des importations de boissons, de produits laitiers et de viandes. Géographiquement, seuls les échanges avec les pays tiers contribuent à l'excédent commercial.

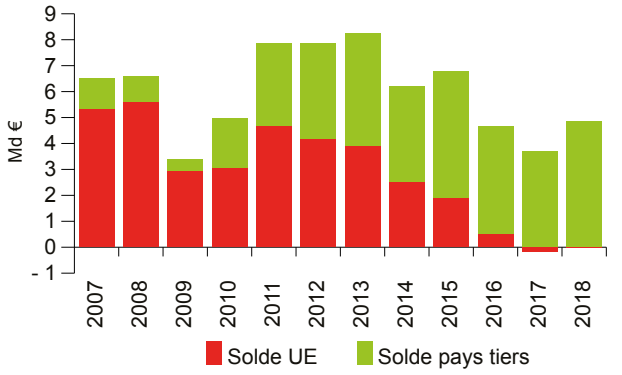
Principaux indicateurs

Graphique 1
Exportations - Importations de produits agroalimentaires (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

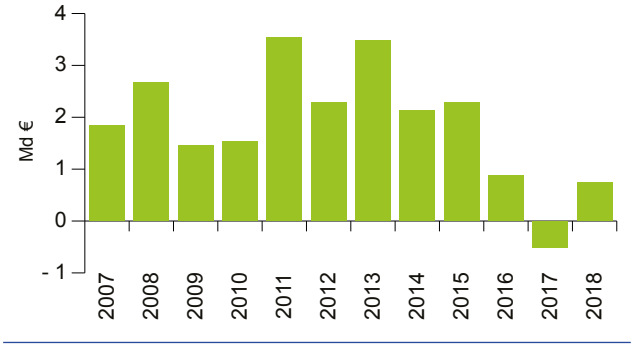
Graphique 2
Solde des échanges UE - Pays tiers (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

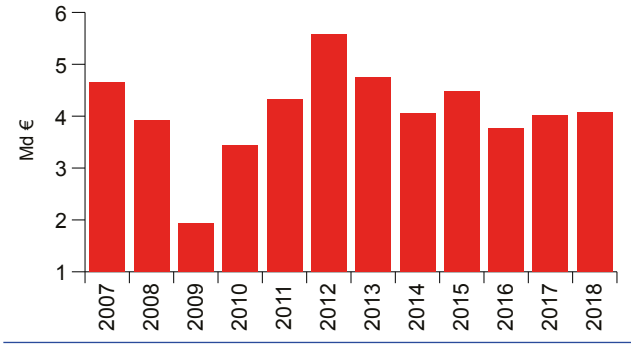
* *Sur les 9 mois de chaque année.*

Graphique 3
Solde des échanges de produits bruts (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

Graphique 4
Solde des échanges de produits transformés (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

Amélioration globale du commerce extérieur sur les neuf premiers mois de 2018

Sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit global des échanges extérieurs français s'élève à 60,6 milliards d'euros (Md€), en amélioration de 2,1 Md€ par rapport à 2017. L'augmentation de la facture énergétique (+ 4,2 Md€ par rapport à 2017) dans un contexte de hausse des cours du pétrole est plus que compensée par la croissance des excédents concernant les produits phares des exportations françaises : + 4,4 Md€ pour le matériel de transport, + 1,3 Md€ pour les produits agricoles et agroalimentaires, + 0,6 Md€ pour les produits pharmaceutiques et + 0,4 Md€ pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques.

Sur les neuf premiers mois de 2018, la balance commerciale de produits agricoles bruts de la France redevient excédentaire

Après un recul important en 2016 et 2017, l'excédent agroalimentaire s'accroît de 1,3 Md€ sur les neuf premiers mois de 2018 (+ 37 % sur un an). Cette hausse est imputable en quasi-totalité aux échanges de produits bruts. Le solde commercial

de ces produits redevient excédentaire après avoir été en déficit sur les neuf premiers mois de 2017 (*graphique 3*).

La balance commerciale des produits transformés s'améliore également, mais dans une moindre mesure, avec un excédent des échanges qui progresse pour la deuxième année consécutive de 60 millions d'euros (M€) (*graphique 4*).

Les échanges avec les pays extracommunautaires tirent l'excédent commercial agroalimentaire vers le haut

La hausse de l'excédent avec les pays tiers contribue pour 88 % à la croissance de la balance commerciale agroalimentaire (*graphique 2*). Elle résulte en grande partie de la réduction du déficit commercial des produits bruts avec cette zone pour la première fois depuis 2015. En effet, ce dernier se réduit de 1 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2017 (*annexe Commerce extérieur*). La hausse des exportations de produits bruts vers les pays hors zone de l'UE s'accompagne d'une diminution des importations. Dans une moindre mesure, les échanges de produits transformés avec les pays tiers évoluent de la même manière.

Avec l'UE, la croissance des exportations est en partie contrebalancée par une hausse des importations, principalement de produits transformés. Cela ne résorbe pas totalement le déficit qui passe de - 185 M€ à - 29 M€. Toutes destinations confondues, les ventes de produits agroalimentaires augmentent de 1,1 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2017 tandis que les achats reculent de 0,2 Md€ (*graphique 1*).

Céréales : forte progression des exportations en lien avec la bonne récolte 2017

L'excédent des échanges de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, progresse de 1,2 Md€ sur les neuf premiers mois de 2018 par rapport à 2017 (*annexe*). Les bonnes récoltes de l'été 2017 ont permis une nette reprise des exportations (*graphique 5*). La moisson 2017 de céréales à paille est en effet la troisième la plus abondante après celles de 1998 et 2015.

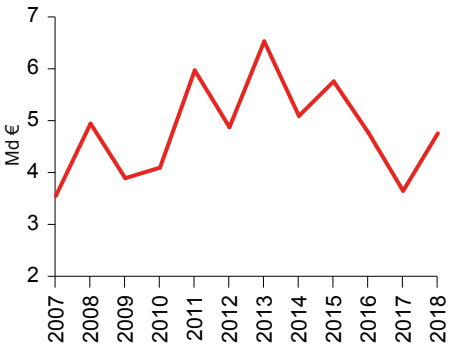
Les exportations de blé tendre s'accroissent de 3,5 millions de tonnes (Mt) en grande partie à destination des pays tiers et plus particulièrement de l'Algérie et du Maroc mais aussi de l'Arabie saoudite. Pour les deux premiers pays, il s'agit surtout d'un retour à la normale concernant les débouchés traditionnels du blé français après la mauvaise récolte 2016, même si le Maroc est plus ouvert que l'Algérie à la concurrence internationale. En valeur, les ventes de blé tendre augmentent également (+ 0,6 Md€).

Quant aux maïs et à l'orge, les hausses sont respectivement de + 195 et + 164 M€. Les volumes exportés de maïs français augmentent (+ 40 %, soit + 1,2 Mt), en lien avec la croissance des disponibilités. Les quantités d'orge expédiées sont également dynamiques (+ 0,5 Mt) notamment vers la Chine. En 2018, l'Arabie saoudite, historiquement premier importateur mondial d'orge, s'est moins tournée vers l'origine française qu'en 2017.

Filière oléoprotéagineuse : réduction du déficit sur les neuf premiers mois de 2018 parallèlement à des importations en baisse

Par rapport aux neuf premiers mois de 2017, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) se réduit de 251 M€ sur un an pour s'établir à près de - 1,5 Md€ (*annexe*), essentiellement en raison du repli des importations de graines (- 139 M€). Cela concerne surtout le colza du fait de la très bonne récolte 2017. La situation pourrait toutefois se dégrader dans les prochains mois car la récolte de colza a fortement baissé en 2018, touchée par la météorologie du printemps peu propice à la floraison et favorisant les maladies. Parallèlement, le recul des importations d'huiles, de tourteaux et de corps gras contribue également à l'amélioration de la balance commerciale.

Graphique 5
Sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations de céréales progressent fortement en valeur sur un an



Source : DGDDI (Douanes)

Sucre : hausse de l'excédent des échanges

La fin des quotas sucriers pour la campagne 2017-2018 (octobre 2017-septembre 2018) a encouragé la hausse des emblavements en betteraves favorisant ainsi un accroissement marqué de la production de sucre en France. Avec des disponibilités en hausse, les exportations de sucre augmentent de 126 M€ (*annexe*). Dans le même temps, les importations diminuent (- 16 M€). La récolte betteravière moins importante en 2018, qui entraînera de moindres disponibilités en sucre pour la campagne 2018-2019, pourrait modifier cette tendance sur les trois derniers mois de l'année 2018.

Fruits et légumes : les échanges de produits frais creusent le déficit commercial

Sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) se creuse pour la quatrième année consécutive de 266 M€ sur un an, atteignant - 5,1 Md€.

Le déséquilibre commercial en légumes frais s'accroît de 97 M€, la baisse des importations sur un an (- 176 M€) étant insuffisante pour compenser la diminution des exportations (- 273 M€). Le recul des prix à l'exportation en 2018 explique

ces résultats après un début d'année 2017 où les cours européens s'étaient envolés, déséquilibrés par la forte réduction de l'offre (conséquence du froid et du gel dans les pays du Sud de l'Europe). Avec des prix, là aussi, mal orientés du fait d'une récolte 2017 abondante, les exportations de pommes de terre se contractent sur un an (- 76 M€) malgré des quantités vendues en hausse de 17 %. Les importations reculent, elles, de 36 M€. L'excédent commercial en pommes de terre diminue ainsi à 254 M€.

En valeur, le déficit commercial des fruits frais s'alourdit (+ 8 %) avec une diminution des exportations de 126 M€ (principalement les ventes d'abricots) conjuguée à une augmentation des importations de 37 M€ (achats de bananes et de framboises notamment).

Concernant les produits transformés à base de fruits et légumes, seules les confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, les pois appertisés. *A contrario*, au premier rang des produits déficitaires, on trouve les jus d'orange qui sont avant tout importés. Au total, sur les neuf premiers mois de 2018, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se détériore de 6 M€ en raison d'une augmentation des importations (+ 40 M€) supérieure à celle des exportations.

Produits laitiers : pour la deuxième année consécutive, les importations pèsent sur l'excédent

Sur les neuf premiers mois de 2018, les importations de produits laitiers progressent de 137 M€ par rapport à 2017. Cette évolution s'explique en grande partie par la nouvelle hausse des achats de beurre et de pâtes à tartiner laitières en lien avec la progression des prix des matières grasses solides et de la crème. Après la reprise observée en 2017, les exportations fléchissent (- 75 M€ sur un an).

Produits de l'élevage et de l'abattage : en 2018, les importations de viande tirent l'excédent vers le bas

Sur les neuf premiers mois de 2018, l'excédent commercial des produits de l'élevage et de l'abattage (268 M€) recule de 127 M€, soit un tiers de moins qu'en 2017.

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs progresse de 22 M€ sur un an. Cette bonne tenue s'explique par la hausse de 12 M€ des exportations de bovins, notamment vers l'Algérie (+ 92 % soit + 29 M€) alors que les ventes vers l'Italie, premier débouché pour l'origine française, diminuent (- 3 M€).

En ce qui concerne les produits transformés, le déficit commercial en viandes, préparations à base de viande et de sous-produits issus de l'abattage s'accentue de 149 M€ sur un an. Le solde commercial en viande bovine se creuse de 12 M€ en raison d'une hausse plus élevée des importations (+ 47 M€) que des exportations (+ 35 M€), dans un contexte de consommation apparente en hausse. À l'inverse, la baisse des exportations de viande porcine est supérieure à celle des importations (respectivement - 50 et - 29 M€). Les prix orientés à la baisse et la vive concurrence internationale pèsent sur la valorisation des échanges. Enfin, le déficit de viande de volaille augmente de 53 M€ en lien avec la hausse des importations (+ 67 M€ en valeur).

Vins : les exportations restent dynamiques

Sur les neuf premiers mois de 2018, les exportations de vins et Champagne progressent de 4 % en valeur par rapport à la même période en 2017. Vers le Royaume-Uni et l'Allemagne, débouchés les plus importants au sein de l'UE, les ventes s'accroissent de respectivement de + 27 et + 39 M€ du fait d'une meilleure valorisation des vins français. Vers les pays tiers, les ventes restent dynamiques à destination des États-Unis (+ 89 M€) même si elles diminuent vers la Chine (- 74 M€) sur un marché qui se diversifie sur tous les types de boissons, de moins en moins marqué par la prédominance des exportations de Bordeaux. Ces bons résultats contribuent fortement à la hausse de l'excédent commercial (+ 136 M€ sur un an).

Les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, Rhum, etc.), en hausse de 1 % en valeur par rapport à 2017, bénéficient du dynamisme des échanges avec le continent asiatique (notamment avec Singapour, et Hong Kong) même si les ventes à destination de deux débouchés importants que sont les États-Unis (premier débouché pour le Cognac) et la Chine diminuent (respectivement - 20 et - 59 M€).

Au total, l'excédent des échanges de vins et spiritueux atteint un peu moins de 8,5 Md€ (+ 2 % sur un an).

Annexe - Commerce extérieur agroalimentaire

Commerce extérieur par zone et type de produits

Unité : million d'euros

Produits CPF2	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
UE						
Produits bruts	5 545	5 571	7 832	8 084	2 288	2 513
Produits transformés	23 118	23 455	20 645	20 912	-2 473	-2 543
AGROALIMENTAIRE	**28 662**	29 026	**28 477**	28 996	**-185**	-29
Pays tiers						
Produits bruts	5 290	4 817	2 496	3 038	-2 793	-1 779
Produits transformés	7 475	7 388	13 966	14 009	6 491	6 621
AGROALIMENTAIRE	**12 765**	12 205	**16 463**	17 047	**3 698**	4 842
Monde						
Produits bruts	10 834	10 388	10 329	11 122	-506	734
Produits transformés	30 593	30 842	34 611	34 921	4 018	4 078
AGROALIMENTAIRE	**41 427**	41 230	**44 940**	46 043	**3 512**	4 813

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PRODUITS BRUTS	**10 834**	10 388	10 329	11 122	-506	734
Agriculture et élevage	9 398	8 933	9 583	10 351	185	1 418
Céréales, légum., oléagi.	1 385	1 129	4 640	5 757	3 255	4 628
Céréales n. c. riz	*383*	*266*	*3 646*	*4 755*	*3 264*	*4 488*
Oléoprotéagineux	*999*	*859*	*992*	*999*	*-6*	*140*
Légumes, fleurs, plantes	2 670	2 512	1 886	1 621	-784	-891
Légumes	*2 247*	*2 071*	*1 663*	*1 390*	*-584*	*-681*
Prod. cult. permanentes	4 940	4 887	1 388	1 280	-3 552	-3 607
Fruits	*3 154*	*3 191*	*1 084*	*957*	*-2 071*	*-2 233*
Café, cacao, thé	*701*	*670*	*23*	*21*	*-678*	*-649*
Animaux vifs, œufs, miel	402	406	1 668	1 694	1 266	1 288
Bovins	*25*	*33*	*1 067*	*1 087*	*1 042*	*1 054*
Produits sylvicoles	186	187	319	338	133	151
Pêche et aquaculture	1 251	1 267	427	432	-824	-835

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits transformés

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
IAA, TABACS	**30 593**	30 842	**34 611**	34 921	**4 018**	4 078
Viandes, prod. de l'abattage	4 123	4 245	3 251	3 225	-871	-1 020
Viande bovine	*882*	*929*	*672*	*707*	*-210*	*-222*
Viande porcine	*583*	*554*	*609*	*559*	*26*	*5*
Volaille	*786*	*853*	*562*	*576*	*-224*	*-277*
Prod. préparés de la pêche	3 123	3 031	660	678	-2 463	-2 353
Prod. à base de fruits & lég.	3 767	3 807	1 555	1 588	-2 212	-2 219
Huiles, tourteaux, corps gras	2 555	2 447	837	833	-1 719	-1 614
Tourteaux	*944*	*918*	*111*	*100*	*-833*	*-818*
Produits laitiers, glaces	2 959	3 096	4 922	4 847	1 963	1 752
Fromages	*1 168*	*1 227*	*2 191*	*2 222*	*1 023*	*996*
Produits des céréales	1 311	1 314	2 005	1 944	694	631
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 702	1 695	1 442	1 522	-260	-174
Autres produits alimentaires	6 316	6 319	6 612	6 579	296	260
Sucre	*205*	*189*	*861*	*986*	*656*	*798*
Chocolat, confiserie	*2 239*	*2 161*	*1 622*	*1 490*	*-617*	*-671*
Aliments pour animaux	788	805	1 619	1 659	831	854
Boissons	2 688	2 953	11 563	11 887	8 876	8 934
Vins, champagne	*595*	*717*	*6 428*	*6 686*	*5 833*	*5 969*
Eaux de vie, alcools	*865*	*885*	*3 320*	*3 367*	*2 455*	*2 482*
Tabacs	1 261	1 130	145	157	-1 116	-972

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1er avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Idele : Institut de l'élevage
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipaa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MILC : marge Ipampa Lait de vache sur coût total indicé
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

■ **Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr**

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture.*

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne.*

■ **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/**

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

■ **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Sommaire du bilan

Climatologie	**5**	M. Le Turdu, A. Triquenot
Céréales	**9**	J.-M. Pognat
Oléoprotéagineux - Pomme de terre - Sucre	**13**	T. Champagnol, J.-M. Pognat
Fruits	**17**	L. Bernadette
Légumes	**21**	S. Bernadet
Vins	**27**	A. Delort
Productions animales	**33**	A. Calvino, M.-A. Lapuyade, C. Ugliera, O. Le Tollec
Intrants	**61**	A. Lavergne, F. Royer
IAA	**65**	M. Kuhn-Le Braz
Commerce extérieur	**69**	T. Champagnol
Organismes et abréviations	**73**	
Pour en savoir plus	**75**	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 5 - décembre 2018

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €